



N° 160

Genève, le 02 juin 2023

***Mesdames et Messieurs les Titulaires de Mandats
des Procédures Spéciales du Conseil des Droits de l'Homme.***

Faisant suite à votre lettre du 30 mars 2023 concernant la situation des migrants originaires d'Afrique subsaharienne en Tunisie (Communication conjointe référencée AL TUN 3/2023), j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, la réponse du Gouvernement tunisien sur cette question.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les Titulaires de Mandats, l'assurance de ma très haute considération.



L'Ambassadeur, Représentant Permanent


Sabri BACHTOBJI

Mme K.P. Ashwini, Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

Mme Catherine Namakula, Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine.

M. Mumba Malila, Vice-président du Groupe de travail sur la détention arbitraire.

Mme Irene Khan, Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression.

M. Felipe González Morales, Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des migrants.

Réponse de la Tunisie à la communication conjointe des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme relative à la situation des personnes originaires d'Afrique subsaharienne

AL TUN 3/2023

Cadre général

La Tunisie a reçu la communication conjointe n° AL TUN 3/2023 que lui ont adressée, en date du 30 mars 2023, des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme, à savoir la Rapporteuse spéciale sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine, le Groupe de travail sur la détention arbitraire, la Rapporteuse spéciale sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et le Rapporteur spécial sur les droits humains des migrants.

La communication conjointe porte sur des allégations concernant des actes de discrimination raciale et de profilage racial, des discours de haine et de violence et des arrestations arbitraires dont auraient été victimes des migrants originaires de pays d'Afrique subsaharienne.

Affirmant que sa vision est fondée sur le respect des droits de l'homme et la promotion des valeurs de tolérance et qu'il s'attache à protéger toutes les personnes résidant sur son territoire dans le cadre de l'état de droit et des institutions, l'État tunisien réaffirme sa position selon laquelle il y a lieu d'adopter une approche internationale globale des phénomènes migratoires fondée sur un équilibre entre, d'une part, le développement économique et social et la promotion des voies régulières de circulation et, d'autre part, la lutte contre la traite des êtres humains et la migration irrégulière.

En outre, il rappelle l'initiative qu'a lancée le Président de la République tunisienne d'organiser un sommet réunissant les pays des deux rives de la Méditerranée et ceux de l'Afrique subsaharienne en vue de l'adoption d'une approche multidimensionnelle visant à s'attaquer aux causes profondes et aux diverses répercussions de la migration.

Dans ce contexte, l'État tunisien lutte contre toutes les formes de traite des êtres humains et d'exploitation des migrants et s'efforce de traiter le phénomène de la migration irrégulière comme un problème social, économique et humanitaire, dans le cadre de l'application de la loi et selon les exigences de la souveraineté nationale.

Tout d'abord, en ce qui concerne les allégations contenues dans la communication conjointe, il convient de souligner qu'aucune autorité officielle n'a tenu de discours de haine vis-à-vis des étrangers ni d'incitation à la discrimination raciale et que la Tunisie traite le dossier migratoire conformément aux conventions internationales et au droit international humanitaire, dans le respect de l'état de droit.

L'État tunisien considère que les allégations de violations des droits humains des migrants d'Afrique subsaharienne constituent des accusations de profilage racial qui s'apparentent à une campagne de diffamation entachée de contrevérités.

Le présent document comprend la réponse de l'État tunisien aux allégations figurant dans la communication conjointe, ainsi qu'une présentation des principaux programmes et mesures de protection des droits humains des migrants qu'ont adoptés les pouvoirs publics et les organisations de la société civile avec qui ils travaillent en partenariat.

I. Informations et observations complémentaires concernant les allégations rapportées dans la communication

1. En ce qui concerne les allégations relatives à l'arrestation discriminatoire du propriétaire d'une garderie, il convient de noter que ce dernier a été placé en garde à vue au motif qu'il avait aménagé un espace d'accueil hasardeux pour les enfants, sans avoir obtenu de permis à cet effet et sans remplir les conditions imposées à la pratique de cette activité. Lui et son épouse avaient été avertis qu'ils devaient mettre fin à cette activité, mais ne l'avaient pas fait.

2. Pour ce qui est des allégations selon lesquelles des migrants seraient détenus jusqu'à ce qu'ils soient en mesure de payer les pénalités de dépassement de séjour, elles sont réfutées par le fait que le décret gouvernemental n° 2017-1061 du 26 septembre 2017 exempte des frais de dépassement de la durée légale de résidence en Tunisie les étrangers en situation vulnérable et les victimes de la traite des personnes désirant quitter le territoire tunisien dans le cadre d'un retour volontaire, les réfugiés et les apatrides.

3. En ce qui concerne la campagne menée par un parti politique diffusant des propos contre les migrants subsahariens, il convient de signaler que les services de la Présidence du Gouvernement suivent l'activité des partis politiques, conformément aux dispositions du décret-loi n° 2011-87 du 24 septembre 2011 portant organisation des partis politiques, et que le Parti nationaliste tunisien, légalement créé le 15 décembre 2018, a soumis à ces services un rapport sur ce qu'il a qualifié de « danger des migrants d'Afrique subsaharienne résidant illégalement sur le territoire tunisien et du projet visant leur établissement en Tunisie ». Suite à cela, le parti a été invité à une séance de travail tenue le 9 février 2023, à laquelle il s'est vu rappeler les dispositions du décret n° 2011-87 qui interdisent aux partis politiques de s'appuyer, dans leurs statuts, communiqués, programmes ou activités, sur l'incitation à la discrimination fondée sur la religion, la catégorie, le sexe ou la région et qui les obligent à respecter les droits de l'homme tels que définis par les conventions internationales ratifiées par la République tunisienne (art. 3 et 4 du décret). Toutefois, il a été constaté plus tard sur les réseaux sociaux et dans les médias que le parti susmentionné avait mené des activités et fait des déclarations contre les citoyens des pays d'Afrique subsaharienne immigrant en Tunisie qui étaient vectrices de discrimination raciale, telle que définie dans la loi organique n° 2018-50 du 23 octobre 2018 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, en violation des dispositions du décret n° 2011-87, en particulier de ses articles 3 et 4. En conséquence, les mesures punitives prévues à l'article 28 du décret ont été engagées à l'égard du parti, qui a donc été averti de la nécessité de remédier aux infractions qui lui étaient reprochées dans un délai ne dépassant pas un mois. Il convient de noter que le décret n° 2011-87 portant organisation des partis politiques établit un système dans lequel les mêmes sanctions s'appliquent, de manière progressive, à toutes les violations commises par les partis, quelle que soit leur nature. Hormis la mise en demeure du parti, qui est une mesure administrative, les autres sanctions prévues (suspension de l'activité pendant un mois, puis dissolution du parti en cas de poursuite de l'infraction) sont prononcées par les autorités judiciaires compétentes et ne peuvent être appliquées qu'après épuisement des voies de recours légales.

II. Renseignements sur le nombre de migrants actuellement détenus et la protection juridique dont ils bénéficient

Au 18 avril 2023, 626 immigrés d'Afrique subsaharienne étaient incarcérés, dont 332 personnes condamnées (96 % d'hommes et 4 % de femmes) et 294 personnes en état d'arrestation (93 % d'hommes et 7 % de femmes). Quant à la nature des infractions commises :

- Par les personnes en état d’arrestation : l’immigration illégale est la principale infraction pour laquelle les migrants d’Afrique subsaharienne sont mis en cause, puisqu’elle concerne environ 169 de ces migrants arrêtés, soit 57 % d’entre eux, suivie de la rébellion (quelque 35 détenus), du détournement de personnes (quelque 19 détenus), des infractions liées à la drogue (14 détenus), du vol (13 détenus), du meurtre (12 détenus) et de la fraude (10 détenus) ;
- Par les personnes condamnées : l’immigration illégale arrive en tête de liste, puisqu’elle concerne quelque 298 condamnés, soit 89 % d’entre eux, suivie des infractions liées à la drogue (environ 20 condamnés, soit 6 %), du vol (6 condamnés) et du meurtre (5 condamnés).

Pour ce qui est de la protection juridique dont bénéficient ces détenus, elle est notamment prévue par la loi n° 2001-52 du 14 mai 2001 relative à l’organisation des prisons, qui dispose notamment ce qui suit :

- La classification des détenus est effectuée dès leur admission sur la base du sexe, de l’âge, de la nature de l’infraction et de la situation pénale selon qu’il s’agisse d’un détenu primaire ou récidiviste ;
- Les femmes détenues sont incarcérées soit dans des prisons pour femmes, soit dans des pavillons indépendants au sein des autres prisons, leur garde est assurée par des surveillantes placées sous l’autorité du directeur de la prison. Celui-ci n’est pas habilité à entrer au pavillon des femmes ou à l’atelier de formation et de production tant qu’il n’est pas accompagné d’une surveillante ou, à défaut, de deux agents ;
- La détenue enceinte, bénéficie de l’assistance médicale prénatale et postnatale, les dispositions nécessaires sont prises pour que les enfants naissent dans des établissements hospitaliers hors des prisons. Si l’enfant est né en prison, il est strictement interdit de mentionner son lieu de naissance dans les registres de l’état civil, des extraits et copies qui en sont délivrés. Les enfants accompagnant leurs mères lors de leur admission en prison peuvent y être acceptés jusqu’à ce qu’ils atteignent l’âge de 3 ans. Lorsque l’enfant atteint l’âge de 3 ans, il est confié à son père ou à une personne choisie par la mère et à défaut, l’administration pénitentiaire en informe le juge de l’exécution des peines qui saisit le juge de la famille territorialement compétent afin d’ordonner les mesures appropriées à l’égard de l’enfant. Si les circonstances de la cause ont nécessité l’incarcération de l’enfant, il est placé dans un pavillon réservé aux enfants avec obligation de le séparer des détenus adultes pendant la nuit ;
- Le directeur de la prison doit tenir un registre numéroté et paraphé par le président du tribunal de première instance territorialement compétent, mention en est faite de l’identité du détenu, du motif de son incarcération, de l’autorité judiciaire dont émane la décision et de la date et heure du dépôt et de libération. Le détenu est informé, dès son incarcération, de la teneur des dispositions législatives et réglementaires auxquelles il est soumis à l’intérieur de la prison. L’information est faite oralement aux détenus étrangers de manière à assurer sa compréhension ;
- Le détenu est soumis, dès son incarcération, à la visite médicale du médecin de la prison ; s’il s’avère qu’il est atteint d’une maladie contagieuse, il est isolé dans un pavillon aménagé à cet effet. L’enfant accompagnant sa mère est aussi soumis à la visite médicale, l’administration de la prison lui fournit les produits de toilette, l’alimentation ainsi que toute prestation médicale d’ordre curatif ou préventif. Les mêmes mesures sont étendues à l’enfant né pendant l’incarcération de la mère ;
- Le détenu est placé dans une chambre suffisamment aérée et éclairée, et équipée des installations sanitaires nécessaires. L’administration de la prison est aussi tenue de fournir à chaque détenu un lit individuel et ses besoins en couvertures. Le détenu étranger a donc le droit d’obtenir des produits et du matériel d’hygiène de base. Il a également le droit de prendre une douche au moins une fois par semaine et dans tous les autres cas où cela est jugé nécessaire par le médecin de la prison ;

- Le détenu a droit à des soins de santé physique et mentale, les conditions de détention dans les prisons devant assurer son intégrité physique et morale. Le détenu étranger a droit à la gratuité des soins et des médicaments à l'intérieur des prisons et, à défaut, dans les établissements hospitaliers. Un dossier médical est constitué pour le détenu, qu'il soit en état d'arrestation ou condamné, dès sa première visite auprès du médecin de l'unité pénitentiaire, lors de son incarcération ;
- Le détenu bénéficie de nombreuses activités, notamment de formation professionnelle et d'accompagnement dans l'emploi, peut s'adonner à des activités culturelles et sportives, a accès à des livres et revues et peut pratiquer ses rites religieux ;
- Le détenu étranger, qu'il soit arrêté ou condamné, a le droit de recevoir la visite de ses proches, de correspondre avec eux et de recevoir de leur part des provisions, des colis, des mandats et des vêtements. Les agents consulaires et les diplomates chargés de fonctions consulaires peuvent rendre visite à leurs ressortissants incarcérés sur autorisation des autorités judiciaires. En outre, des organisations et des associations, comme le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), peuvent transmettre de courts messages entre le prisonnier et sa famille ;
- Le détenu étranger a droit, s'il est détenu à titre préventif ou condamné en vertu d'un jugement non définitif, à la visite de l'avocat chargé de sa défense sans la présence d'un agent de la prison, sur autorisation de l'autorité judiciaire compétente, et s'il est condamné en vertu d'un jugement définitif, à la visite d'un avocat en présence d'un agent de la prison, sur autorisation de l'administration chargée des prisons et de la rééducation. Dans tous les cas, il a le droit d'envoyer des correspondances à l'avocat chargé de sa défense ;
- Le détenu étranger a le droit de s'entretenir avec le juge de l'exécution des peines dans les cas déterminés par la législation en vigueur pour le détenu faisant l'objet d'une condamnation et, dans tous les cas, d'envoyer des correspondances aux autorités judiciaires concernées, et ce, par l'intermédiaire de l'administration de la prison ;
- Le détenu étranger a le droit de s'entretenir avec le directeur de la prison.

De plus, le détenu étranger bénéficie de la libération conditionnelle ou de la grâce au même titre que les autres détenus, sans discrimination.

Il convient de noter que la protection de certains groupes nécessitant un accompagnement particulier, comme les femmes, les enfants et les personnes handicapées, a été prévue dans le cadre des résultats du plan national pour la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Établi par le Conseil des pairs pour l'égalité et l'équivalence des chances entre la femme et l'homme créé par le décret gouvernemental n° 2016-626, ce plan est une référence et une feuille de route en ce qui concerne le traitement des migrants en général et des groupes spéciaux parmi eux, comme les femmes. Ainsi, l'action de la République tunisienne eu égard à la question de la migration s'inscrit d'autant plus dans le système des Nations Unies et les normes internationales.

III. Conformité des conditions de détention des migrants et du traitement des migrants détenus avec les obligations internationales en matière de droits de l'homme

Les migrants sont hébergés au Centre d'accueil et d'orientation de la Direction générale de la Garde nationale à El Ouardia. Il s'agit d'un espace aménagé pour abriter temporairement les étrangers qui y sont envoyés par les services administratifs ou pénitentiaires pour entrée ou séjour irrégulier en Tunisie, en attendant l'examen de leur statut juridique.

La gestion de ces affaires relève de la compétence exclusive des services du Ministère de l'intérieur, conformément aux dispositions du décret n° 75-342 du 30 mai 1975 fixant les attributions du Ministère de l'intérieur (dont celle de contrôler la circulation des personnes sur tout le territoire de la République et notamment toutes les frontières terrestres et

maritimes) et aux dispositions de la loi n° 68-7 du 8 mars 1968, relative à la condition des étrangers en Tunisie.

Les unités de sécurité spécialisées dans les enquêtes judiciaires et les structures de supervision de la garde à vue du Ministère de l'intérieur travaillent sous contrôle constitutionnel et juridique et sous la supervision des autorités judiciaires compétentes à tous les stades de l'enquête. Soucieux de clarifier davantage les différentes procédures liées au traitement non discriminatoire des suspects, le Ministère a publié, le 10 décembre 2022, des notes de travail relatives à l'adoption :

- D'un guide de procédures pratiques pour la mise en application de la loi n° 2016-5 du 16 février 2016, modifiant et complétant le Code de procédure pénale ;
- D'une affiche présentant les garanties accordées aux personnes placées en garde à vue, à diffuser à tous les postes des centres de sécurité, de la Garde nationale et des différentes unités de sécurité concernées par le système de garde à vue ;
- D'un guide des bonnes pratiques en matière de garde à vue à l'intention des agents des forces de l'ordre.

Il convient de noter que certains membres de la diaspora africaine ont été placés en garde à vue pour avoir commis des actes incriminés par la loi n° 2016-5, qui s'applique à l'ensemble des citoyens tunisiens ainsi qu'à tous les étrangers présents sur le territoire tunisien, sans discrimination et dans le respect des droits de l'homme.

L'État s'efforce par ses propres moyens de satisfaire à tous les besoins des gardés à vue en matière d'hébergement, de subsistance, de soins et de prise en charge et coordonne les activités d'aide à ces personnes menées par diverses structures, par les représentations des pays d'origines et par certaines organisations non gouvernementales spécialisées, telles que l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Le Centre, qui peut abriter au total 80 personnes (60 hommes et 20 femmes), dispose d'une unité de santé (composée d'un médecin, d'un pharmacien et d'une infirmière) qui assure la prise en charge médicale des personnes accueillies, en tenant compte des cas particuliers.

Par ailleurs, le Centre d'accueil et d'orientation d'El Ouardia est ouvert à tous les organismes externes de suivi et de contrôle qui souhaitent le visiter pour constater les conditions d'hébergement, de subsistance et de prise en charge sanitaire, comme l'ont déjà fait l'organisation Médecins du monde, le CICR, la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme, l'Instance nationale pour la prévention de la torture et le Sous-Comité pour la prévention de la torture.

Modalités concrètes d'accès à la justice des migrants et droit de contester la légalité de leur arrestation

Outre les dispositions susmentionnées de la loi n° 2001-52 du 14 mai 2001 relative à l'organisation des prisons, concernant notamment la communication entre les migrants détenus et les autorités judiciaires, les avocats et les directeurs de prisons, il convient de noter que la loi garantit le droit d'accès à la justice à quiconque subit un traitement non conforme à la loi, et ce, sans discrimination.

L'accès à la justice peut se faire auprès des juridictions administratives, par un recours contre une décision administrative auprès du Tribunal administratif, et auprès des juridictions pénales, par le dépôt d'une plainte auprès du Procureur de la République. En outre, le droit à la défense est garanti ; c'est un principe consacré par l'article 35 de la Constitution et reconnu dans l'ensemble des dispositions du Code de procédure pénale.

IV. Mesures prises par l'État pour protéger les droits humains des migrants, quel que soit leur statut, et mesures spéciales visant à protéger les droits humains des enfants migrants en Tunisie

1. Mesures prises par l'État pour protéger les droits humains des migrants, quel que soit leur statut

1.1 Mesures législatives

L'appartenance africaine de l'État tunisien est réaffirmée dans le préambule de la Constitution du 25 juillet 2022, fait constitutionnel qui s'inscrit dans le prolongement de la ratification par la Tunisie, dès 1966, soit quelques années seulement après son indépendance, de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La Tunisie a été l'un des premiers pays à ratifier cette convention, par la loi n° 66-70 du 28 novembre 1966.

En outre, plusieurs textes juridiques comportant des dispositions relatives à la protection des droits humains des migrants, quel que soit leur statut, ont été promulgués :

- La loi organique n° 2016-61 du 3 août 2016, relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes, qui vise à prévenir et à combattre toutes les formes d'exploitation auxquelles les personnes peuvent être exposées, en particulier les femmes et les enfants, par la prévention et la répression de la traite des personnes, la protection des victimes et l'apport d'une aide à ces dernières, ainsi qu'à appuyer la coordination nationale et la coopération internationale dans le domaine de la lutte contre la traite des personnes, dans le cadre des conventions internationales, régionales et bilatérales ratifiées par la République tunisienne. Cette loi dispose expressément que le fait de soumettre à l'exploitation une personne en tirant profit de sa situation de vulnérabilité, comme notamment sa situation irrégulière ou son état d'extrême nécessité, relève de la traite des personnes ;
- La loi organique n° 2018-50 du 23 octobre 2018 relative à l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale :
 1. L'article 2 de cette loi établit la même définition de la discrimination raciale que l'article premier de la Convention, à savoir : « toute distinction, exclusion, restriction ou préférence opérée sur le fondement de la race, la couleur, l'ascendance, l'origine nationale ou ethnique ou toute autre forme de discrimination raciale au sens des conventions internationales ratifiées, qui est à même d'empêcher, d'entraver ou de priver la jouissance ou l'exercice, sur la base de l'égalité, des droits et libertés, ou entraînant des devoirs et des charges supplémentaires ».
 2. Son article 8 introduit des mesures pénales, selon lesquelles : « Est puni d'un mois à un an d'emprisonnement et d'une amende de 500 à 1 000 dinars ou de l'une de ces deux peines, quiconque aura commis un acte ou aura émis un propos contenant une discrimination raciale [...] dans l'intention du mépris ou de l'atteinte à la dignité. La peine est portée au double [...] si la victime est un enfant, si la victime est en état de vulnérabilité en raison de son âge avancé, du handicap, de l'état de grossesse apparent, du statut d'immigrant ou de réfugié, si l'auteur de l'acte a une autorité de droit ou de fait sur la victime ou s'il a abusé des pouvoirs de sa fonction, si l'acte est commis par un groupe de personnes, quels qu'ils soient auteurs principaux ou coauteurs. ». Quant à l'article 9, il punit d'un an à trois ans d'emprisonnement et d'une amende de 1 000 à 3 000 dinars ou de l'une de ces deux peines, quiconque se rend coupable de l'un des actes suivants : « l'incitation à la haine, à la violence et à la ségrégation, à la séparation, à l'exclusion ou la menace de le faire à l'encontre de toute personne ou groupe de personnes ; la diffusion des idées fondées sur la discrimination raciale ou sur la supériorité raciale ou sur la haine raciale, par quelque moyen que ce soit ; l'éloge des pratiques

de discrimination raciale par quelque moyen que ce soit ; la formation, l'adhésion ou la participation dans un groupe ou dans une organisation qui supporte d'une manière claire et répétitive la discrimination raciale ; l'appui ou le financement des activités, des associations ou des organisations à caractère raciste ». Cela signifie que la motivation raciste est une circonstance aggravante.

3. Enfin, cette loi établit des mesures juridiques pour les victimes de discrimination raciale, qui ont « droit à la protection juridique conformément à la législation en vigueur, [à] l'assistance sanitaire, psychologique et sociale appropriée à la nature de la discrimination raciale exercée à leur encontre et qui est à même d'assurer leur sûreté, leur sécurité, leur intégrité physique et psychologique et leur dignité », et à « une réparation judiciaire juste et proportionnée aux préjudices matériel et moral subis à cause de la discrimination raciale ». De nombreuses décisions judiciaires ont été rendues conformément à cette loi, ce qui prouve qu'il y a des progrès dans son application concrète et dans la réalisation de ses objectifs.

- La loi organique n° 2017-58 du 11 août 2017, relative à l'élimination de la violence à l'égard des femmes, qui protège les femmes et les filles contre tous les types de violence. C'est une loi globale, qui prévoit des mesures de prévention et de dissuasion et la prise en charge multisectorielle des femmes et des filles victimes de violence ;
- La loi organique n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et à la répression du blanchiment d'argent, telle que modifiée et complétée par la loi organique n° 2019-9 du 23 janvier 2019. Le huitième point de l'article 14 de cette loi érige en infraction terroriste l'accusation d'apostasie et l'appel à celle-ci et l'incitation à la haine, à l'animosité entre les races, les religions et les doctrines ou le fait d'en faire l'apologie. De plus, la loi prévoit des sanctions pénales allant d'un an de prison à la peine de mort, dans certains cas ;
- Le décret-loi n° 2011-87 du 24 septembre 2011 portant organisation des partis politiques, dont l'article 4 interdit à ces entités « de s'appuyer dans leurs statuts, communiqués, programmes ou activités sur l'incitation à la violence, la haine, l'intolérance et la discrimination fondée sur la religion ou la catégorie ou le sexe ou la région » ;
- Le décret-loi n° 2011-88 du 24 septembre 2011 portant organisation des associations, dont l'article 4 interdit à ces entités de s'appuyer dans leurs « statuts ou communiqués ou programmes ou activités sur l'incitation à la violence, la haine, l'intolérance et la discrimination fondée sur la religion, le sexe ou la région » ;
- Le décret-loi n° 2011-115 du 2 novembre 2011, relatif à la liberté de la presse, de l'imprimerie et de l'édition, dont l'article 52 punit « de l'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 1 000 à 2 000 dinars quiconque appelle directement [...] à la haine entre les races, les religions, ou les populations et ce par l'incitation à la discrimination et l'utilisation de moyens hostiles, de la violence, ou de la propagande pour des idées fondées sur la discrimination raciale » ;
- Le décret-loi n° 2022-54 du 13 septembre 2022, relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication, dont l'article 24 érige en infraction le fait d'utiliser des systèmes d'information pour inciter quiconque à aggraver autrui ou à tenir des discours de haine.

1.2 Mesures prises au niveau institutionnel

L'État tunisien étant soucieux de protéger les droits humains des migrants, indépendamment de leur statut, son tissu institutionnel comprend un certain nombre d'organes et de comités nationaux qui exécutent des programmes et des plans d'action dans ce domaine. De plus, l'action des autorités publiques est appuyée par des associations et des organisations de la société civile. Les principales entités actives dans le domaine sont les suivantes :

- **L’Instance nationale de lutte contre la traite des personnes** : elle est notamment chargée d’élaborer une stratégie nationale visant à prévenir et à combattre la traite des personnes et de proposer des mécanismes pour sa mise en œuvre, de recevoir les signalements relatifs à des faits de traite des personnes et de les transmettre aux autorités judiciaires compétentes, d’organiser des cours de formation et de superviser les programmes de formation aux niveaux national et international dans les domaines liés à son activité ;
- **L’Instance nationale pour la prévention de la torture** : il s’agit d’un organisme public indépendant doté de la personnalité juridique et de l’indépendance administrative et financière, qui effectue notamment des visites périodiques, organisées ou inopinées, à tout moment, dans les lieux de détention où se trouvent des personnes privées de liberté ou susceptibles de l’être. Elle vérifie que ces lieux sont exempts de pratiques de torture et d’autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants et que les conditions de détention et les modalités d’application des peines sont conformes aux normes internationales relatives aux droits de l’homme et à la législation nationale. En outre, elle reçoit les plaintes et les signalements concernant des cas de torture ou de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants qui se sont supposément produits dans des lieux de détention, enquête à leur sujet et transmet les affaires, selon les cas, aux autorités administratives ou judiciaires compétentes ;
- **La Haute autorité indépendante de la communication audiovisuelle (HAICA)** : il s’agit d’une instance qui régule et fait évoluer la communication audiovisuelle en dessinant un paysage médiatique pluraliste, diversifié et équilibré qui promeut les valeurs de liberté et de justice et rejette la discrimination fondée sur l’origine, le sexe ou la religion. À cet égard, la Commission a lancé un projet intitulé « Surveillance des discours incendiaires dans les médias », afin de lutter contre la diffusion dans les médias de propos incitant explicitement ou implicitement à la violence, à la haine et au racisme sous toutes ses formes, de tels propos excédant les limites de la liberté d’expression et de l’éthique professionnelle. Le projet a commencé à prendre forme en octobre 2015, lorsque la HAICA a mené une étude empirique sur l’incitation à la haine dans les médias audiovisuels, selon une approche axée sur les droits de l’homme, en collaboration avec le bureau du HCDH en Tunisie ;
- **Le Comité supérieur des droits de l’homme et des libertés fondamentales** : institution nationale dotée de la personnalité juridique et de l’indépendance financière, il œuvre à promouvoir et à protéger les droits de l’homme, à ancrer leurs valeurs et à diffuser la culture qui s’y rapporte et s’efforce d’assurer leur exercice. À cet effet, il est notamment chargé de donner son avis sur des questions relatives aux droits de l’homme, sachant qu’il peut s’autosaisir de toute question portant sur la consolidation et la protection des droits de l’homme et des libertés fondamentales, et d’attirer l’attention sur les violations commises dans ce domaine. De plus, il reçoit les requêtes et les plaintes concernant les questions ayant trait aux droits de l’homme et aux libertés fondamentales, les examine, procède si nécessaire à l’audition de leurs auteurs, renvoie les affaires à toute autre autorité compétente pour action et informe les requérants et les plaignants au sujet des voies de recours dont ils disposent. Il poursuit ses travaux en attendant la mise en place de l’Instance des droits de l’Homme créée par la loi n° 2018-51 du 29 octobre 2018 ;
- **La Commission nationale de lutte contre la discrimination raciale** : sa création, prévue par un décret gouvernemental publié en 2021, devrait être effective prochainement. Elle aura notamment pour tâches de collecter les différentes données afférentes à la discrimination raciale et de suivre leur évolution, de surveiller les violations et de suggérer des mesures à prendre, de concevoir et de proposer les stratégies et les politiques publiques capables d’éliminer toutes les formes de discrimination raciale, et de coopérer avec les organisations de la société civile et toutes autres organisations concernées par la lutte contre toutes les formes de discrimination raciale, afin qu’elles l’aident à mettre en œuvre ses programmes ;

- **Les associations et organisations de la société civile appuyant l'action des autorités publiques** : parmi elles figure notamment le Croissant-Rouge tunisien, association humanitaire tunisienne appartenant au mouvement international des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Le Croissant-Rouge joue un rôle important dans le domaine de la migration, notamment en procurant aux migrants des fournitures essentielles, en leur dispensant des soins médicaux et psychologiques, en leur apportant une assistance financière, en facilitant le regroupement familial et en fournissant diverses informations utiles.

Il convient également de mentionner ici le projet pilote de numérisation de la gestion administrative des dossiers des étrangers au bureau d'accueil des étrangers de la Marsa. En coopération avec l'OIM, le Ministère des affaires sociales (Observatoire national de la migration) et le Ministère de l'intérieur (Direction générale de la sûreté nationale) ont créé un bureau pilote pour l'accueil des migrants, qu'ils ont doté d'équipements conformes aux spécifications de l'Organisation de l'aviation civile internationale et d'un système informatique concentré. Le but est d'améliorer la qualité des services fournis aux migrants entrants en réduisant le temps nécessaire à la prestation des services et à l'obtention de données correctes et fiables, grâce à des applications qui assurent la protection des données.

1.3 Mesures visant à promouvoir une culture du respect des droits humains des migrants

Dans le cadre de l'action visant à protéger les droits humains des migrants, indépendamment de leur statut, plusieurs ministères ont entrepris des activités destinées à promouvoir la culture des droits de l'homme dans ce domaine, notamment :

- **Activités menées par le Ministère des affaires religieuses** : entre 2019 et 2021, plusieurs activités de promotion des droits humains des migrants ont été menées en partenariat avec le bureau du HCDH en Tunisie. En mars et avril 2019, un atelier sur les moyens d'aider le Ministère à instaurer une culture des droits de l'homme a été organisé. Une stratégie et des mécanismes d'action y ont été définis et un comité de pilotage du projet de coopération avec le HCDH pour l'application du plan stratégique arrêté y a été créé. Trois ateliers régionaux de réflexion sur la liberté d'opinion et d'expression et le rôle des cadres religieux dans la lutte contre les discours d'incitation à la violence et à la haine se sont tenus dans trois gouvernorats : Sousse, du 12 au 14 novembre 2021, Médenine (Djerba), du 22 au 24 novembre 2021, et Jendouba (Tabarka), du 29 novembre au 1^{er} décembre 2021. Ces ateliers visaient à amener les prédicateurs et les imams à diffuser une culture des droits de l'homme fondée sur la paix et la non-discrimination, qui découlent des principes tolérants de l'islam ;
- **Activités menées par le Ministère de l'éducation** : celui-ci s'est attaché à promouvoir les droits humains des migrants par la pédagogie. Pour améliorer la qualité de l'enseignement, un travail a été accompli selon plusieurs axes, dont la révision des programmes éducatifs aux fins de la promotion des valeurs des droits de l'homme, de la démocratie, de la liberté, de l'égalité, de la tolérance, du dialogue, de l'apprentissage de la coexistence et du rejet de la violence, de l'extrémisme et de la haine, ainsi que des valeurs d'ouverture et d'acceptation des différences et du traitement des personnes sur un pied d'égalité et sans discrimination ;
- **Activités menées par le Ministère de l'intérieur** : les cadres et agents du Ministère chargés de l'application des lois ont reçu une formation de base et continue comprenant des modules sur le respect des droits de l'homme et des libertés publiques, notamment par l'application des dispositions de la loi n° 2016-5 relatives aux garanties judiciaires accordées aux prévenus pendant la garde à vue. Des notes de travail ont été édictées pour rappeler la nécessité de respecter la loi, y compris en garantissant à toutes les personnes l'exercice de leurs droits et le respect de leur intégrité physique ;
- **Activités menées par le Ministère de la défense nationale** : celui-ci a conçu un module intégré pour l'enseignement des droits de l'homme et du droit international humanitaire tout au long de la formation dans les académies et écoles militaires, dont le but est de promouvoir les principes universels des droits de l'homme et le respect des conventions internationales. En outre, des cours sur les droits de l'homme sont

dispensés aux hauts responsables militaires et civils à l'Institut de défense nationale et de nombreux représentants du Ministère participent à des séminaires et à des sessions de formation dans ce domaine, aux niveaux national et international ;

- **Activités menées par le Ministère de la justice** : la formation des juges aux instruments relatifs aux droits de l'homme étant un élément important de leur parcours, des cours sur les traités et leur application ont été organisés à l'intention des magistrats en exercice, qui ont également bénéficié de sessions de formation dans des domaines spécialisés tels que la lutte contre la traite des personnes, la discrimination raciale et la violence à l'égard des femmes. Le plan de développement sectoriel 2023-2025 du Ministère de la justice prévoit des programmes de formation sur la migration, par exemple sur la promotion des droits et des libertés et la lutte contre la discrimination raciale dans ce contexte, afin que les juges disposent des connaissances et compétences nécessaires pour traiter les questions relatives à la migration, notamment en ce qui concerne les normes juridiques applicables dans diverses situations et la communication avec les parties concernées. Les juges bénéficient en outre de formations sur les principaux droits humains et sur leur prise en compte dans les affaires de migration ;
- **Activités menées par le Ministère des affaires culturelles** : dans le cadre de la lutte contre les discours de haine et le racisme et du travail de protection des droits culturels des migrants africains, des manifestations culturelles ont été organisées en vue de promouvoir le respect du principe du multiculturalisme et l'ouverture aux différentes cultures africaines, de défendre les droits culturels des migrants d'Afrique subsaharienne et d'ancrer la culture des droits de l'homme, de la tolérance et de l'enrichissement interculturel.

Par exemple, le 28 janvier 2023, l'Agence de mise en valeur du patrimoine et de promotion culturelle a organisé une manifestation intitulée « Notre culture africaine nous rassemble », en partenariat avec l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie et l'association Saveurs de mon pays, pour célébrer la Journée mondiale de la culture africaine et afro-descendante, fixée au 24 janvier par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

On peut également citer l'événement « Sufiyet », organisé du 11 au 15 avril 2023 par le Centre des musiques arabes et méditerranéennes, dans le cadre duquel ont été présentés des spectacles de musique d'origine africaine.

Soulignons que de nombreux festivals et manifestations artistiques sont des occasions de faire connaître les cultures des pays africains, en particulier le festival des Journées cinématographiques de Carthage, qui, depuis sa création, met en avant son arabité et son africanité. Vitrine importante du cinéma des pays d'Afrique subsaharienne, il accueille des cinéastes africains.

Dans le cadre des Journées nationales de la lecture et de l'information, organisées cette année du 24 avril au 24 mai sous le titre « De l'art de l'écriture à l'art de l'adaptation », diverses activités de sensibilisation à la nécessité de combattre les discours de haine et le racisme ont été organisées dans les bibliothèques publiques qui relèvent du Ministère, telles que :

- La présentation d'ouvrages visant à combattre le racisme ;
- L'organisation d'ateliers de lecture destinés à sensibiliser les enfants aux dangers du racisme ;
- La diffusion de films sur la lutte contre le racisme et l'organisation de débats sur les moyens de combattre toutes les formes de discrimination raciale.

1.4. Mesures prises pour promouvoir davantage les droits humains des migrants depuis le début de la crise

Convaincue de la profondeur de ses liens africains, la Tunisie prend des mesures qui visent à faciliter le séjour des migrants africains dans le pays, à renforcer la prise en charge et à étoffer les services d'aide sociale et sanitaire. Elle a notamment :

- Délivré des cartes de séjour d'un an aux étudiants venus des pays africains frères, afin de faciliter leur séjour sur le territoire tunisien et de leur permettre de renouveler leurs documents en temps opportun ;
- Prolongé de trois mois à six mois la durée du récépissé de demande de titre de séjour ;
- Facilité les départs volontaires dans un cadre organisé et en coordination préalable avec les ambassades et les missions diplomatiques des pays africains en Tunisie ;
- Dispensé les frères africains des pénalités de dépassement de séjour en cas de retour volontaire ;
- Renforcé la prise en charge et étoffé les services d'assistance sociale, sanitaire et psychologique nécessaires à tous les migrants et réfugiés des pays africains frères, par l'intermédiaire de l'organisation du Croissant-Rouge tunisien et de ses différents partenaires ;
- Intensifié la surveillance afin de prévenir tous les types de traite des personnes et de réduire le nombre de cas d'exploitation de migrants en situation irrégulière ;
- Créé un numéro vert pour que les résidents venus des différents pays africains frères puissent signaler toute violation commise à leur endroit.

Aux fins du suivi de la bonne application de ces procédures, des séances de travail ministérielles régulières se sont tenues depuis février 2023 sous la supervision de la Cheffe du Gouvernement, en présence des ministres et des représentants des structures gouvernementales et non gouvernementales concernés par le dossier migratoire. Les participants à ces séances ont abordé la question de la migration sous tous ses aspects, examiné l'avancement des préparatifs des différents ministères concernés en vue du lancement de la délivrance de visas électroniques et de certificats de résidence biométriques, révisé les textes juridiques pertinents afin de faciliter les procédures administratives liées aux voyages, et passé en revue les principaux services de santé fournis par l'État tunisien aux migrants, indépendamment de leur statut. À cet égard, l'organisation du Croissant-Rouge tunisien a été chargée d'assurer la prise en charge sanitaire, sociale et humanitaire des migrants et de leur apporter un soutien psychologique, ainsi que de collaborer avec ses partenaires nationaux et internationaux au développement d'un programme de regroupement des services humanitaires et à la mise en place de cinq points de services humanitaires primaires dans le pays.

Dans le même contexte, la Cheffe du Gouvernement a supervisé des séances de travail tenues avec le Directeur régional pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et des représentants du Croissant-Rouge tunisien, du CICR, de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, du bureau de l'OIM en Tunisie, du HCR et du bureau du HCDH en Tunisie. Au cours de ces séances, la grande importance attachée par la Tunisie à l'action humanitaire et à la coopération dans ce domaine a été soulignée, ainsi que sa volonté de préserver la dignité de toute personne sollicitant une aide. La Tunisie a dit apprécier le rôle joué par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge pendant la pandémie de COVID-19 et dans les situations de catastrophe, ainsi que les efforts qu'avaient déployés les organisations du Croissant-Rouge et de la Croix-Rouge et les entités des Nations Unies en Tunisie pour contribuer aux secours et à la prise en charge des migrants et trouver des solutions pour tous les demandeurs de services. En outre, les participants aux séances ont examiné le plan national d'intervention d'urgence destiné à répondre aux demandes des migrants en partenariat avec toutes les organisations, souligné qu'il importait de mener des efforts concertés à court, à moyen et à long terme en vue de résoudre de manière mieux coordonnée les problèmes liés à la migration en général et à la migration irrégulière en particulier, et souligné la nécessité de s'attaquer aux causes de la migration et d'œuvrer pour soutenir l'insertion et l'autonomisation économiques des groupes vulnérables.

Il est à noter qu'une agence nationale d'orientation et d'information des étudiants internationaux est en cours de création.

Le Ministère du commerce et du développement des exportations a également pris plusieurs mesures. Il a :

- Planifié l'accueil d'une délégation d'influenceurs et de créateurs de contenu africains, avec un riche programme de rencontres et de visites, afin de communiquer avec ces personnes et de souligner que l'Afrique est profondément ancrée dans les stratégies de la Tunisie ;
- Réhabilité le passage de Ras Ajdir pour qu'il soit une porte d'entrée en Afrique ;
- Inclus des activités exceptionnelles en faveur des personnes d'Afrique subsaharienne dans le programme de travail de Tunisia Export Team.

2. Mesures spéciales prises par l'État pour protéger les droits humains des enfants migrants en Tunisie

Le Bureau de soutien au système de la justice pour les enfants, qui relève du Ministère de la justice, examine avec soin et souplesse la question des enfants migrants non accompagnés. Les juges aux affaires familiales, les juges pour enfants et les représentants du ministère public assurent un suivi direct avec les autorités chargées de la sécurité, en vue de l'adoption de mesures en faveur des enfants en conflit avec la loi, des enfants menacés et des enfants victimes de violations. Le but de ces mesures est de permettre à ces enfants d'accéder à des soins médicaux et psychologiques et d'être scolarisés en attendant l'achèvement des procédures de retour dans leur pays.

En outre, le Bureau de soutien au système de la justice pour les enfants se coordonne avec le Ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des personnes âgées en ce qui concerne la prise en charge des enfants migrants non accompagnés. Ils assurent le suivi de l'application d'un ensemble de recommandations qu'ils ont formulées à ce sujet, qui sont les suivantes :

- Créer un groupe de travail multisectoriel conjoint chargé de suivre la situation des enfants migrants ;
- Trouver des solutions rapides pour protéger ces enfants, notamment en matière d'hébergement ;
- Unir les efforts de toutes les parties prenantes et partager les informations, les données et les responsabilités concernant la prise en charge de ces enfants ;
- S'attaquer à la question de la migration des enfants sous tous ses aspects, en tenant compte de l'intérêt supérieur de l'enfant ;
- Établir un manuel des procédures de prise en charge des enfants migrants ;
- Renforcer les capacités des intervenants dans le domaine de la migration ;
- Élaborer une stratégie d'urgence concernant la prise en charge des enfants migrants, qu'ils soient accompagnés ou non accompagnés.

Par ailleurs, un plan d'action pour la protection des enfants aux différentes étapes de la migration a été élaboré et mis en œuvre. Respectueux des droits fondamentaux de ces enfants, le plan prévoit des dispositions administratives visant à leur garantir un développement équitable et l'accès à l'enseignement, aux soins de santé et aux loisirs.

L'Association tunisienne de défense des droits de l'enfant (ATDDE) et le Ministère de la famille, de la femme, de l'enfance et des personnes âgées ont signé une convention de partenariat qui encadre la mise en place, dans les complexes de l'enfance de la Hafsia et du Kram, de centres de jour multiservices accueillant les mineurs non accompagnés sur le sol tunisien, ainsi que la prise en charge, sans discrimination, des enfants en situation de vulnérabilité.

V. Efforts déployés par l'État pour éviter que de nouveaux cas de violence xénophobe se produisent et pour amener les auteurs de violations des droits de l'homme motivées par la haine ethnique à répondre de leurs actes

En plus de prendre des mesures pour garantir les droits humains des migrants, y compris les enfants, les pouvoirs publics s'emploient à prévenir les cas de violence xénophobe et à amener les auteurs de violations des droits de l'homme motivées par la haine ethnique à répondre de leurs actes. Les principales mesures prises dans ce domaine sont présentées ci-après.

1. Mise en place de numéros verts par plusieurs ministères

La Présidence du Gouvernement a mis en service, le 8 mars 2023, un numéro vert (80107785) pour que les résidents venus des différents pays africains puissent signaler toute violation commise à leur endroit et se renseigner sur diverses questions les concernant. De nombreux appels ont été reçus, sur divers sujets : les demandes d'aide sociale ou juridique ont été transmises aux services du Croissant-Rouge tunisien, les questions relatives au séjour en Tunisie et les signalements d'actes de harcèlement ou de vols ont été transmis aux services du Ministère de l'intérieur, les questions concernant les pénalités imposées aux personnes se trouvant sur le territoire tunisien en situation irrégulière ont été transmises aux services du Ministère des finances, et les questions relatives à l'emploi ont été transmises au Ministère de l'emploi. En cas de soupçon d'exploitation économique, les victimes ont été orientées vers l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes.

Le Ministère de la justice a mis en place un numéro vert (80101861) pour les étrangers résidant en Tunisie, dans l'optique de mieux prendre en compte les situations particulières de ces personnes et de faciliter leur accès aux procédures juridiques les concernant. La ligne verte permet de leur fournir les conseils juridiques et l'assistance dont elles ont besoin, ainsi que des avis et des recommandations concernant leurs droits, leurs devoirs et les procédures qui leur sont demandées. Cette mesure, qui renforce l'accès à la justice et l'exercice des droits des étrangers résidant en Tunisie, contribue également à accroître la transparence du système judiciaire et la confiance en celui-ci.

Le Ministère de l'intérieur et le Ministère des affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger ont également mis en place des numéros verts pour répondre aux questions et aux préoccupations des résidents issus de divers pays africains et leur permettre de signaler toute violation commise à leur égard.

La qualité des services fournis par l'intermédiaire des numéros verts est évaluée en permanence. Il ressort que 58 % des appels téléphoniques aboutissent, que la qualité des services est jugée bonne dans 80 % des cas et que 80,40 % des appelants sont satisfaits, ce qui témoigne du niveau des efforts déployés dans ce domaine.

Les numéros verts sont diffusés dans des communiqués qui sont publiés sur les pages de médias sociaux des ministères concernés. En outre, le Ministère de l'intérieur et celui des affaires étrangères ont créé des numéros verts qui sont accessibles également en dehors des horaires d'ouverture des services administratifs.

2. Intensification de la surveillance aux fins de la prévention de tous les types de traite des personnes et de la réduction du nombre de cas d'exploitation de migrants en situation irrégulière

Cette mesure a été décidée dans le cadre des séances de travail ministérielles, la Cheffe du Gouvernement ayant réaffirmé la volonté de lutter contre toutes les formes de traite des personnes et d'exploitation économique des migrants. Dans cette optique, les entités compétentes ont étudié les circonstances et les caractéristiques des cas de traite des personnes enregistrés en Tunisie, notamment au regard de l'évolution des flux migratoires illégaux entre 2010 et 2022. Il a été souligné que l'État tunisien apporte un soutien inconditionnel aux

victimes de la traite des personnes, quels que soient leurs origines et leur statut, tout en respectant leur intégrité physique et psychologique et en assurant la confidentialité et la protection de leurs données personnelles.

3. Lutte contre la traite des personnes

3.1 Renforcement de l'action de l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le trafic des migrants

Une stratégie nationale de prévention et de lutte contre la traite des personnes a été menée de 2018 à 2023 et une stratégie pour la période 2023-2027 est en cours d'élaboration. L'Instance a recueilli des données et des statistiques sur la traite des personnes, créé une base de données pour que toutes les parties prenantes puissent les utiliser et facilité la communication entre les différents services et organismes compétents dans le domaine, dont elle a coordonné les efforts et qu'elle a représentés aux niveaux national et international. Elle a également renforcé sa coopération avec les organisations de la société civile et autres organisations œuvrant pour lutter contre la traite des personnes et le trafic de migrants et les a aidées à mettre en œuvre leurs programmes dans ce domaine. La Ministre de la justice a décidé de la création d'un comité chargé du suivi des conclusions du rapport national de l'Instance, grâce à quoi le nombre de cas de traite des personnes a sensiblement reculé.

3.2 Mécanisme national d'orientation des victimes de la traite des personnes

Le Mécanisme national d'orientation des victimes de la traite des personnes a été créé afin de mieux organiser les moyens de coordination et de coopération entre l'ensemble des acteurs du domaine et l'Instance, d'offrir plus de garanties aux victimes de la traite, de reconnaître leur statut juridique et de leur fournir l'assistance et la protection dont elles ont besoin, ainsi que de renforcer les capacités des différentes parties prenantes en publiant des directives devant les aider à repérer les pratiques de traite et à les signaler. Ces parties sont notamment les transporteurs commerciaux, les inspecteurs du travail, les délégués à la protection de l'enfance, les travailleurs sociaux, les psychologues et les services chargés de contrôler les documents d'identité et de voyage, les visas et les titres de séjour des personnes aux frontières et des étrangers. Le Mécanisme a également vocation à proposer des dispositifs et des procédures visant à réduire la demande qui alimente toutes les formes d'exploitation des personnes, à sensibiliser la société aux dangers de la traite au moyen de campagnes de sensibilisation et de programmes culturels et éducatifs, ainsi qu'à organiser des conférences et séminaires, à publier des bulletins et des guides et à organiser des cours de formation dans des domaines liés à la prévention et à la lutte contre la traite des personnes.

3.3 Prévention des cas de traite des personnes et de trafic de migrants

- Un « kit pédagogique contre la traite des enfants » a été publié en coopération avec l'Observatoire d'information, de formation, de documentation et d'études pour la protection des droits de l'enfant et l'OIM ;
- Un guide de procédure à l'usage des officiers de police judiciaire a été publié, ainsi qu'un guide de première intervention en faveur des victimes de la traite des personnes ;
- Un programme de formation sur les infractions de traite des personnes a été élaboré ;
- Deux documents ont été établis : le Passeport des droits des victimes de la traite des personnes et les Cartes des droits des victimes de la traite des personnes ;
- Deux listes d'indicateurs relatifs à la détection des cas de traite et à l'identification des victimes ont été publiées : une à l'intention du grand public et une à l'intention des officiers de police judiciaire ;
- Un module de formation sur la migration a été élaboré et intégré à tous les programmes de formation organisés et supervisés par l'Instance, compte tenu des liens entre les infractions de traite des personnes et de trafic de migrants et la migration.

3.4 Protection et assistance pour les victimes de la traite des personnes

Dans le cadre de son rôle de coordination des efforts de tous les intervenants, et avec l'appui du Ministère de la justice, l'Instance s'emploie à pourvoir à tous les aspects de la protection et de l'assistance en faveur des victimes de la traite des personnes, y compris les migrants étrangers, comme suit :

- Assistance médicale aux fins du rétablissement physique et psychologique des victimes, sachant que la loi reconnaît le droit de ces personnes aux soins et qu'elles ont accès à un traitement gratuit dans les établissements publics de santé : les services médicaux comprennent la prise en charge psychologique spécifique et la réalisation de tests et analyses cliniques visant à diagnostiquer les conséquences des actes de traite ;
- Assistance sociale : fourniture d'un hébergement sûr et prestation de services de réintégration et de réadaptation professionnelle, compte tenu de l'âge, du sexe et des besoins particuliers des victimes, notamment en ce qui concerne les femmes, en particulier les femmes enceintes, les personnes présentant des handicaps physiques et intellectuels, les personnes en situation de vulnérabilité et les étrangers ;
- Assistance juridique : aide à l'obtention d'une aide juridictionnelle, en application de l'article 62 de la loi n° 2016-61, qui prévoit l'octroi aux victimes de la traite d'une aide juridictionnelle pour le lancement des procédures judiciaires et administratives devant les aider à régulariser leur situation, l'accompagnement juridique de ces personnes et le suivi de leurs dossiers auprès des autorités publiques, ainsi que la fourniture d'une assistance s'agissant de lever les obstacles qui entravent l'accès à leurs droits ;
- Assistance et protection supplémentaires pour les victimes étrangères, conformément à la loi : l'Instance veille à ce que ces personnes puissent exercer leur droit d'être entendues en présence d'un interprète assermenté, afin que la communication soit assurée dans une langue qu'elles comprennent, notamment en ce qui concerne les informations relatives aux diverses étapes des investigations et l'exercice des droits que leur confère la loi. De plus, l'Instance fait en sorte que les victimes étrangères bénéficient de la période de rétablissement et de réflexion que la loi n° 2016-61 a prévue pour qu'elles puissent prendre la décision adéquate s'agissant d'engager des procédures judiciaires et administratives. Enfin, l'Instance veille à ce que, pendant ladite période, ces personnes ne soient pas rapatriées, ce qu'interdit la loi ;
- Aide au retour volontaire et en toute sécurité des victimes étrangères dans leur pays : l'Instance fournit cette assistance conformément à l'article 8 du décret gouvernemental n° 2017-1061 du 26 septembre 2017 fixant les tarifs des droits de chancellerie, qui permet d'exonérer du droit de régularisation de situation les victimes de la traite des personnes qui désirent quitter le territoire tunisien dans le cadre d'un retour volontaire, sur avis de l'Instance.

3.5 Accompagnement des victimes dans le processus d'intégration ou de réintégration

Les services d'accompagnement, qui visent essentiellement à favoriser l'intégration des victimes en tenant compte de leurs attentes et de leurs besoins, sont un moyen de protection optimal contre l'exploitation et la récidive, et l'un des moyens les plus efficaces et les plus durables de lutter contre les infractions, de protéger les droits de l'homme et d'atteindre les objectifs sociaux et économiques fixés.

Méthodes d'intégration : principes fondamentaux de l'accompagnement des victimes dans le processus d'intégration

- Mesures de protection d'urgence sûres : réponse aux besoins de base, premiers secours, services médicaux, suivi psychologique et hébergement d'urgence en lieu sûr ;

- Élaboration du projet d'intégration : recensement des caractéristiques personnelles de la victime (niveau d'éducation et expérience professionnelle), aide initiale à la définition d'un projet de vie (attentes et projections), évaluation des atouts et des lacunes au regard du projet d'intégration, détermination des services d'accompagnement nécessaires et évaluation du projet ;
- Exécution du projet d'intégration : hébergement en lieu sûr, insertion familiale, intégration dans un milieu de remplacement, insertion scolaire, intégration professionnelle, formation professionnelle publique, formation professionnelle dans le secteur privé, formation et qualification professionnelles au sein d'associations ;
- Aide à la création de projets économiques :
 - L'aide à la création de projets économiques favorise l'indépendance et l'autonomie des victimes et leur donne les moyens de couvrir leurs dépenses et celles de leur famille, si elles ont des enfants à charge ou sont en situation de précarité financière (absence de revenu ou revenu insuffisant) ;
 - L'évaluation des compétences personnelles des victimes permet de les aider à lancer un projet adapté à leurs qualifications professionnelles et à leurs connaissances. Coordonnant les activités des parties contribuant à l'aide (organismes publics, acteurs de la société civile et organisations internationales) et les siennes, l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes aide les victimes à créer leur projet en facilitant les démarches administratives, en suivant le déroulement du processus et en aidant les victimes à surmonter les difficultés financières jusqu'à ce que le lancement de leur projet et leur intégration économique soient assurés ;
 - Les victimes bénéficient du financement de leur projet (coûts pris en charge selon des modalités précises par les donateurs, notamment les organisations internationales), d'une aide au financement ou des programmes sociaux disponibles ;
- Réintégration des étrangers et retour volontaire :

La loi organique n° 2016-61 du 3 août 2016 relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes reconnaît aux victimes étrangères un certain nombre de droits sociaux, dont les droits à l'intégration sociale, au rétablissement physique et psychologique et au retour volontaire dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers, leur accorde un droit de séjour temporaire lorsqu'elles choisissent de poursuivre en justice les auteurs de traite dont elles ont été les victimes, et interdit leur expulsion. Les deux principaux modes de réintégration des victimes étrangères sont les suivants :

Réintégration dans le pays d'accueil

Les services d'intégration varient en fonction des demandes, des souhaits et des qualifications des victimes, ainsi que de leur âge, en particulier pour les enfants.

- **Réadaptation psychologique** : des services de suivi psychologique sont offerts par les autorités compétentes aux victimes qui en ont besoin, en fonction de leur situation, du type d'exploitation qu'elles ont subi et des effets de celle-ci sur leur état psychique ;
- **Formation professionnelle** : les victimes étrangères bénéficient de services de formation professionnelle offerts par des acteurs de la société civile, dans le cadre d'accords de partenariat conclus entre l'Instance et un certain nombre d'associations et avec l'appui des organisations internationales compétentes, lesquelles prennent en charge les frais de formation ou de qualification professionnelle dans l'un des domaines proposés et délivrent aux apprenants des certificats qui leur permettent par la suite de s'intégrer dans le cycle économique, que ce soit en Tunisie ou dans leur pays d'origine (s'ils décident d'y retourner plus tard) ;

- **Intégration professionnelle ou économique :** l'intégration professionnelle ou économique débouche sur l'obtention d'un permis de séjour temporaire auprès des autorités compétentes, conformément à la législation en vigueur en matière d'emploi des étrangers et selon la situation des personnes concernées.

Réintégration dans le pays d'origine ou dans un pays tiers à la suite d'un retour volontaire

Lorsqu'ils optent pour un retour volontaire, les étrangers sont réintégrés dans leur pays d'origine dans le cadre d'un processus multidimensionnel et selon une approche globale tenant compte de leurs besoins et de divers facteurs, notamment économiques, sociaux et psychologiques.

- Évaluation au niveau personnel :
 - Participation de la victime au choix du mécanisme d'intégration adapté à ses aspirations, en fonction de son milieu d'origine ;
 - Évaluation du niveau de préparation de la victime (capacités physiques, mentales et psychologiques) ;
 - Évaluation de l'aptitude et de la motivation de la victime à faire partie du mécanisme d'intégration proposé.
- Évaluation au niveau local :
 - Évaluation des relations familiales de la personne concernée et de la mesure dans laquelle sa famille serait prête à l'accueillir à nouveau ;
 - Examen des raisons du départ du pays d'origine et coordination aux fins de la prestation de services de médiation familiale ;
 - Prise en compte des valeurs, principes, coutumes et traditions de la société d'origine de la victime aux fins de leur intégration et du respect de leurs spécificités ;
 - Renforcement des réseaux de soutien psychologique aux victimes (amis, voisins, proches) et des capacités des divers acteurs de la société civile œuvrant dans ce domaine.
- Évaluation au niveau national :
 - Existence d'accords de coopération et de coordination entre la Tunisie et les pays d'origine des victimes, qui permettraient de faciliter le processus d'intégration, de mettre à profit les ressources disponibles et de garantir aux victimes une stabilité à long terme ;
 - Possibilité pour les victimes de bénéficier de services de santé, d'éducation, de logement, de justice et de protection dans leur pays d'origine ;
 - Disponibilité de mesures d'incitation à l'investissement ou à la création de microentreprises.

Mesures de réintégration des victimes étrangères dans leur pays d'origine

Dans la pratique, l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes assure la coordination avec les associations (Association Amal pour la famille et l'enfant, entre autres) et l'OIM. L'élaboration d'une stratégie de réintégration est lancée alors que la victime se trouve encore sur le territoire tunisien, dans le cadre d'un accompagnement psychologique et de consultations portant sur les perspectives et les possibilités pouvant contribuer à la réussite des projets qu'elle envisage de mener dans son pays d'origine.

- Des ateliers de développement humain (autonomie fonctionnelle et développement personnel) sont organisés ;
- Des activités de formation à la création de microentreprises sont organisées ;

- Les créateurs de microentreprises bénéficient d'un financement plafonné, en fonction du type de projet choisi ;
- Une équipe pluridisciplinaire de l'OIM suit les projets et accompagne les victimes dans leur pays d'origine, afin de les aider à surmonter les difficultés liées à la création des projets.

- **Réintégration des enfants étrangers victimes de la traite :**

- En coordination directe avec le délégué à la protection de l'enfance et le juge aux affaires familiales, l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes examine la situation des enfants étrangers non accompagnés dont il ressort, lors de la prise en charge, qu'ils sont entrés – légalement ou non – sur le territoire tunisien par des voies de migration irrégulière ;
- Ces enfants ont accès à tous les services offerts en matière de santé (suivi psychologique et médical) et sont hébergés dans les centres de protection sociale disponibles en attendant que leur situation juridique soit régularisée (compte tenu en particulier des problèmes auxquels ils doivent faire face lorsqu'ils ne possèdent pas de papiers d'identité) ;
- Des mesures sont prises en coordination avec une organisation internationale en vue d'établir un contact avec la famille de l'enfant dans son pays d'origine et de déterminer dans quelle mesure la famille ou les proches de l'enfant seraient disposés à l'accueillir (recherche et évaluation de la famille).

- **Victimes étrangères (coordination entre l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes et le bureau de l'OIM en Tunisie) :**

- 2017-2020 : création de projets de réintégration en faveur de 123 victimes étrangères de la traite ayant opté pour le retour volontaire (114 femmes, 8 hommes et 1 fille) ;
- 2021-2023 : aide à la création de 86 projets de réintégration en faveur de victimes étrangères de la traite candidates au retour volontaire (68 femmes, 17 hommes et 1 fille), dans le cadre d'une coordination entre le bureau de l'OIM en Tunisie et les bureaux de l'OIM dans les pays d'origine ;
- 2021-2022 :
 - Exonération des droits de chancellerie et aide au retour volontaire en faveur de 240 victimes étrangères ;
 - Réintégration des victimes étrangères (coordination entre l'Instance et le bureau de l'OIM en Tunisie) ;
 - Projets lancés en faveur des victimes étrangères de la traite retournant dans leur pays : vente de vêtements traditionnels, coiffure et soins des ongles, magasins d'articles divers destinés aux femmes, commerce de produits et de denrées alimentaires, aviculture, commerce de poisson, restaurants, ateliers de couture, magasins de matériel électrique, formation au permis de conduire pour les poids lourds.

- **Suivi et évaluation des projets de réintégration :**

Le suivi est une activité organisée, planifiée et assurée en permanence, conformément à une stratégie fixant les objectifs à atteindre, lesquels sont régulièrement soumis à un examen qui vise à garantir la bonne exécution des projets. Il se déroule selon une procédure spécifiquement prévue à cet effet.

3.6 Instance nationale de lutte contre la traite des personnes et promotion de la coopération internationale

L'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes s'efforce, en collaboration avec ses homologues dans les autres pays, de renforcer la coopération en matière de lutte contre la traite des personnes et de mettre à profit l'expérience internationale dans ce

domaine. En réponse à la demande de nombreux pays, en particulier de pays d'Afrique subsaharienne et d'un certain nombre de pays arabes, qui ont souhaité étudier l'expérience tunisienne de la lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants et en tirer des enseignements, le Comité national de lutte contre la traite des personnes en Côte d'Ivoire et son homologue en République du Burundi ont proposé la signature d'accords avec l'Instance tunisienne. Cette proposition est en cours d'examen.

L'Instance nationale ayant proposé de créer un mécanisme régional de lutte contre la traite des personnes, qui permettrait de repérer, d'aider et de réintégrer les victimes de la traite dans leur pays d'origine, une série de réunions sont actuellement organisées à l'échelle régionale, avec l'appui du Ministère de la justice et de plusieurs organisations internationales, pour discuter de la création d'un tel mécanisme et échanger des points de vue sur les moyens les plus efficaces de le faire.

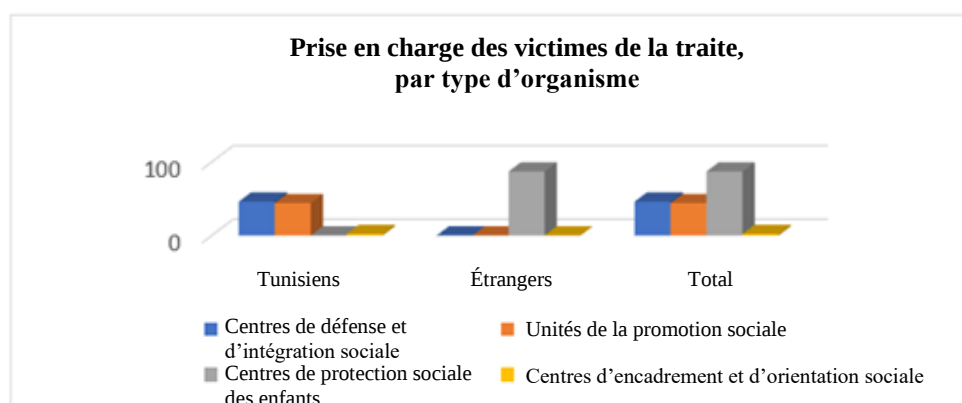
3.7 Autres actions menées contre la traite des personnes

Afin de renforcer encore le rôle du Ministère des affaires sociales en matière d'assistance et de prise en charge des groupes vulnérables exposés au risque d'exploitation économique, et en application des dispositions de la loi n° 2016-61 du 3 août 2016 relative à la prévention et la lutte contre la traite des personnes, les structures chargées de la promotion sociale offrent aux victimes qui leur sont adressées par l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes l'assistance sociale voulue, à savoir des services de protection sociale et de soutien psychologique, ainsi que des aides et un hébergement conjoncturels, lorsque cela est nécessaire.

En 2022, 179 victimes de la traite (63 femmes et 116 hommes) ont été prises en charge par les structures chargées de la promotion sociale (centres de protection sociale, centres de défense et d'intégration sociale et unités de la promotion sociale). On trouvera dans le diagramme ci-dessous des données ventilées par centre concernant les personnes prises en charge.

Sur l'ensemble des victimes, on compte 87 étrangers (48,6 %) et 139 enfants pris en charge (77,6 %).

La plupart des victimes étrangères qui bénéficient d'un hébergement se trouvent au Centre de protection sociale des enfants de Tunis. Les questions les concernant sont traitées en coordination avec des organisations internationales comme l'OIM ou le bureau du HCR en Tunisie. À noter que la plupart d'entre elles sont orientées vers ces services par le pouvoir judiciaire.



Les structures d'orientation sont les suivantes : l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes, les services du Ministère de l'intérieur, l'appareil judiciaire et d'autres entités (délégués à la protection de l'enfance, OIM et bureau du HCR en Tunisie).

4. Campagnes de sensibilisation et programmes divers contre la discrimination raciale

Plusieurs programmes et activités sont organisés, tels que le programme de partenariat avec l'OIM « Sport en faveur de l'inclusion : le football contre le racisme », qui s'étale sur deux périodes (du 6 novembre 2020 au 31 janvier 2023 et de février 2023 à janvier 2025) et comprend des manifestations sportives et des activités organisées à Tunis, Sousse, Sfax, Médenine et Zarsis au profit des migrants et en vue de leur intégration.

La tenue de jeux sportifs et culturels féminins auxquels participeront des femmes de pays d'Afrique subsaharienne a également été programmée, en plus des Jeux africains de plage qui se tiendront du 23 au 30 juin 2023 à Hammamet. En outre, des campagnes de sensibilisation sont menées auprès des jeunes au sein des complexes de jeunes, par exemple :

- Une activité conjointe a été organisée par le Conseil tunisien pour les réfugiés et le Complexe de la jeunesse de Médenine (création de clubs linguistiques de français et d'anglais, sous la supervision de bénévoles réfugiés et de jeunes du complexe) ;
- En partenariat avec l'Association tunisienne d'histoire et d'éducation à la citoyenneté, un programme national sur l'acceptation de l'autre et la lutte contre toutes les pratiques préjudiciables et les violations visant des migrants a été élaboré à l'intention des jeunes. Il est mené dans le cadre des clubs d'éducation à la citoyenneté dans des centres pour la jeunesse.

À l'occasion des Journées nationales de la lecture et de l'information, organisées en 2023 du 24 avril au 24 mai, diverses activités de sensibilisation à la nécessité de combattre les discours de haine et le racisme ont été organisées dans des bibliothèques publiques.

5. Établissement des responsabilités pour les violations des droits de l'homme motivées par la haine raciale

Le Ministère de l'intérieur s'efforce de s'acquitter de ses obligations en matière de lutte contre les violations des droits de l'homme, dont celles motivées par la haine et le racisme. Il a récemment entrepris l'élaboration d'une nouvelle politique ministérielle relative à la surveillance et à l'inspection, qui vise à garantir la mise à niveau du système et sa compatibilité avec les normes internationales, sachant par ailleurs que toutes les plaintes et les requêtes pour violations présumées des droits de l'homme par des agents des forces de sécurité intérieure sont traitées par l'Inspection centrale et les inspections générales des services de sécurité, ainsi que la Direction générale des droits de l'homme. Si les faits sont vérifiés, les auteurs sont poursuivis devant les tribunaux administratifs, conformément aux principes de l'impartialité, de la transparence et de l'objectivité et dans le respect de l'état de droit, et sont également amenés à répondre de leurs actes au pénal.

VI. et VII. Mesures prises pour empêcher la propagation de discours officiels encourageant la haine, la discrimination raciale et la xénophobie, notamment à l'égard des migrants, qui relèvent de l'incitation à la discrimination, et moyens mis en œuvre par l'État pour lutter contre le profilage racial et les discours de haine incitant à la discrimination à l'égard des migrants, conformément à son engagement à respecter et à garantir le droit à la vie et à l'intégrité physique reconnu à tous, sans discrimination

1. Lutte contre le profilage racial

Dans la continuité de son action contre le profilage racial, l'État a promulgué le décret n° 2023-240 du 16 mars 2023, portant approbation du Code de conduite des forces de sécurité

intérieure relevant du Ministère de l'intérieur. Ledit code contient plusieurs dispositions contre le profilage racial :

- Les forces de sécurité intérieure exercent leurs fonctions en toute impartialité et sans aucune discrimination fondée sur le sexe, la couleur, la nationalité, l'origine, le statut social, l'appartenance politique ou les convictions religieuses ;
- Les forces de sécurité intérieure effectuent des contrôles réglementaires et assurent la prestation de services administratifs en toute impartialité et sans discrimination ;
- Dans leurs rapports avec les étrangers, le personnel des missions diplomatiques et les personnes bénéficiant de l'immunité, les agents des forces de sécurité intérieure tiennent compte des spécificités de chacun et des dispositions prévues par les instruments internationaux ainsi que les lois et règlements en vigueur.

Pour ce qui est des mécanismes d'application, le Ministère de l'intérieur prend les mesures pratiques voulues pour garantir le respect du Code de conduite, veiller à sa bonne application, évaluer la mesure dans laquelle il est respecté par les agents des forces de sécurité intérieure et remédier aux manquements constatés, par les moyens suivants :

- Diffusion et sensibilisation : impression d'exemplaires du Code sous forme de livrets distribués aux agents des forces de sécurité et organisation des campagnes de sensibilisation nécessaires pour faire connaître les dispositions du Code et leur importance ;
- Interprétation : publication de guides d'application comportant des exemples pratiques, des notes de service et des circulaires explicatives ;
- Formation : intégration des dispositions du Code dans les programmes de formation, établissement d'un guide de formation en la matière, organisation de cycles de formation adaptés à chaque spécialité et création d'un réseau d'instructeurs spécialisés en vue de garantir en permanence la bonne application du Code aux niveaux régional et local ;
- Motivation : motivation des agents qui se distinguent par leur excellente aptitude à respecter les dispositions du Code, par l'attribution de l'une des distinctions prévues par les statuts de chaque corps des forces de sécurité ;
- Protection : apport d'une protection suffisante aux agents et fourniture de l'équipement et du matériel nécessaires pour qu'ils puissent améliorer leurs résultats et l'application des dispositions du Code ;
- Signalement : mise en place d'un système efficace de signalement et de réception des plaintes.

En ce qui concerne les mécanismes d'application, il est également prévu que les services compétents de l'État s'assurent que les agents des forces de sécurité ont connaissance du Code et le respectent, et procèdent, si nécessaire, à sa mise à jour en coordination avec les organismes compétents.

2. Lutte contre les discours de haine

Dans le cadre de l'action menée par l'État pour lutter contre les différentes infractions relevant de la cybercriminalité commises dans le pays, y compris l'incitation à la haine dans les médias sociaux en général, plusieurs dispositifs juridiques, procéduraux et techniques sont actuellement déployés :

– Un instrument juridique :

Le décret n° 2022-54 du 13 septembre 2022 relatif à la lutte contre les infractions se rapportant aux systèmes d'information et de communication réglemente les procédures de recherche, d'enquête et de collecte de preuves électroniques qu'engagent l'Agence technique des télécommunications et les services compétents du Ministère de l'intérieur, chacun selon son domaine de compétence, en vertu d'un mandat émis par une autorité judiciaire, ou par des officiers de la police judiciaire habilités à le faire.

- **L'action publique (mise en mouvement par toute personne ayant la capacité d'agir et un intérêt à le faire et également exercée par le ministère public) :**

Lorsqu'une autorité judiciaire demande que soient identifiés les propriétaires ou des utilisateurs d'une page ou d'un compte Web appartenant à un réseau social ou à un autre site et encourageant les discours de haine, une demande officielle, accompagnée de l'autorisation judiciaire, est adressée à l'entreprise Meta, par l'intermédiaire des points de contact nationaux officiels. À noter que cette entreprise ne répond généralement aux demandes qui lui sont adressées que si leur contenu est compatible avec sa politique et dans de rares cas, par exemple si elles ont pour objet de prévenir des actes terroristes imminents ou sont liées à l'exploitation sexuelle d'enfants.

- **La censure :**

Les structures compétentes du Ministère des technologies de la communication reçoivent de la part des autorités judiciaires des demandes les invitant à bloquer les pages, les comptes, les groupes et les sites Web qui encouragent la diffusion de contenus racistes ou incitant à la haine. Étant donné que le contenu des réseaux sociaux peut être diffusé sur plusieurs plateformes, que des techniques de cryptage peuvent être utilisées pour empêcher l'identification du contenu à bloquer et que de nombreuses applications accessibles au grand public gratuitement permettent de masquer ou de débloquer les contenus, le blocage de contenus, bien qu'il soit techniquement possible à réaliser, est une méthode inefficace, qui peut être notamment contournée à l'aide d'outils « furtifs », tels que les serveurs proxys.

VIII. Mesures prises par l'État en vue de garantir l'égalité devant la loi et l'égalité de fait dans l'exercice des droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels, en particulier les droits au logement, à la santé, à la liberté et à la sécurité de la personne, sans discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique ou le statut de migrant

Outre les diverses mesures et procédures déjà mentionnées qui garantissent l'égalité devant la loi et l'égalité de fait dans l'exercice de tous les droits, sans discrimination fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale ou ethnique ou le statut de migrant, on peut citer ce qui suit :

1. Protection du droit à la vie et des droits civils et politiques

Pour ce qui est de la protection du droit à la vie, conformément aux conventions et traités internationaux pertinents ratifiés par la République tunisienne, les unités militaires et les unités des garde-côtes s'efforcent, au cours de leurs missions de recherche et de sauvetage, de répondre rapidement et efficacement aux appels de détresse afin de sauver de la mort des personnes qui traversent illégalement les frontières tunisiennes par voie terrestre ou maritime. De plus, les unités militaires veillent à dispenser aux personnes secourues, en particulier aux enfants, les soins de santé nécessaires, compte tenu des besoins spéciaux qu'elles peuvent avoir dans une telle situation, notamment du point de vue médical et psychologique. C'est pourquoi les unités militaires travaillent constamment en coordination et en collaboration avec les ministères et les structures publiques compétents à l'échelle nationale, que ce soit pour leur remettre le plus rapidement possible les migrants retrouvés et secourus afin que ceux-ci puissent bénéficier des examens et des traitements médicaux et psychologiques appropriés, dans le respect de leurs droits humains, ou pour extraire de l'eau les corps des victimes noyées en mer et les remettre aux autorités aux fins de leur identification.

Il convient de noter à cet égard qu'entre 2021 et février 2023, près de 6 780 migrants ont été secourus en mer, sachant que la plupart de ceux qui traversent la frontière de manière illégale, y compris les personnes en détresse qui sont secourues en mer et, dans certains cas, celles dont les corps sont retrouvés dans l'eau, sont essentiellement des ressortissants

africains. Quelle que soit la situation, le Ministère de la défense nationale prend des mesures conformes à la loi, ainsi qu'aux conventions et traités en vigueur dans ce domaine.

Pour ce qui est des droits politiques, la loi électorale tunisienne garantit aux seuls Tunisiens le droit de participer à la vie politique, sans distinction de couleur, de race ou d'origine ethnique.

Concernant la liberté de réunion et d'association, les migrants et les réfugiés ont le droit de fonder des associations et de mener des activités associatives conformément à la législation en vigueur.

Il n'existe pas de données précises sur le nombre d'associations, étant donné que le système de classification et d'agrément a été abrogé et remplacé par le régime de déclaration préalable à l'entrée en activité conformément aux objectifs du décret-loi n° 2011-88 portant organisation des associations. De ce fait, les activités relatives aux droits de l'homme et celles menées par les étudiants africains et les migrants s'inscrivent non seulement dans le cadre de l'objet des associations classées, mais également dans de nombreux domaines d'activité d'autres associations, indépendamment de leur classification.

2. Justice

- **Plan de développement sectoriel concernant les systèmes judiciaire et pénitentiaire (2023-2025) :**

Le plan de développement sectoriel 2023-2025 du Ministère de la justice prévoit des programmes de formation aux questions liées à la migration, notamment la promotion des droits et des libertés et la lutte contre la discrimination raciale, à l'intention des juges, afin qu'ils puissent acquérir les aptitudes et les compétences nécessaires pour traiter les questions relatives à la migration et aux réfugiés, prendre connaissance des normes juridiques applicables dans ces situations et collaborer avec les parties concernées. Les juges sont en outre formés aux droits fondamentaux et à la manière dont il convient d'en tenir compte dans les affaires de migration.

- **Renforcement de la gouvernance et promotion de la transparence :**

Le Ministère de la justice appuie la gouvernance, la transparence et la compréhension des textes juridiques, d'où son engagement à renforcer la gouvernance et la transparence du travail judiciaire et à aider les étrangers à comprendre les références juridiques qui les concernent et qui garantissent leurs droits. À cet égard, les textes juridiques pertinents ont été publiés sur le site Web du Ministère afin que les personnes concernées puissent s'informer de leurs droits et devoirs et comprendre les procédures juridiques qui les intéressent. Outre le gain de temps que cela représente pour les étrangers, les avocats et les juges, qui ont désormais plus facilement accès aux informations dont ils ont besoin, cette mesure favorise la transparence et l'équité de la justice et contribue à renforcer la confiance dans le système judiciaire en général.

3. Droit à l'éducation et à la formation professionnelle

Le système éducatif tunisien est fondé sur le principe de l'enseignement obligatoire et gratuit, lequel constitue un droit fondamental pour tous les Tunisiens et les étrangers résidant sur le sol tunisien âgés de 6 à 16 ans, sans aucune exclusion, restriction ou préférence. Sur cette base, l'accès à l'éducation des Tunisiens et des étrangers en âge d'être scolarisés est garanti par des textes législatifs et réglementaires. Il s'agit d'un acquis du système éducatif, qui consacre les principes et valeurs propres à renforcer la dignité des personnes et à garantir les droits individuels.

En ce qui concerne l'enseignement universitaire, des inscriptions et des bourses sont réservées aux étudiants étrangers dans les universités publiques tunisiennes, selon des accords et contrats conclus entre le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique et les autorités du pays d'origine de l'étudiant ou sur la base de candidatures individuelles. Dans ce contexte, les étudiants étrangers inscrits dans les universités publiques

bénéficient d'une bourse et de services universitaires, de réductions de tarifs dans les transports publics et de soins médicaux et psychologiques dispensés via le système de sécurité sociale et de santé. Les étudiants non boursiers ont accès à des réductions pour l'ensemble des services de santé offerts dans les établissements publics. En outre, les étudiants étrangers bénéficient d'un enseignement quasi gratuit et ont le droit, tout comme les étudiants tunisiens, de poursuivre leurs études universitaires s'ils remplissent les conditions légales et pédagogiques requises pour l'admission et l'inscription. Ils peuvent également devenir membres de clubs culturels et sportifs et d'associations dans tous les établissements universitaires.

Dans le domaine agricole, les établissements d'enseignement supérieur relevant du Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche maritime forment des étudiants venant de différents pays africains, dans le cadre de la coopération internationale en la matière (15 étudiants en ont bénéficié au cours de l'année académique 2022/23).

Pour offrir un encadrement supplémentaire aux étudiants internationaux, dont les étudiants venant de pays africains, qui fréquentent les établissements universitaires tunisiens, le Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a entrepris la mise en œuvre des mesures ci-après à partir de mars 2023 :

- Création d'une cellule d'écoute pour les étudiants, ainsi que d'un numéro vert (80101875) joignable depuis le 10 mars 2023, qui leur permet de communiquer avec le Ministère ;
- Invitation de tous les établissements universitaires accueillant des étudiants internationaux à désigner un point de contact chargé d'écouter les étudiants, de les informer, de suivre leur situation et de communiquer au Ministère des informations sur leurs activités, en veillant à lui signaler immédiatement les situations nécessitant une intervention d'urgence ;
- Organisation d'une réunion, le 8 mars 2023, avec les présidents des universités, les représentants d'établissements privés d'enseignement supérieur et les représentants de l'Association des étudiants et stagiaires africains en Tunisie, au cours de laquelle les participants ont fait part de leurs préoccupations, un plan d'action en faveur des étudiants concernés a été élaboré et des possibilités d'hébergement dans des foyers universitaires relevant du Ministère ont été offertes à 10 étudiants en difficulté de logement ;
- Retrait des mesures prévues par le décret présidentiel en ce qui concerne les permis de séjour et le paiement de pénalités de dépassement de la durée légale de séjour en faveur de tous les étudiants internationaux qui fréquentent les établissements universitaires tunisiens publics ou privés, quelle que soit leur nationalité ;
- Mandat confié aux psychologues de chaque université et aux offices des œuvres universitaires d'intervenir dans certaines situations, si nécessaire et en coordination avec les points de contact ;
- Publication sans délai de l'offre du Ministère relative aux possibilités d'inscription aux universités et aux bourses universitaires, celui-ci attribuant chaque année à 36 pays d'Afrique subsaharienne 517 places dans les établissements universitaires et 291 bourses universitaires et envisageant de leur réserver 150 places supplémentaires et d'augmenter en conséquence le nombre de bourses accordées aux étudiants ;
- Accélération des procédures de création du Centre national d'orientation et d'information des étudiants internationaux, qui sera essentiellement chargé d'accueillir les étudiants, de les orienter et de les encadrer ;
- Communication au Ministère de l'intérieur de la liste des étudiants des secteurs public et privé l'objectif étant de leur faciliter l'obtention du permis de séjour ;

- Organisation, dans chaque université et office des œuvres universitaires, de manifestations culturelles et sportives visant à favoriser l'intégration des étudiants internationaux et incitation des établissements universitaires privés à faire de même.

Formation professionnelle

Le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle attribue chaque année environ 295 bourses à des candidats de pays d'Afrique subsaharienne en vue de leur inscription dans les différents centres tunisiens de formation professionnelle relevant de l'Agence tunisienne de la formation professionnelle. Un quota annuel de 10 à 50 places dans les centres de formation professionnelle de base est fixé dans le cadre de la coopération internationale bilatérale, conformément aux accords de coopération régissant les questions relatives à la formation professionnelle et à la formation technique conclus entre la République tunisienne et ces pays africains, notamment les pays subsahariens suivants : Mauritanie, Niger, Mali, Sénégal, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, République démocratique du Congo, République du Congo, Djibouti, Gabon, Guinée équatoriale, Guinée, Guinée-Bissau, Tchad et Comores. Grâce à ces bourses et aux places qui leur sont réservées dans les différentes spécialités demandées par leurs pays, aux différents stades de la formation de base dispensée dans les centres de formation professionnelle et sanctionnée par des certificats de qualification technique professionnelle ou supérieure, les apprenants subsahariens inscrits sont formés, hébergés et nourris gratuitement, sur un pied d'égalité avec les Tunisiens, sans distinction ni discrimination aucune.

Des mesures sont également prises pour leur offrir une assistance sociale et médicale efficace et de qualité pendant toute la durée de leur formation et de leur séjour en Tunisie, ainsi que pour les associer aux diverses activités culturelles, sportives et récréatives, en particulier aux activités collectives organisées au cours de leur année de formation, et pour réunir ceux d'entre eux qui ne peuvent pas rentrer chez eux durant les périodes de vacances pédagogiques et annuelles et préfèrent rester en Tunisie.

Chaque année, les cycles de formation débutent par une journée consacrée à l'accueil des nouveaux inscrits et à des activités culturelles, pendant laquelle les inscrits étrangers préparent eux-mêmes des repas afin de faire connaître le patrimoine culturel de leurs pays d'origine, notamment des pays d'Afrique subsaharienne, dans un esprit de brassage des civilisations et de partage des valeurs universelles, qui invite à se rassembler autour des valeurs humaines, à respecter la culture et le patrimoine d'autrui, à bénéficier de nouvelles idées et à rejeter les manifestations de la discrimination.

Pendant l'année en cours, des rencontres sportives et culturelles sont organisées entre les jeunes stagiaires tunisiens et ceux des pays amis, notamment des pays subsahariens, qui sont invités à participer à des cours de formation à la culture de l'entrepreneuriat et à la création d'entreprises, à des concours de robotique nationaux et internationaux, ainsi qu'à d'autres activités (cinéma, football, arts plastiques et jeux traditionnels).

Le personnel d'encadrement et les conseillers-psychologues des différents centres de formation professionnelle relevant de l'Agence tunisienne de la formation professionnelle mettent régulièrement en place des cellules d'écoute pour s'informer des préoccupations des apprenants, en particulier ceux d'entre eux qui résident dans les foyers d'étudiants, et des difficultés auxquelles ils peuvent se heurter.

Au cours de la session de septembre 2022 à février 2023, 300 stagiaires venus de l'étranger, y compris de pays d'Afrique subsaharienne, étaient inscrits dans les divers centres de formation professionnelle, dans différentes spécialités, et bénéficiaient des services d'hébergement et de subsistance offerts dans les foyers d'étudiants et les restaurants répartis sur l'ensemble du territoire de la République et relevant de l'Agence tunisienne de la formation professionnelle.

De la même manière, dans le domaine de l'agriculture et de la pêche, l'Agence de la vulgarisation et de la formation agricoles (AVFA), assure la formation de stagiaires étrangers, par l'intermédiaire des centres de formation professionnelle agricole qui lui sont rattachés, dans le cadre de la coopération internationale et conformément à un accord signé avec des

pays d'Afrique subsaharienne dans ce domaine. En 2019-2020, 51 personnes ont été inscrites à une formation professionnelle aux métiers de l'agriculture et de la pêche.

À la fin de leur formation, les étrangers diplômés des centres relevant de l'Agence tunisienne de la formation professionnelle continuent de bénéficier d'un permis de séjour et de services de subsistance pendant deux mois supplémentaires, période durant laquelle ils accomplissent les démarches nécessaires au retour dans leur pays d'origine.

De 2015 à 2021, les centres de formation professionnelle ont accueilli 896 apprenants venant de pays d'Afrique subsaharienne.

4. Droit à la santé

Conformément aux dispositions de la Constitution garantissant à toute personne le droit à la santé, le Ministère de la santé, par l'intermédiaire de ses structures compétentes, intensifie les efforts et prend les mesures nécessaires pour permettre à tous les étrangers résidant en Tunisie de bénéficier de services de santé adaptés à leur situation.

Dans ce cadre et compte tenu des difficultés auxquelles se heurtent les étrangers en matière d'accès aux services de santé, le Ministère de la santé a publié le 19 mars 2019 une circulaire réglementant l'accueil et la prise en charge médicale des migrants dans les établissements de santé publics, qui s'est traduite par un ensemble de mesures destinées à garantir l'accès de cette catégorie de personnes aux soins de santé. Il a notamment été recommandé aux établissements de santé publics :

- D'assurer un bon accueil aux migrants et une prise en charge qui respecte leurs droits fondamentaux et leur dignité humaine sans aucune discrimination, en accordant une attention particulière aux groupes vulnérables : femmes enceintes, enfants, personnes âgées, personnes handicapées et victimes de la traite des personnes, entre autres ;
- De soigner rapidement les migrants dans les services d'urgence et de ne pas refuser de les prendre en charge même s'ils ne possèdent pas de documents d'état civil ou de carte de soins personnelle lors de l'admission, les procédures administratives concernant les frais de santé devant être réglées par la suite, une fois que le patient a bénéficié des soins nécessaires.

Il convient de noter que les migrants ont accès gratuitement aux services de santé préventifs, tels que la vaccination, aux services de santé procréative et de lutte contre le sida et les maladies sexuellement transmissibles, ainsi qu'à d'autres services encore. Parmi les principaux services dont ils bénéficient, on peut citer les suivants :

4.1 Vaccination contre la COVID-19

Tous les migrants, quel que soit leur statut juridique, ont été inscrits sur la plateforme « EVAX » et ainsi été vaccinés, sans restriction, y compris les personnes qui ne possédaient pas de papiers d'identité. Dans le cadre des journées portes ouvertes des centres de vaccination, tous les migrants qui se sont présentés ont été vaccinés sans condition aucune, dont plus de 16 500 migrants originaires de pays africains.

4.2 Services de santé sexuelle et procréative

Pour garantir l'accès des migrants aux services de santé sexuelle et procréative, le Ministère de la santé s'emploie, en partenariat notamment avec l'OIM, à renforcer les capacités des prestataires de services de santé dans le cadre du programme « santé et migration », en veillant à ce qu'ils bénéficient de la formation nécessaire dans un certain nombre de domaines liés aux droits des migrants et à leur accès aux services de santé ou dans d'autres domaines connexes. À cet effet, les activités ci-après ont été menées jusqu'en mai 2020 :

- Journées d'information et de sensibilisation à l'intention des professionnels de 24 délégations régionales ;

- Activités d’information et de sensibilisation tenues dans le cadre de l’action menée pour réprimer et combattre la traite des personnes et protéger les victimes, à l’intention des prestataires de services de santé dans 24 délégations régionales ;
- Contribution de l’OIM à la consolidation des efforts de sensibilisation et de prévention, par un appui technique et financier destiné à renforcer les connaissances des migrants grâce à la révision et à la traduction des panneaux, des affiches et de tous autres moyens de communication les concernant, qui ont aussi été adaptés à leurs spécificités.

En outre, un registre des migrants a été établi et testé dans certaines régions en vue d’améliorer le système de collecte de données et d’encadrer l’accueil, la prise en charge et l’orientation des migrants. Des cours de formation à l’utilisation de ce registre ont été organisés à l’intention des prestataires de services de santé, un manuel d’utilisation a également été élaboré, de même que des instructions sur les méthodes d’introduction et de traitement des données statistiques.

Il convient de noter qu’entre septembre 2018 et décembre 2022, 11 561 services de santé sexuelle et procréative ont été offerts aux migrants : services d’information, de sensibilisation et d’éducation (5 622), services médicaux (5 553) et conseils psychologiques (386).

4.3 Traitement du VIH/sida

Ces dernières années, le nombre d’étrangers bénéficiant d’une trithérapie a augmenté. Le tableau ci-après recense le nombre exact d’étrangers infectés.

Prévalence du VIH/sida chez les étrangers

	2019	2020	2021
Hommes	53	52	70
Femmes	61	72	108
Total	114	124	178

Chaque année, environ 150 migrants originaires de pays africains bénéficient d’un traitement contre le VIH/sida.

4.4 Renforcement des activités de la cellule de soutien psychologique

Dans le cadre des mesures prises récemment par l’État tunisien en faveur des communautés étrangères résidant dans le pays, le Ministère de la santé a renforcé les activités de la cellule de soutien psychologique en temps de crise, en créant un numéro vert accessible, pendant la période allant du 9 mars au 8 avril 2020, du lundi au samedi, de 9 heures à 14 heures, grâce auquel les migrants qui en ont éprouvé le besoin ont pu s’entretenir avec des psychologues et bénéficier d’un soutien psychologique ou d’une assistance médicale d’urgence. Il convient de noter à cet égard que durant cette période, la cellule a reçu 27 appels abusifs, 9 demandes de conseils psychologiques de la part de Tunisiens et 11 demandes d’assistance médicale de la part de migrants, lesquels ont été orientés vers les services de prise en charge d’urgence, avec le soutien du Centre stratégique d’opérations sanitaires.

En outre, le Ministère de la santé a répondu positivement à la demande du bureau de l’OIM en Tunisie en dépêchant une équipe médicale chargée de fournir une assistance aux migrants se trouvant devant ses locaux (environ 30 migrants de nationalités différentes qui attendaient la fin des procédures de rapatriement vers leur pays d’origine).

5. Droit au logement

L'acquisition d'un logement ou l'obtention d'un financement pour sa construction ne sont assujetties à aucun critère d'origine ethnique ou nationale, de couleur ou d'ascendance. Sur cette base, les étrangers peuvent acquérir des biens immobiliers après obtention d'une autorisation préalable.

6. Droit au travail

L'article 263 du Code du travail dispose que « [l]e travailleur étranger bénéficie des mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations résultant des relations du travail et applicables au travailleur tunisien ». Les articles 258 à 268 du même Code énoncent les conditions d'emploi des étrangers en Tunisie et les procédures garantissant leurs droits. En outre, plusieurs lois en vigueur portent spécifiquement sur l'emploi des étrangers en Tunisie, comme la loi de 2016 portant loi de l'investissement, le Code des hydrocarbures et le Code minier, et permettent de protéger les migrants et de leur garantir des conditions de travail décentes.

Il convient de noter que, dans le cadre des procédures et des plans d'action qu'il a adoptés pour faciliter l'accès des migrants à des possibilités d'emploi salarié ou indépendant ou de formation professionnelle, le Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle fournit aux migrants deux types de services en plus de ceux de formation professionnelle : la délivrance de permis de travail salarié ou indépendant et l'aide à l'emploi indépendant (création d'entreprises indépendantes).

6.1 Obtention d'un permis de travail

La Direction générale du placement à l'étranger et de la main-d'œuvre étrangère examine les dossiers soumis directement ou en ligne par les intéressés (migrants chefs d'entreprise) ou par les employeurs (pour les migrants salariés).

6.2 Aide à l'emploi indépendant : création d'entreprises indépendantes

Les migrants souhaitant exercer une profession indépendante sont orientés vers un partenaire du programme d'intégration économique, tel que l'OIM, ou vers des associations spécialisées, comme l'association italienne CEFA. En fonction de leur situation, ils bénéficient d'un accompagnement sous forme de formation à la création d'entreprises ou se voient accorder les fonds dont ils ont besoin par des organisations ou des associations œuvrant pour la prise en charge et l'intégration des migrants.

6.3 Mesures prises par l'inspection du travail pour protéger les droits des travailleurs étrangers et améliorer leurs conditions de travail et leur protection sociale

L'article 3 de la Convention n° 81 sur l'inspection du travail et l'article 4 du Code du travail énoncent clairement les fonctions des services d'inspection du travail, qui, en Tunisie, sont la surveillance, l'information, la fourniture de conseils et la prise de décisions.

Les inspecteurs du travail sont chargés de veiller à l'application des dispositions juridiques régissant les conditions de travail, de protéger les travailleurs dans l'exercice de leur profession, de fournir aux employeurs et aux travailleurs des informations et des conseils techniques favorisant le respect des dispositions juridiques et de signaler aux autorités compétentes les lacunes des lois en vigueur et les violations qui n'y sont pas expressément visées.

Conformément aux dispositions pertinentes des instruments juridiques nationaux (droit du travail et ses règlements d'application) et des instruments juridiques internationaux (conventions et recommandations de l'Organisation internationale du Travail), l'une des principales fonctions de l'inspection du travail consiste à garantir l'application des lois, des règlements et des conventions relatifs aux conditions de travail et à la protection des travailleurs, notamment des travailleurs étrangers, dans l'exercice de leur profession.

Dans l'exercice de leurs tâches courantes, les inspecteurs constatent des cas de traite ou de violations sur le lieu de travail ou des situations présentant un risque d'exploitation des travailleurs étrangers, et peuvent, dans le cadre de leurs fonctions, contribuer à la lutte contre la traite, notamment par la prévention, l'identification des victimes de la traite ou la réalisation d'enquêtes sur les cas suspects.

L'inspection du travail intervient dans tous les domaines du travail : régularité de la situation des travailleurs, organisation et durée du travail, sécurité, intégrité physique et santé au travail, emploi des femmes, des enfants et des personnes handicapées, dialogue social, conditions de travail et équipement.

En 2022, l'inspection du travail a effectué 31 817 visites d'inspection ; 410 960 employés, dont 378 829 femmes, étaient concernés.

Au cours de l'année 2023, une campagne de suivi et de sensibilisation a été organisée dans tous les établissements soumis à la loi sur le travail, selon une approche progressive consistant dans un premier temps à informer et sensibiliser (clarification de la notion des droits des travailleurs migrants et du respect de ces droits), et dans un deuxième temps, si la loi n'est pas respectée, à adresser des avertissements officiels aux employeurs. Si rien n'est fait pour remédier aux irrégularités qui créent des conditions de travail inappropriées, les procès-verbaux sont soumis au ministère public afin qu'il statue sur la situation des travailleurs étrangers, conformément à l'article 258-2 du Code du travail.

Dans le cadre de cette campagne, 391 visites ont été effectuées – durant lesquelles les inspecteurs se sont entretenus avec 139 travailleurs étrangers, dont 118 originaires de pays d'Afrique subsaharienne –, 122 recommandations ont été formulées afin que la situation contractuelle des travailleurs soit régularisée auprès des services du Ministère de l'emploi et de la formation professionnelle, 59 notifications ont été envoyées à des employeurs en infraction et 31 procès-verbaux ont été dressés contre eux.

Il convient de noter que durant ces inspections, aucune forme de traite ou de discrimination salariale n'a été constatée.

7. Services sociaux pour les migrants

Les centres d'encadrement et d'orientation sociale offrent des services à de nombreux groupes vulnérables, y compris les sans-abri, les personnes sans soutien familial, financier ou moral, les mères célibataires, les enfants menacés, les migrants en situation irrégulière, les réfugiés et les victimes de la traite.

Ces organismes examinent la situation sociale et l'état psychique des résidents et prennent des mesures pour les aider, en coordination et en collaboration avec les structures judiciaires, administratives et associatives compétentes.

En 2022, ces centres sont intervenus dans 574 cas, notamment auprès de 61 migrants en situation irrégulière (50 hommes et 11 femmes), qui ont été pris en charge par les centres d'encadrement et d'orientation sociale de Sousse et de Sfax, étant donné que le centre de Tunis ne devait reprendre ses activités qu'au début de 2023, une fois les travaux de rénovation achevés. En outre, 139 enfants migrants ont été pris en charge par des centres de protection sociale des enfants.

En 2023, 251 enfants migrants ont été pris en charge, notamment par le Centre de protection sociale des enfants de Tunis (60), le Centre social d'observation des enfants de Manouba (47), le Centre d'encadrement et d'orientation sociale de Sfax (103), le Centre d'encadrement et d'orientation sociale de Sousse (34) et l'Institut national de protection de l'enfance (7).

Le Ministère des affaires sociales poursuit son engagement de plus en plus marqué en faveur des migrants qui éprouvent des difficultés à s'intégrer, par l'intermédiaire de ses différentes institutions et structures sociales et en coopération avec divers ministères compétents en la matière (ministères de la justice et de l'intérieur), des organisations internationales (OIM, HCR, UNICEF) et la société civile.

Notons que les migrants hébergés dans les centres mentionnés précédemment sont considérés comme des personnes vulnérables et en difficulté et sont traités sur un pied d'égalité avec les Tunisiens qui y sont accueillis, et jouissent des mêmes droits qu'eux en matière d'accès tant aux soins qu'à un soutien psychosocial, en dépit des difficultés de communication liées au fait qu'ils s'expriment dans leurs dialectes d'origine.

C'est pourquoi des programmes de renforcement des capacités et de supervision sont constamment menés à l'intention des personnes qui travaillent dans des domaines liés à la protection des droits des migrants (accès à la justice et soins spéciaux), avec l'appui d'organisations internationales et en collaboration avec des organisations qui soutiennent les institutions accueillant des migrants.

En outre, un accord de coopération a été signé en septembre 2022 par la Direction générale de la promotion sociale et l'organisation Avocats Sans Frontières, dans le cadre du lancement du projet PROMITAD, qui vise à garantir aux groupes vulnérables de migrants et de Tunisiens l'accès à la protection sociale et à la justice, en leur offrant des conseils juridiques gratuits. Plusieurs manifestations ont été organisées, à savoir des ateliers de formation en faveur de 62 acteurs sociaux, des tables rondes sur la situation des migrants, en particulier dans le gouvernorat de Sfax, et des réunions de coordination avec Avocats Sans Frontières et l'organisation Save the Children International.

8. Interventions du Croissant-Rouge tunisien à l'appui des efforts humanitaires de l'État et en partenariat avec celui-ci

Depuis sa création, le Croissant-Rouge tunisien soutient l'action humanitaire menée par l'État et participe à l'élaboration des stratégies nationales en matière de migration.

• Principales interventions du Croissant-Rouge tunisien :

- Accueil : l'organisation accueille les migrants à leur arrivée aux frontières maritimes ou terrestres, ses bureaux locaux étant immédiatement informés des opérations de sauvetage en mer et de l'entrée de réfugiés par voie terrestre ;
- Couverture sanitaire : dès réception d'un signalement, une équipe de bénévoles, accompagnée d'ambulanciers, de médecins et de personnel infirmier se met en route. Les migrants sont secourus, leur état de santé est vérifié et des mesures d'urgence sont prises en cas de blessure ou de maladie nécessitant des examens et des analyses plus approfondis ;
- Vivres : l'équipe de bénévoles distribue des vivres aux migrants (repas sains et équilibrés), à leur arrivée, la faim étant dans la plupart des cas à l'origine de l'état d'épuisement dans lequel ceux-ci se trouvent. Elle leur fournit en outre des vêtements, et notamment des couvertures en hiver ;
- Rétablissement des liens familiaux : des bénévoles spécialisés offrent aux migrants des services de rétablissement des liens familiaux en leur donnant les moyens de communiquer avec leur famille et de la rassurer ;
- Accompagnement des migrants vers les foyers d'accueil ;
- Hébergement : les migrants en situation irrégulière sont hébergés dans des foyers gérés par le Croissant-Rouge tunisien en partenariat avec l'OIM et le HCR.

- **Interventions du Croissant-Rouge tunisien au cours des cinq dernières années :** accueil de 5 980 migrants en situation irrégulière secourus en mer, distribution de 20 000 repas, réalisation de 12 460 examens médicaux, fourniture de 7 500 couvertures, hébergement de migrants dans des foyers, distribution de 176 000 masques et de 196 litres de gel désinfectant à des migrants, transport de migrants vers des centres de vaccination, création de 15 dispensaires mobiles pour les migrants, fourniture de 321 services juridiques en leur faveur, réalisation d'activités d'orientation et d'information, distribution de 15 000 aides alimentaires et de 500 boîtes de lait infantile ;

- **Enfants non accompagnés** : au cours des cinq dernières années, environ 500 enfants ont bénéficié de services d'accompagnement à l'école, de cours de soutien scolaire, de soins de santé et d'autres services destinés aux enfants. Certains ont été hébergés dans des foyers ;
- **Femmes migrantes** : les femmes, en particulier les femmes enceintes, sont prises en charge et hébergées dans des foyers, en partenariat avec l'OIM et le HCR, afin que leur dignité soit préservée. Dans la plupart des cas, le Croissant-Rouge surveille la situation de ces femmes et assure leur accompagnement dans les hôpitaux, afin qu'elles bénéficient d'un suivi pendant leur grossesse et leur accouchement, ainsi que la distribution de médicaments et l'accès à des médecins bénévoles, dans les situations nécessitant un suivi ;
- **Programme de services de rétablissement des liens familiaux** : en partenariat avec le CICR, le Croissant-Rouge tunisien a lancé le projet de rétablissement des liens familiaux, formé des bénévoles à cet effet, désigné des points de contact dans tous les organismes et assuré des ressources matérielles et logistiques, notamment la distribution de téléphones et de tablettes électroniques aux bénévoles chargés de prendre contact avec les familles des migrants et de rétablir les liens familiaux ;
- **Zones de forte concentration de migrants** : les migrants sont principalement concentrés dans les zones suivantes : Médenine, Zarsis, Tataouine, Sousse, Kasserine, Sfax, Tunis, Raoued, la Soukra, la Marsa, el Aouina, Mahdia, Chebba, Djerba Midoun et autres ;
- **Principaux partenaires du Croissant-Rouge tunisien** : il collabore avec toutes les institutions de l'État, en particulier le Ministère des affaires étrangères, de la migration et des Tunisiens à l'étranger et le Ministère de l'intérieur, aux niveaux national, régional et local, ainsi qu'avec le Ministère de la santé, son principal partenaire en matière de santé et de services de santé aux migrants, notamment aux migrants en situation irrégulière, dont le droit à la santé est garanti par la législation tunisienne. Ainsi, la fourniture de services, en particulier aux blessés, aux femmes enceintes et aux enfants, est assurée dans le cadre d'une coordination entre le Croissant-Rouge tunisien, les administrations régionales et les établissements de santé. Le Croissant-Rouge tunisien entretient en outre des partenariats à l'échelle internationale, principalement avec l'OIM, le HCR et le CICR. Il mène aussi des activités en collaboration avec le CICR et la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge.

IX. Plaintes pour violences xénophobes déposées par les migrants qui en sont victimes ou leurs proches/informations sur la nature des actes commis et la suite donnée aux procès-verbaux et aux plaintes

1. Nombre de tribunaux de première instance ayant communiqué des données sur les migrants touchés

Des données statistiques sur les procès-verbaux et les plaintes concernant des migrants subsahariens victimes de violences ont été communiquées par 28 tribunaux de première instance, parmi lesquels 13 ont déclaré avoir reçu des procès-verbaux ou des plaintes (46 %) et 15 ont indiqué ne pas en avoir reçu (54 %).

2. Nombre de migrants touchés

Les tribunaux de première instance ont reçu 66 procès-verbaux et plaintes concernant des agressions qui ont fait 109 victimes parmi les migrants subsahariens (91 hommes et 18 femmes).

3. Nombre d'accusés (par sexe)

Outre les 113 personnes (82 hommes et 2 femmes) accusées d'agression contre des migrants subsahariens, on compte 29 autres mis en cause non identifiés.

4. Suite donnée aux procès-verbaux et aux plaintes

Sur les 66 procès-verbaux et plaintes dénonçant des agressions de migrants subsahariens qui ont été reçus, 12 dossiers ont été soumis à enquête, 6 ont été transmis au Conseil, 1 a été transmis à la chambre pénale, 2 au tribunal de district, 35 au parquet, et 10 dossiers ont été classés.

5. Nombre de procès-verbaux, de plaintes, de victimes et d'accusés (par tribunal)

Les parquets de six tribunaux de première instance, à savoir les tribunaux de Sousse, Tunis, Sfax, Sidi Bouzid, Kasserine et Siliana, ont reçu en tout 47 procès-verbaux et plaintes (71 % des 66 susmentionnés) concernant 90 migrants (83 % des 109 migrants touchés) et mettant en cause 88 accusés (78 % des 113 accusés susmentionnés).

Huit autres tribunaux, à savoir ceux de Nabeul, Kef, Sfax 2, Ben Arous, Jendouba, Monastir et Grombalia, ont reçu en tout 19 procès-verbaux et plaintes (29 % des 66 susmentionnés) concernant 19 migrants (17 % des 109 migrants touchés) et mettant en cause 25 accusés (22 % des 113 accusés susmentionnés).

6. Liste des chefs d'accusation figurant dans les procès-verbaux et les plaintes

Les chefs d'accusation figurant dans les procès-verbaux et les plaintes pour agression de migrants subsahariens transmis au parquet sont les suivants : actes de violence extrême, traite de personnes, viol, homicide intentionnel, naissance hors mariage, dissimulation de personnes, escroquerie, recours à la violence et à la menace à des fins de détention, trahison, vol, vol qualifié associé à des menaces et exploitation économique.

En conclusion, l'État tunisien demande de nouveau que ses efforts constants en matière de lutte contre la discrimination raciale ne soient pas négligés et que la question des migrations soit abordée sous un angle global afin que l'on puisse résoudre les problèmes dans ce domaine et faire en sorte que les migrations se déroulent dans la sécurité et la dignité et en toute régularité, dans le respect de la souveraineté des États et des intérêts des populations.



ردّ الدولة التّونسيّة على البلاغ المشترك الصّادر عن
الإجراءات الخاصّة لمجلس حقوق الإنسان
بخصوص وضعيّة الأفارقة جنوب الصحراء
AL TUN 3/2023

الإطار العام:

تلقت الدولة التّونسيّة البلاغ المشترك رقم AL TUN 3/2023 المؤرّخ في 30 مارس 2023 والصادر عن آلية الإجراءات الخاصّة لمجلس حقوق الإنسان ممثلة في المقررة الخاصّة المعنية بالأشكال المعاصرة للعنصرية والتمييز العنصري وكره الأجانب وفريق الخبراء العامل المعني بالمنحدرين من أصل إفريقي وفريق العمل المعني بالإيقاف التعسفي والمقررة الخاصّة المعنية بدعم وحماية الحق في حرية الرأي والتعبير والمقرر الخاص المعني بحقوق الإنسان للمهاجرين.

ويتعلّق البلاغ المشترك بادّعاءات تتصل بالتمييز والتّمييز العنصريّين، فضلاً عن خطاب الكراهية والعنف ضدّ المهاجرين من بلدان إفريقيا جنوب الصحراء والإيقاف التعسفي لهم.

وإذ تُؤكّد الدّولة التّونسيّة منهجها القائم على احترام حقوق الإنسان وتكرس قيم التّسامح والتزامها بحماية كلّ المقيمين على أراضيها في إطار دولة القانون والمؤسّسات، فإنّها تُجدّد موقفها الدّاعي إلى اعتماد مقارنة دوليّة شاملة في التّعاطي مع ظاهرة الهجرة تقوم على التّوازن بين التنمية الاقتصاديّة والاجتماعيّة وتشجيع الطّرق النّظاميّة للتّنقل، من جهة، ومكافحة الاتّجار بالبشر والهجرة غير النّظاميّة، من جهة أخرى.

كما تُذكّر بمبادرة السيّد رئيس الجمهورية لتنظيم قمة تجمع دول ضفّي المتوسط ودول إفريقيا جنوب الصحراء من أجل اعتماد منهجيّة متعدّدة الأبعاد لمعالجة الأسباب العميقة لظاهرة الهجرة ومختلف تداعياتها.

وفي هذا السّياق، تعمل الدّولة التّونسيّة على محاربة كل أشكال الاتّجار بالبشر واستغلال المهاجرين وتسعى للتّعاطي مع ظاهرة الهجرة غير النّظاميّة كإشكال اجتماعي واقتصادي وإنساني في إطار تطبيق القانون وفق ما تملّيه السّيادة الوطنيّة.

وبصورة مبدئيّة، ورجوعاً للادّعاءات التي جاء بها البلاغ المشترك، فإنّه يجب التّأكيد على أنّه لم يصدر عن أيّة جهة رسميّة أيّ خطاب كراهية ضدّ الأجانب أو أيّ تحريض على التّمييز العنصري، وأنّ تونس تتعامل مع ملفّ الهجرة وفقاً للمواثيق الدوليّة والقانون الدولي الإنساني في كنف احترام سيادة القانون.

وتعتبر الدّولة التّونسيّة ما جاء من ادّعاءات بخرق حقوق الإنسان للمهاجرين من إفريقيا جنوب الصحراء وصلت إلى حدّ الاتّهامات بالتّمييز العنصري من قبيل الحملة التشويهية والتي تتضمّن العديد من المغالطات.

ويتضمن هذا التقرير رد الدولة التونسية على الادعاءات الواردة بالبلاغ المشترك، وعرضاً لأبرز البرامج والتدابير التي تم اتخاذها على مستوى الهياكل الحكومية وشركائها من منظمات المجتمع المدني في إطار حماية حقوق الانسان للمهاجرين.

1-المعلومات أو التعليقات الإضافية في علاقة بالادعاءات المشار إليها بالبلاغ

1-فيما يتعلق بالادعاءات والمزاعم بالاحتفاظ بصاحب روضة أطفال على أساس التمييز، تجدر الملاحظة أنه تم الاحتفاظ بصاحب الروضة المذكور على خلفية إعداده لفضاء عشوائي لاستقبال الأطفال دون الحصول على ترخيص في الغرض ودون الاستجابة للشروط المفروضة لممارسة هذا النشاط، علماً وأنه سبق التنبيه عليه وعلى زوجته بضرورة الانقطاع عن ممارسة هذا النشاط ولم يمتثل لذلك.

2-فيما يتعلق بمزاعم احتجاز مهاجرين إلى حين تمكّنهم من دفع خطايا التأخير عن تجاوز مدة الإقامة، فيتّجه التذكير بالأمر الحكومي عدد 1061 لسنة 2017 المؤرخ في 26 سبتمبر 2017 الذي أعفى الأجانب ذوي الوضعيات الهشة وضحايا الاتجار بالأشخاص الراغبين في مغادرة التراب التونسي في إطار العودة الطوعية واللّاجئين وعديبي الجنسية من المعاليم المستوجبة عن تجاوز مدة الإقامة الشرعية بالبلاد التونسية بما يُفند الادعاءات الواردة في هذا الشأن.

3-فيما يتعلق بالحملة التي قام بها أحد الأحزاب السياسية المروّجة لخطابات ضدّ المهاجرين من جنوب الصحراء، فيمكن الإفادة بأنّه وفي إطار متابعة مصالح رئاسة الحكومة لنشاط الأحزاب السياسية طبقاً لأحكام المرسوم عدد 87 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الأحزاب السياسية، يذكر أنّ "الحزب القومي التونسي"، وهو حزب تأسس قانوناً بتاريخ 15 ديسمبر 2018، كان قد تقدّم الى مصالح رئاسة الحكومة بتقرير حول ما أسماه "بخطر المهاجرين الأفارقة جنوب الصحراء المقيمين بصفة غير قانونية على الأراضي التونسية والسعي الى توطيئهم بتونس". وعلى هذا الأساس فقد تمت دعوة الحزب المذكور الى جلسة عمل التأمّت بتاريخ 09 فيفري 2023، تمّ خلالها تذكير الحزب بأحكام المرسوم عدد 87 لسنة 2011 الذي يُحجّر على الأحزاب السياسية أن تعتمد في نظامها الأساسي أو في بياناتها أو في برامجها أو في نشاطها الدعوة للتمييز على أسس دينية أو فئويّة أو جنسية أو جهويّة. كما يلزمها باحترام حقوق الانسان كما ضبّطت بالاتفاقيات الدوليّة التي صادقت عليها الجمهورية التونسية (الفصلين 3 و 4 من المرسوم). الا أنّه لوحظ لاحقاً، سواء عبر مواقع التواصل الاجتماعي أو وسائل الاعلام، أنّ الحزب المذكور قام بأنشطة وأدلى بتصريحات تضحّنت تمييزاً عنصرياً على معنى القانون الأساسي عدد 50 لسنة 2018 المؤرخ في 23 أكتوبر 2018 والمتعلّق بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري، مُستهدفاً مواطني دول افريقيا جنوب الصحراء المهاجرين الى تونس، بما يُشكّل مخالفة لأحكام المرسوم عدد 87 لسنة 2011 وخاصة الفصلين 3 و 4 منه. وعليه، فقد تمّ الشروع في اتخاذ الإجراءات العقابية المنصوص عليها بالفصل 28 من نفس المرسوم ضدّ هذا الحزب والتي تقتضي التنبيه عليه بضرورة إزالة المخالفات المنسوبة اليه خلال مُدّة لا تزيد عن شهر. وتجدر الملاحظة أنّ نظام العقوبات المنصوص عليه بالمرسوم عدد 87 لسنة 2011 المتعلّق بتنظيم الأحزاب السياسية يفرض تطبيق نفس العقوبات مع اعتماد التدرّج على جميع المخالفات المرتكبة من قبل الأحزاب بقطع النظر عن طبيعتها. كما أنّه باستثناء عقوبة التنبيه على الحزب، وهي عقوبة إداريّة، فإنّ بقية العقوبات المقرّرة (تعليق النشاط لمدة شهر ثم الحلّ في صورة التماادي في المخالفة) هي عقوبات تُصدرها الجهات القضائية المختصة ولا يُمكن تفعيلها إلا بعد استنفاد جميع طرق الطعن القانونية.

II- فيما يتعلق بعدد المهاجرين المحتجزين حالياً والحماية القانونية التي يتمتعون بها:

بلغ عدد المساجين من المهاجرين الأفارقة جنوب الصحراء إلى غاية تاريخ 18 أفريل 2023 مجموع 626 سجين، ينقسمون بين 332 محكوم (96% من الذكور و4% من الإناث) و294 موقوف (93% من الذكور و7% من الإناث). أما بالنسبة لطبيعة الجرائم المرتكبة من قبل المحكومين والموقوفين ونسبها:

- بالنسبة للموقوفين: تصدرت جريمة الهجرة غير الشرعية قائمة الجرائم المسجلة من قبل المهاجرين الأفارقة جنوب الصحراء بحوالي 169 موقوف أي بنسبة 57% من جملة الموقوفين ثم جريمة العصيان بحوالي 35 موقوف، ثم جريمة تحويل وجهة شخص بحوالي 19 موقوف، والمخدرات (14 موقوف) والسرقه (13 موقوف) والقتل (12 موقوف) والتحليل (10 موقوفين).

- بالنسبة للمحكومين: تصدرت جريمة الهجرة غير النظامية قائمة الجرائم بحوالي 298 محكوم أي بنسبة 89% من جملة المحكومين تليها جريمة المخدرات بحوالي 20 محكوم أي بنسبة 6% ثم جريمة السرقة (6 محكومين) ثم جريمة القتل (5 محكومين).

وفيما يخص الحماية القانونية التي يتمتع بها هؤلاء المسجونين، فلقد تمّ التنصيب عليها بالخصوص صلب القانون عدد 52 لسنة 2001 المؤرخ في 14 ماي 2001 المتعلق بنظام السجون. وأهم ما ورد بهذا القانون هو التالي:

- يقع تصنيف المساجين بمجرد إيداعهم على أساس الجنس والسن ونوع الجريمة والحالة الجزائية بحسب ما إذا كانوا مبتدئين أو عاندين.

- يتم إيداع السجينات إما بسجن النسوة أو بأجنحة منعزلة ببقية السجون، وتقوم بحراستهن حراسات تعملن تحت إشراف مدير السجن. ولا يجوز لمدير السجن دخول جناح النسوة أو ورشة التكوين والإنتاج إلا مصحوباً بحارسة وعند التّعذر بعونين.

- تتمتع السجينة الحامل بالرعاية الطبية قبل الولادة وبعدها وتتخذ الترتيبات لجعل الأطفال يولدون بمؤسسة استشفائية خارج السجن. وإذا وُلد الطفل بالسجن يُحجّر التنصيب بدفاتر الحالة المدنية ورسومها والنسخ المستخرجة منها على وقوع الولادة بالسجن. ويتم قبول الأطفال المصاحبين لأمهاتهم السجينات عند إيداعهنّ بالسجن إلى سن الثالثة من عمرهم. وإذا بلغ الطفل سن الثلاثة أعوام يقع تسليمه لوالده أو لشخص تختاره الأم، وعند التعذر تتولى إدارة السجن إعلام قاضي تنفيذ العقوبات الذي يعهد بذلك إلى قاضي الأسرة المختص ترابياً للإذن بالإجراء المناسب إزاء الطفل. وإذا اقتضى الأمر إيداع الطفل بالسجن فإنه يودع بجناح خاص بالأطفال، مع وجوب فصله ليلاً عن بقية المساجين من الكهول.

- يتولى مدير السجن مسك دفتر مرقم ومختوم من قبل رئيس المحكمة الابتدائية المختص ترابياً لتسجيل هوية كل سجين وموجب إيداعه والسلطة القضائية التي صدر عنها الإذن ويوم وساعة الإيداع والخروج. ويقع تعريف السجين عند إيداعه بمقتضيات النصوص القانونية والترتيبية التي يخضع لها بالسجن، ويتم ذلك مشافهة بما يكفل علم السجن الأجنبي بمضمونها.

- يقع عرض السجين بمجرد إيداعه على طبيب السجن، وإذا اتضح أنه مصاب بمرض مُعد يتم عزله بجناح مخصص للغرض. ويخضع الطفل المصاحب لأمه للكشف الطبي، وتوفر له إدارة السجن مستلزمات النظافة والغذاء إلى جانب الخدمات الطبية والوقائية. وتنسحب نفس الإجراءات على الطفل المولود خلال قضاء أمه لعقوبة السجن.

- يقيم السجين بغرفة ذات تهوية وإضاءة كافيتين وتتوفر فيها المرافق الصحية الضرورية وعلى الإدارة السجنية أن توفر لكل شخص عند إيداعه السجن فراشا فرديا وما يلزمه من غطاء. ويحق للسجين الأجنبي الحصول على مستلزمات النظافة الأساسية وأدوات النظافة. كما يحق له الاستحمام مرة واحدة على الأقل في الأسبوع وفي كل الحالات الأخرى التي يرى فيها طبيب السجن أن الاستحمام ضروري.

- للسجين الحق في الرعاية الصحية البدنية والنفسية حيث تكفل ظروف الإقامة بالسجن للسجين حرمة الجسدية والمعنوية. ويتمتع السجين الأجنبي بالحق في مجانية المعالجة والدواء داخل السجن وعند التعذر بالمؤسسات الاستشفائية. كما يتم تكوين ملف طبي للسجين موقوفاً كان أو محكوماً منذ إخضاعه للفحص الأولي عند الدخول إلى السجن من قبل طبيب الوحدة السجنية.

- يتمتع السجين بعدد الأنشطة على غرار التكوين المهني ومتابعة التشغيل وممارسة الأنشطة الثقافية والرياضية والحصول على الكتب والمجلات وممارسة الشغائر الدينية.

- يحق للسجين الأجنبي موقوفاً كان أو محكوماً تلقي الزيارات من أقاربه ومراسلتهم وتلقي المؤونة والطرود والحوالات والملابس منهم. كما يمكن للموظفين القنصليين أو الأعوان الديبلوماسيين المكلفين بوظائف قنصلية القيام بزيارة مواطني بلدانهم المساجين بترخيص من السلطة القضائية. كما تقوم المنظمات والجمعيات على غرار اللجنة الدولية للصليب الأحمر بإيصال إرساليات قصيرة إلى السجين من طرف ذويه أو العكس.

- في علاقته بالمحامي، فإنه يحق للسجين الأجنبي مقابلة المحامي المكلف بالدفاع عنه بدون حضور أحد أعوان السجن بالنسبة إلى الموقوف تحفظياً أو المحكوم عليه بحكم غير بات وذلك بناءً على ترخيص من الجهة القضائية المتعده، أما إذا كان السجين الأجنبي محكوم عليه بحكم بات فيحق له مقابلة محام بترخيص من الإدارة المكلفة بالسجون والإصلاح وبحضور أحد موظفي السجن، وفي كل الأحوال فيحق له مكاتبه المحامي المكلف بالدفاع عنه.

- في علاقته بالقضاء، فإنه يحق للسجين الأجنبي مقابلة قاضي تنفيذ العقوبات بالنسبة إلى المحكوم عليه في الحالات المنصوص عليها بالتشريع الجاري به العمل، وفي كل الأحوال مكاتبه السلط القضائية المعنية وذلك عن طريق إدارة السجن.

- في علاقته بمدير السجن، فإنه يحق للسجين الأجنبي مقابلة هذا الأخير.

ويتمتع السجين الأجنبي بالعفو أو السراح الشرطي على غرار سائر المساجين دون تمييز.

وتجدر الإشارة إلى أنه تم تضمين حماية بعض الفئات التي تتطلب رعاية خصوصية كالتساء والأطفال وذوي الإعاقة ضمن مخرجات الخطة الوطنية لتنفيذ قرار مجلس الأمن 1325 "المرأة والسلام والأمن" المنبثقة عن مجلس النظراء للمساواة وتكافؤ الفرص بين المرأة والرجل، المحدث بمقتضى الأمر الحكومي عدد 626 لسنة 2016، والتي تعتبر قاعدة مرجعية وخارطة عمل في التعامل مع المهاجرين عموماً والفئات الخاصة منهم على غرار النساء. وهو ما يعزز انخراط الجمهورية التونسية في المنظومة الأممية والمعايير الدولية في مجال التعامل مع ملف الهجرة.

III- مراكز احتجاز المهاجرين بما في ذلك ظروف الاحتجاز وطريقة معاملة المحتجزين ومدى تطابقها مع الالتزامات الدولية في مجال حقوق الإنسان :

يتم إيواء المهاجرين بمركز الإيواء والتوجيه بالوردية التابع للإدارة العامة للحرس الوطني، وهو فضاء مُعدّ للإيواء الوقفي للأجانب المحالين إليه من قبل المصالح الإدارية أو السجنية بسبب دخولهم إلى البلاد التونسية أو إقامتهم بها بصفة غير قانونية، وذلك في انتظار دراسة وضعياتهم القانونية.

ويندرج هذا المجال ضمن الاختصاص الحصري لمصالح وزارة الداخلية عملاً بأحكام الأمر عدد 342 لسنة 1975 المؤرخ في 30 ماي 1975 والمتعلق بضبط مشمولات وزارة الداخلية (مراقبة جولان الأشخاص بكامل تراب الجمهورية وخاصة بالحدود الترابية والبحرية) وبأحكام القانون عدد 7 لسنة 1968 المؤرخ في 8 مارس 1968 والمتعلق بحالة الأجانب بالبلاد التونسية.

وتعمل الوحدات الأمنية المختصة بالأبحاث العدلية والهيكل المشرفة على الاحتفاظ بوزارة الداخلية في كنف الضوابط الدستورية والقانونية وتحت رقابة السلط القضائية المختصة في كافة مراحل البحث. وحرصاً من الوزارة على مزيد توضيح مختلف الإجراءات المتعلقة بالتعامل مع ذوي الشبهة دون تمييز، تم بتاريخ 10 ديسمبر 2022 إصدار ملحوظات عمل تتعلق باعتماد:

- دليل إجراءات عملية حول متطلبات تطبيق القانون عدد 5 لسنة 2016 المؤرخ في 16 فيفري 2016 المنقح والمتمم لمجلة الإجراءات الجزائية.

- معلقة الضمانات المخولة للأشخاص المحتفظ بهم وتعميمها على جميع مقرات مراكز الأمن والحرس الوطنيين ومختلف الوحدات الأمنية ذات العلاقة بمنظومة الاحتفاظ.

- دليل الممارسات المحمودة للموظفين المكلفين بإنفاذ القوانين في مجال الاحتفاظ.

وبخصوص بعض عمليات الاحتفاظ التي تشمل أفراداً من الجالية الإفريقية، تجدر الإشارة إلى أنها تتم لارتكابهم أفعالاً مجرّمة وفق ما يقتضيه القانون عدد 5 لسنة 2016 المذكور والجاري به العمل على عموم المواطنين التونسيين وعلى كل الأجانب المتواجدين على التراب التونسي دون تمييز وفي إطار احترام حقوق الإنسان.

وتتكفل الدولة بإمكانياتها الذاتية بتوفير كافة متطلبات الإقامة والإعاشة والعلاج والإحاطة، كما تتولى التنسيق مع مختلف الهياكل وممثلات بلدانهم وبعض المنظمات غير الحكومية ذات الاختصاص على غرار المنظمة الدولية للهجرة والمفوضية السامية لشؤون اللاجئين لمّ يد المساعدة للمأويين.

وتبلغ طاقة الاستيعاب الجمالية للمركز 80 مأوي (60 ذكور و20 إناث). كما يشتمل المركز على وحدة صحية (تضم طبيبة وصيدلي وممرضة) تتولى توفير الإحاطة الصحية للمأويين مع مراعاة الوضعيات الخاصة.

ومن ناحية أخرى، فإن مركز الإيواء والتوجيه بالوردية مفتوح لكافة آليات الرصد والرقابة الخارجية للزيارة والإطلاع على ظروف الإقامة والإعاشة والإحاطة الصحية، على غرار زيارة منظمة أطباء العالم واللجنة الدولية للصليب الأحمر والرابطة التونسية للدفاع عن حقوق الإنسان والهيئة الوطنية لمناهضة التعذيب واللجنة الفرعية لمنع التعذيب.

* كيفية تمتع المهاجرين بالنفاذ إلى العدالة بصورة ناجعة بما في ذلك حقهم في الطعن في شرعية الإيقاف:

إضافة إلى الأحكام المنصوص عليها بالقانون عدد 52 لسنة 2001 المؤرخ في 14 ماي 2001 المتعلق بنظام السجون، التي تم ذكرها سابقا، والمتمثلة أساسا في علاقة المهاجرين المسجونين بالقضاء والمحامي ومدير السجن، فتجدر الملاحظة إلى أن الحق في النفاذ إلى العدالة مضمون بمقتضى القانون لكل شخص تتم معاملته بصورة غير متطابقة مع القانون ودون تمييز.

ويتم النفاذ إلى العدالة من خلال آليات القانون الإداري أي من خلال الطعن في القرار الإداري المتخذ لدى المحكمة الإدارية، وكذلك من خلال آليات القانون الجزائي أي من خلال تقديم شكاية في الغرض لدى وكيل الجمهورية. أضف إلى ذلك، فإن الحق في الدفاع مضمون، وهو مبدأ دستوري تم التنصيص عليه صلب الفصل 35، إضافة إلى بقية نصوص مجلة الإجراءات الجزائية.

IV- الإجراءات والتدابير المتخذة من قبل الحكومة والهادفة لحماية حقوق الإنسان للمهاجرين، وذلك بقطع النظر عن وضعيتهم والإجراءات والتدابير الخصوصية الهادفة إلى حماية حقوق الإنسان للأطفال المهاجرين بتونس.

1- الإجراءات والتدابير المتخذة من قبل الحكومة والهادفة لحماية حقوق الإنسان للمهاجرين بقطع النظر عن وضعيتهم:

1-1- التدابير التشريعية:

أكدت توطئة دستور 25 جويلية 2022 على الانتماء الإفريقي للدولة التونسية، وينسجم هذا المعطى الدستوري مع مصادقة تونس منذ سنة 1966، أي بعد سنوات قليلة من استقلالها، على الاتفاقية الدولية المتعلقة بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري. وتعتبر تونس من الدول الأوائل التي صادقت على هذه الاتفاقية وذلك بمقتضى القانون عدد 70 لسنة 1966 المؤرخ في 28 نوفمبر 1966.

وإضافة إلى ذلك، تم على المستوى القانوني إصدار مجموعة من النصوص تتضمن أحكاما تتعلق بحماية حقوق الإنسان للمهاجرين، وذلك بقطع النظر عن وضعيتهم، وتتمثل هذه النصوص في التالي:

- القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 المؤرخ في 3 أوت 2016 المتعلق بمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته: والذي يهدف إلى منع كل أشكال الاستغلال التي يمكن أن يتعرض لها الأشخاص وخاصة النساء والأطفال ومكافحتها بالوقاية من الاتجار بهم وزجر مرتكبيه وحماية ضحاياه ومساعدتهم، كما يهدف أيضا إلى دعم التنسيق الوطني والتعاون الدولي في مجال مكافحة الاتجار بالأشخاص في إطار الاتفاقيات الدولية والإقليمية والثنائية المصادق عليها من قبل الجمهورية التونسية. ولقد نص هذا القانون صراحة على أنه تدخل ضمن طائلة الاتجار بالأشخاص خضوع الشخص للاستغلال الناجم عن حالة الاستضعاف والتي من أبرز مظاهرها الوضعية غير القانونية للشخص أو احتياجه الشديد.

- القانون الأساسي عدد 50 لسنة 2018 المؤرخ في 23 أكتوبر 2018 المتعلق بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري:

أولا: تبني هذا القانون، صلب فصله الثاني، نفس التعريف للتمييز العنصري الوارد بالمادة الأولى من الاتفاقية، حيث عرّف التمييز العنصري بأنه "كل تفرقة أو استثناء أو تقييد أو تفضيل يقوم على أساس العرق أو اللون أو النسب أو الأصل القومي أو الاثني أو غيره من أشكال التمييز العنصري على معنى المعاهدات الدولية المصادق عليها والذي من

شأنه أن ينتج عنه تعطيل أو عرقلة أو حرمان من التمتع بالحقوق والحريات أو ممارستها على قدم المساواة أو أن ينتج عنه تحميل واجبات وأعباء إضافية".

ثانياً: التنصيص، صلب فصله الثامن، على أحكام جزائية، تتمثل في العقاب بالسجن من شهر إلى عام واحد وبخطية من خمسمائة إلى ألف دينار أو بإحدى العقوبات، تُسلط على كل "من يرتكب فعلاً أو يصدر عنه قولاً يتضمن تمييزاً عنصرياً بقصد الاحتقار أو النيل من الكرامة، وتضاعف العقوبة إذا كان الضحية طفلاً أو في حالة استضعاف بسبب التقدم في السن أو الإعاقة أو الحمل الظاهر أو الهجرة أو اللجوء أو إذا كان لمرتكب الفعل سلطة قانونية أو فعلية على الضحية أو استغل نفوذ وظيفه أو إذا صدر الفعل عن مجموعة أشخاص سواء كفاعلين أصليين أو مشاركين". ومن ناحية أخرى، يعاقب الفصل التاسع من هذا القانون بالسجن من عام إلى ثلاثة أعوام وبخطية مالية من ألف إلى ثلاثة آلاف دينار أو بإحدى العقوبات "كل من يقوم بالتحريض على الكراهية والعنف والتفرقة والفصل والعزل أو التهديد بذلك تجاه كل شخص أو مجموعة أشخاص، ينشر الأفكار القائمة على التمييز العنصري أو التفوق العنصري أو الكراهية العنصرية بأي وسيلة من الوسائل، يشيد بممارسات التمييز العنصري عبر أي وسيلة من الوسائل، يكون مجموعة أو تنظيم يؤتد بصفة واضحة ومتكررة التمييز العنصري أو الانتماء إليه أو المشاركة فيه، وكل شخص يدعم الأنشطة أو الجمعيات أو التنظيمات ذات الطابع العنصري أو تمويلها"، وبذلك فإن الدافع العنصري هو ظرف مُوجب لتشديد العقوبة.

ثالثاً: أقر القانون المذكور نظاماً قانونياً لضحايا التمييز العنصري، حيث متّعهم "بالحق في الحماية القانونية وفق التشريع الجاري به العمل، الإحاطة الصحية والنفسية والاجتماعية المناسبة لطبيعة التمييز العنصري الممارس ضدهم بما يكفل أمنهم وسلامتهم وحرمتهم الجسدية والنفسية وكرامتهم"، كما أقر لفائدتهم "تعويضاً قضائياً عادلاً ومتناسباً مع الأضرار المادية والمعنوية اللاحقة بهم جزاء التمييز العنصري". هذا وقد صدرت العديد من الأحكام القضائية وفق هذا القانون بما يؤكد التقدم في تفعيله ميدانياً استجابة لأهدافه المرصودة.

- القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017 مؤرخ في 11 أوت 2017 المتعلق بمكافحة العنف ضد المرأة ويحمي هذا القانون النساء والفتيات من جميع أنواع العنف وهو قانون شامل يتضمن الوقاية والردع والتعهد متعدد القطاعات بالنساء والفتيات ضحايا العنف.

- القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 والمتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال مثلما تم تنقيحه وإتمامه بالقانون الأساسي عدد 9 لسنة 2019 المؤرخ في 23 جانفي 2019. وتعتبر النقطة الثامنة من الفصل 14 لهذا القانون "مرتكباً لجريمة إرهابية كل من يقوم بالتكفير أو الدعوة إليه أو التحريض على الكراهية أو التباغض بين الأجناس والأديان والمذاهب أو الدعوة إليهما"، ولقد تم التنصيص على عقوبات جزائية تتراوح بين السجن لمدة سنة والإعدام في حالات معينة.

- المرسوم عدد 87 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الأحزاب السياسية: والذي حَجَر في فصله الرابع على الأحزاب السياسية "أن تعتمد في نظامها الأساسي أو في بياناتها أو في برامجها أو في نشاطها الدعوة إلى العنف والكراهية والتعصب والتمييز على أسس دينية أو فئوية أو جنسية أو جهوية".

- المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المؤرخ في 24 سبتمبر 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات: والذي حَجَر أيضا في فصله الرابع على الجمعيات "أن تعتمد في نظامها الأساسي أو في بياناتها أو في برامجها أو في نشاطها الدعوة إلى العنف والكراهية والتعصب والتمييز على أسس دينية أو جنسية أو جهوية".

- المرسوم عدد 115 لسنة 2011 مؤرخ في 2 نوفمبر 2011 المتعلق بحرية الصحافة والطباعة والنشر والذي سَلَط صلب فصله الثاني والخمسون عقوبة "بالسجن من عام إلى ثلاثة أعوام وبخطية من ألف إلى ألفي دينار على كل من يدعو مباشرة إلى الكراهية بين الأجnas أو الأديان أو السكان وذلك بالتحريض على التمييز واستعمال الوسائل العدائية أو العنف أو نشر أفكار قائمة على التمييز العنصري".

- المرسوم عدد 54 لسنة 2022 المؤرخ في 13 سبتمبر 2022 المتعلق بمكافحة الجرائم المتصلة بأنظمة المعلومات والاتصال والذي يُجرَم الفصل 24 منه استعمال أنظمة المعلومات للتحريض على الاعتداء على الغير أو الحث على خطاب الكراهية.

1-2- الإجراءات والتدابير على المستوى المؤسسي:

تكرسا للتوجه الرامي لحماية حقوق الإنسان للمهاجرين، وذلك بقطع النظر عن وضعيتهم، يحتوي النسيج المؤسسي التونسي على عدد من الهيئات واللجان الوطنية التي تنفذ برامج وخطط عمل في المجال، هذا فضلا عن دور الجمعيات ومنظمات المجتمع المدني في معاضدة دور الحكومة. وتتمثل أبرز هذه المؤسسات فيما يلي:

- الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص: والتي تتولى بالخصوص وضع استراتيجية وطنية تهدف إلى منع الاتجار بالأشخاص ومكافحته واقتراح الآليات الكفيلة بتنفيذها فضلا عن تلقي الإشعارات حول عمليات الاتجار بالأشخاص وإحالتها على الجهات القضائية المختصة والعمل على تنظيم الدورات التدريبية والإشراف على برامج التكوين على الصعيدين الوطني والدولي في المجالات ذات العلاقة بنشاطها.

- الهيئة الوطنية للوقاية من التعذيب: وهي هيئة عمومية مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية والاستقلال الإداري والمالي، تتولى بالخصوص القيام بزيارات دورية منتظمة وأخرى فجنية دون سابق إعلام وفي أي وقت تختاره لأماكن الاحتجاز التي يوجد فيها أشخاص محرومون أو يمكن أن يكونوا محرومين من حريتهم، كما تتولى أيضا التأكد من خلوّ أماكن الاحتجاز من ممارسة التعذيب وغيره من المعاملات أو العقوبات القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة، ومراقبة مدى تلاؤم ظروف الاحتجاز وتنفيذ العقوبة مع المعايير الدولية لحقوق الإنسان والقوانين الوطنية، فضلا عن تلقيها للبلاغات والإشعارات حول الحالات المحتملة للتعذيب أو المعاملات أو العقوبات القاسية أو اللاإنسانية أو المهينة في أماكن الاحتجاز والتقصي بشأنها وإحالتها بحسب الحالة إلى السلط الإدارية أو القضائية المختصة.

- الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري: وهي هيئة تسهر على تنظيم وتعديل الاتصال السمعي والبصري من خلال إرساء مشهد إعلامي تعددي ومتنوع ومتوازن يكرس قيم الحرية والعدالة وينبذ التمييز على أساس الأصل أو الجنس أو الدين، وفي هذا الإطار أطلقت الهيئة مشروع "رصد خطاب التحريض في وسائل الإعلام" من أجل التصدي للخطاب الذي يحث على العنف والكراهية والعنصرية بكل أشكالها في وسائل الإعلام، سواء أكان هذا الخطاب ظاهرا أو مغفيا والذي يتجاوز حرية التعبير وأخلاقيات المهنة. ولقد بدأت ملامح هذا المشروع تتشكل منذ أكتوبر 2015، عندما قامت الهيئة العليا المستقلة للاتصال السمعي والبصري بدراسة تجريبية حول خطاب

التعرض على الكراهية في وسائل الإعلام السمعية البصرية، اعتمادا على مقارنة حقوق الإنسان، وبالتعاون مع مكتب تونس للمفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان.

- الهيئة العليا لحقوق الإنسان والحريات الأساسية: وهي هيئة وطنية تتمتع بالشخصية القانونية والاستقلال المالي تهدف إلى النهوض بحقوق الإنسان وحمايتها وترسيخ قيمها ونشر ثقافتها والإسهام في ضمان ممارستها، وتتولى لهذا الغرض بالخصوص إبداء الرأي في المسائل المتعلقة بحقوق الإنسان مع إمكانية التعهد التلقائي بأية مسألة تتعلق بدعم حقوق الإنسان والحريات الأساسية وحمايتها، ولفت الانتباه إلى الانتهاكات في هذا المجال، كما تتولى أيضا قبول العرائض والشكايات حول المسائل ذات الصلة بحقوق الإنسان والحريات الأساسية والنظر فيها والاستماع عند الاقتضاء إلى أصحابها وإحالتها إلى أية سلطة أخرى مختصة للتعهد وإعلام أصحاب العرائض والشكايات بسبل الانتصاف المتاحة لهم. وتواصل هذه الهيئة عملها في انتظار تركيز هيئة حقوق الإنسان المحدثة بمقتضى القانون عدد 51 لسنة 2018 المؤرخ في 29 أكتوبر 2018.

- اللجنة الوطنية لمناهضة التمييز العنصري: والتي ينتظر أن يتم إحداثها فعليا في المرحلة القادمة بعد أن تم إصدار الأمر الحكومي المحدث لها سنة 2021، وستتولى هذه اللجنة بالخصوص جمع ومتابعة مختلف المعطيات ذات العلاقة بالتمييز العنصري ورصد الإخلالات واقتراح التدابير اللازمة وبتصوّر واقتراح الاستراتيجيات والسياسات العمومية الكفيلة بالقضاء على جميع أشكال التمييز العنصري فضلا عن التعاون مع منظمات المجتمع المدني وسائر المنظمات ذات الصلة بمناهضة جميع أشكال التمييز العنصري لمساعدتها على تنفيذ برامجها في هذا المجال.

- الجمعيات ومنظمات المجتمع المدني التي تعاضد دور الحكومة: ومن أبرزها الهلال الأحمر التونسي، وهو جمعية إنسانية تونسية تنتمي إلى الحركة الدولية لجمعيات الصليب الأحمر والصليب الأحمر. ويضطلع الهلال الأحمر بدور مهم إزاء ظاهرة الهجرة، حيث يتولى بالخصوص تقديم الإمدادات واللوازم الضرورية للمهاجرين وتوفير الرعاية الصحية بما في ذلك المجال النفسي وتقديم مساعدات مالية والعمل على لّم شمل العائلات إضافة إلى تقديم مختلف المعلومات الضرورية.

وتجدر الإشارة، في هذا الباب، إلى المشروع النموذجي لرقمنة التصرف الإداري في ملفات الأجانب بمكتب استقبال الأجانب بالمرسى حيث تولت وزارة الشؤون الاجتماعية (المرصد الوطني للهجرة) ووزارة الداخلية (الإدارة العامة للأمن الوطني) وبالتعاون مع المنظمة الدولية للهجرة، إحداث مكتب نموذجي لاستقبال المهاجرين الوافدين وتأهيله بالتجهيزات المطابقة لمواصفات ICAO وتركيز المنظومة المعلوماتية بها، بغرض تحسين نوعية الخدمات المقدمة للمهاجرين الوافدين من خلال اختزال الأجل لإسداء الخدمات والحصول على بيانات صحيحة وموثوقة عبر تطبيقات تؤمن حماية هذه المعطيات والبيانات.

الإجراءات والتدابير على مستوى تدعيم ثقافة حقوق الإنسان للمهاجرين:

في إطار العمل على حماية حقوق الإنسان للمهاجرين بقطع النظر عن وضعيتهم، تولت عدة وزارات القيام بأنشطة هادفة إلى تدعيم ثقافة حقوق الإنسان في هذا المجال. وتتمثل أهم الأنشطة فيما يلي:

- الأنشطة التي قامت بها وزارة الشؤون الدينية: تم بالشراكة مع مكتب تونس للمفوضية السامية لحقوق الإنسان، خلال الفترة المتراوحة بين 2019 و2021، القيام بعدة أنشطة في مجال تدعيم حقوق الإنسان للمهاجرين. وفي هذا الإطار تم في مارس وأفريل 2019 إنجاز ورشة عمل لدعم دور الوزارة في إرساء ثقافة حقوق الإنسان تم خلالها تحديد

الاستراتيجية وآليات العمل وتركيز لجنة قيادة مشروع التعاون مع المفوضية السامية لتطبيق الخطة الاستراتيجية التي تم ضبطها. وفي نفس السياق، تم انجاز ثلاث ورشات تفكير إقليمية حول "حرية الرأي والتعبير ودور الإطارات الدينية في مناهضة خطاب التحريض على العنف والكراهية" في ثلاث ولايات: سوسة: أيام 12-13 و14 نوفمبر 2021 / مدين (جربة): أيام 22-23 و24 نوفمبر 2021 / ولاية جندوبة (طبرقة): أيام 29-30 نوفمبر و01 ديسمبر 2021. وقد استهدفت هذه الورشات الوعاظ والأئمة الخطباء لنشر ثقافة حقوق الإنسان المبنية على السلم ونبد التمييز المنبثقان أساسا من المبادئ السمحة للدين الإسلامي.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة التربية: بذلت الوزارة مجهودات في إطار تعزيز حقوق الإنسان للمهاجرين من خلال الجانب البيداغوجي. ومن المحاور التي تم العمل عليها في إطار تجويد التعليم، مراجعة البرامج التعليمية في اتجاه تكريس قيم حقوق الانسان والديمقراطية والحرية والمساواة والتسامح والحوار مع الآخر وتعلم العيش المشترك ونبد العنف والتطرف والكراهية، هذا فضلا عن تكريس قيم الانفتاح وقبول الاختلاف والتعامل وفق مبادئ المساواة نبد التمييز.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة الداخلية: تم إخضاع الإطارات والأعوان المكلفين بإنفاذ القانون صلب مصالح وزارة الداخلية إلى تكوين أساسي ومستمر يحتوي على محاور تدريبية في مجال احترام حقوق الإنسان والحريات العامة خاصة في أحكام تطبيق مقتضيات القانون عدد 05 لسنة 2016 المتعلق بالضمانات القانونية للمحتفظ بهم، إضافة إلى إصدار ملحوظات عمل للتذكير بضرورة احترام القانون بما يضمن تمتع الجميع بحقوقهم من ناحية واحترام حرمتهم الجسدية من ناحية أخرى.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة الدفاع الوطني: تولت وزارة الدفاع الوطني إرساء برنامج متكامل لتدريس مادة حقوق الإنسان والقانون الدولي الإنساني في الأكاديميات والمدارس العسكرية خلال كامل مراحل التكوين لترسيخ المبادئ الكونية لحقوق الإنسان واحترام المواثيق الدولية. كما تتولى تكوين كبار القيادات العسكرية والمدنية بمعهد الدفاع الوطني من خلال دورات دراسية تتضمن مادة حقوق الإنسان، فضلا على مشاركة عديد الممثلين عن الوزارة في الندوات والدورات والدروس الوطنية والدولية في المجال.

- الأنشطة التي قامت بها وزارة العدل: يمثل تكوين القضاة حول معاهدات حقوق الإنسان محورا هاما في المسار التكويني لهم، إذ تم القيام بدورات دراسية للقضاة المباشرين حول المعاهدات وتطبيقها ودورات تكوينية تخصصية لفائدتهم في عدة مجالات على غرار مكافحة الاتجار بالأشخاص ومناهضة التمييز العنصري والعنف ضد المرأة. أضف إلى ذلك، فلقد رصد مخطط التنمية القطاعي لوزارة العدل 2023-2025 برمجة تكوين لفائدة القضاة في مجال الهجرة على غرار دعم الحقوق والحريات ومكافحة التمييز العنصري، وذلك بهدف تلقي المهارات والقدرات اللازمة للتعامل مع قضايا الهجرة بما في ذلك المعايير القانونية لمعالجة مختلف الحالات والتعامل مع الأطراف المعنية، بالإضافة الى تلقي التدريب اللازم الحقوق الإنسانية الأساسية وكيفية تطبيقها في قضايا الهجرة.

الأنشطة التي قامت بها وزارة الشؤون الثقافية: في إطار مواجهة خطاب الكراهية والعنصرية والعمل على ضمان الحقوق الثقافية للمهاجرين الافارقة، تم تنظيم بعض التظاهرات الثقافية والتي تندرج ضمن احترام مبدأ التعددية الثقافية والانفتاح على مختلف الثقافات الافريقية وضمان الحقوق الثقافية للمهاجرين الافارقة من جنوب الصحراء وتكريس ثقافة حقوق الانسان والتسامح والتلاقح بين الثقافات.

ونذكر على سبيل المثال التظاهرة الثقافية المنظمة من قبل وكالة إحياء التراث والتنمية الثقافية يوم 28 جانفي 2023 تحت عنوان "ثقافتنا الإفريقية تَجْمَعُنَا" بالاشتراك مع جمعية الطلبة والمتريصين الأفارقة بتونس وجمعية نكهة بلادي، وذلك احتفاءً باليوم العالمي للثقافة الإفريقية والثقافة ذات الأصول الإفريقية الذي اقرته منظمة اليونسكو يوم 24 جانفي من كل سنة.

كما يمكن ان نذكر تظاهرة "صوفيات" المنظمة من قبل مركز الموسيقى العربية والمتوسطية من 11 الى 15 افريل 2023 والتي تضمنت عروض متعلقة بالموسيقى ذات الأصول الافريقية.

وتجدر الإشارة الى أن العديد من المهرجانات والتظاهرات الفنية تمثل مناسبة للتعريف بثقافات الدول الافريقية وخاصة منها مهرجان أيام قرطاج السينمائية الذي تميز منذ احداثه بطابعه العربي والافريقي وهو يشكل نافذة مهمة للتعريف بسينما الدول الافريقية جنوب الصحراء واستضافة السينمائيين الافارقة.

وفي إطار تظاهرة الأيام الوطنية للمطالعة التي تنتظم هذه السنة في الفترة بين 24 افريل الى 24 ماي تحت عنوان "من فن الكتابة الى فن التجسيد" تم تنظيم عدد من الأنشطة بالمكتبات العمومية الراجعة بالنظر الى الوزارة التي تهدف الى التحسيس بضرورة مكافحة خطاب الكراهية والعنصرية على غرار:

- التعرف بمؤلفات هادفة الى محاربة العنصرية،

- تنظيم ورشات قراءة لتوعية الأطفال بمخاطر العنصرية،

- بث اشربة سينمائية حول مناهضة العنصرية وتنظيم نقاشات حول الوسائل الكفيلة بمقاومة جميع اشكال التمييز العنصري.

4.1. الإجراءات والتدابير المتخذة والهادفة إلى مزيد تدعيم حقوق الإنسان للمهاجرين منذ ظهور الأزمة المفتعلة: تندرج هذه الإجراءات والتدابير في إطار إيمان تونس بعمق روابطها الإفريقية، وهي تهدف إلى تسهيل إقامة المهاجرين الأفارقة بتونس، وتعزيز الإحاطة وتكثيف المساعدات الاجتماعية والصحية لفائدتهم. وتتمثل هذه الإجراءات بالأساس في:

- تسليم بطاقات إقامة لمدة سنة لفائدة الطلبة من البلدان الإفريقية الشقيقة، وذلك قصد تسهيل فترة إقامتهم بالتراب التونسي وتمكينهم من التجديد الدوري لوثائقهم في آجال مناسبة.

- التمديد في وصل الإقامة من ثلاثة أشهر إلى ستة أشهر.

- تسهيل عمليات المغادرة الطوعية لمن يرغب في ذلك في إطار منظّم وبالتنسيق المسبق مع السفارات والبعثات الدبلوماسية للدول الإفريقية بتونس.

- إعفاء الأشقاء الأفارقة من دفع خطايا التأخير المستوجبة على الوافدين الذين تجاوزوا مدة الإقامة المسموح بها، وذلك في إطار العودة الطوعية.

- تعزيز الإحاطة وتكثيف المساعدات الاجتماعية والصحية والنفسية اللازمة لكافة المهاجرين والأجنيين من الدول الإفريقية الشقيقة، وذلك عبر منظمة الهلال الأحمر التونسي ومختلف شركائها.

- ردع كل أنواع الاتجار بالأشخاص والحدّ من ظاهرة استغلال المهاجرين غير النظاميين من خلال تكثيف حملات الرقابة.

-وضع رقم أخضر على ذمة المقيمين من مختلف الدول الإفريقية الشقيقة للإبلاغ عن أيّ تجاوز في حقهم.

ولمتابعة حسن تنفيذ هذه الإجراءات، تم عقد جلسات عمل وزارية منتظمة بإشراف السيدة رئيسة الحكومة، انطلقت منذ فيفري 2023 وبحضور الوزراء والهيكل الحكومي وغير الحكومية المعنية بملف الهجرة، تم خلالها مناقشة مسألة الهجرة من جميع الأبعاد والنظر في استعدادات مختلف الوزارات المعنية للشروع في إرساء التأشيرة الإلكترونية وشهادة الإقامة البيومترية ومراجعة النصوص القانونية ذات الصلة بهدف تيسير الإجراءات الإدارية المتعلقة بالسفر. كما تم أيضا التطرق إلى أبرز الخدمات الصحية التي تؤمنها الدولة التونسية للمهاجرين مهما كانت وضعياتهم، وتم للغرض تكليف منظمة الهلال الأحمر التونسي بالإحاطة بالمهاجرين من الناحية الصحية والاجتماعية والإنسانية وتقديم الدعم النفسي لهم، والعمل مع شركائها الوطنيين والدوليين على وضع برنامج توحيد الخدمات الإنسانية، عبر إرساء خمس نقاط خدمات إنسانية أولى في تونس.

وفي نفس السياق أشرفت السيدة رئيسة الحكومة على جلسات عمل مع كلّ من مدير إقليم الشرق الأوسط وشمال أفريقيا للاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر، وممثلي الهلال الأحمر التونسي، وممثلي اللجنة الدولية للصليب الأحمر، وممثلي الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر والمنظمة الدولية للهجرة بتونس، والمفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين والمفوضية السامية للأمم المتحدة لحقوق الإنسان في تونس. وتم خلال هذه الجلسات التأكيد على الأهمية القصوى التي توليها تونس للعمل الإنساني والتعاون في هذا المجال وتمسكها بحفظ كرامة كل طالب عون، وتثمين الدور الذي قام به الاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر في جائحة كوفيد وأثناء مجابهة الكوارث، وتثمين دور منظمات الهلال الأحمر والصليب الأحمر والمنظمات الأممية في تونس في مجهوداتها للمشاركة في القيام بالإغاثة والإحاطة بالمهاجرين وإيجاد حلول لكل طالبي الخدمة، والاطلاع على الخطة الوطنية للتدخل العاجل للاستجابة لطلبات المهاجرين بالشراكة مع كل المنظمات، والتأكيد على أهمية تظافر الجهود على المدى القصير والمتوسط والبعيد لمزيد التنسيق قصد حل الإشكاليات المتعلقة بموضوع الهجرة بصفة عامة وغير النظامية بصفة خاصة والتأكيد على ضرورة تناول أسباب الهجرة والعمل على دعم الإدماج الاقتصادي والتمكين الاقتصادي للفئات الهشة.

وتجدر الإشارة أنه يتم العمل حاليا على إحداث الوكالة الوطنية للتوجيه وإعلام الطلبة الدوليين.

كما اتخذت وزارة التجارة وتنمية الصادرات عديد الإجراءات وهي:

- برمجة استقبال وفد من المؤثرين وصانعي المحتوى الأفارقة للتواصل معهم ووضع برنامج ثري باللقاءات والزيارات الميدانية لفائدتهم للتأكيد على أن إفريقيا هي العمق الاستراتيجي لتونس.

- تأهيل مَعبر رأس جدير ليصبح بوابة إفريقيا.

- إدراج فعاليات استثنائية ضمن برنامج فريق تونس للتصدير موجهة للأفارقة جنوب الصحراء.

2-الإجراءات والتدابير الخصوصية المتخذة من قبل الحكومة والهادفة إلى حماية حقوق الإنسان للأطفال المهاجرين بتونس:

يعمل مكتب دعم قضاء الأطفال بوزارة العدل على التعاطي بجدية وبمرونة مع إشكالية الأطفال المهاجرين غير المصطحبين ويتابع قضاء الأسرة وقضاة الأطفال وممثلي النيابة العمومية مباشرة المسألة مع السلط الأمنية في اتخاذ الإجراءات لفائدة الطفل في خلاف مع القانون أو الطفل المهدد أو الطفل الضحية، كتمتيهه بالحق في الرعاية الصحية والنفسية وبالحق في التمدرس إلى حين إتمام إجراءات العودة إلى بلده.

وفي نفس السياق، ينسّق مكتب دعم قضاء الأطفال مع وزارة الأسرة والمرأة والطفولة وكبار السن بشأن التعهد بالأطفال المهاجرين غير المصحوبين، ويتم العمل على متابعة تنفيذ جملة من التوصيات في الغرض تتمثل في التالي:

- تكوين فريق عمل مشترك متعدد القطاعات لمتابعة وضعيات الأطفال المهاجرين،

- إيجاد حلول عاجلة لحماية هؤلاء الأطفال خاصة على مستوى الإيواء،

- تظافر الجهود بين كل المتدخلين وتقاسم المعلومة والمعطيات والمسؤولية في التعهد بهؤلاء الأطفال،

- معالجة مسألة هجرة الأطفال من مختلف الأبعاد مع الأخذ بعين الاعتبار مصلحة الطفل الفضلى،

- اعداد دليل اجرائي للتعهد بالأطفال المهاجرين،

- تدعيم قدرات المتدخلين في مجال الهجرة،

- وضع "استراتيجية طوارئ" في التعاطي مع الأطفال المهاجرين المصحوبين أو غير المصحوبين.

هذا وقد تم وضع وتنفيذ خطة عمل لحماية الأطفال المهاجرين خلال مختلف مراحل الهجرة، تحترم حقوقهم الأساسية وتنص على خيارات إدارية في إطار تنمية عادلة، والحصول على التعليم، والرعاية الصحية والترفيه.

كما تم توقيع اتفاقية شراكة بين الجمعية التونسية للدفاع عن حقوق الطفل (ATDDE)، ووزارة الأسرة والمرأة والأطفال وكبار السن، التي تشرف على إنشاء مركز نهاري متعدد الخدمات يحتضن القُصّر غير المصحوبين بذويهم على التراب التونسي، في مجعبي الطفولة في الحفصيّة والكرم، والتي تُعنى برعاية الأطفال في وضعية هشة دون أي تمييز.

٧-المجهودات المبذولة من قبل الحكومة لمنع حدوث حالات جديدة من العنف القائم على كره الأجانب ولضمان محاسبة مرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان بدافع الكراهية العرقية :

إضافة إلى الإجراءات والتدابير المتخذة لضمان حقوق الإنسان للمهاجرين وحقوق الإنسان للأطفال المهاجرين، تبذل الحكومة مجهودات لتفادي حدوث حالات عنف محتملة بدافع كره الأجانب، ولضمان محاسبة مرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان بدافع الكراهية العرقية. وتتجسم هذه المجهودات أساسا في:

1-وضع ارقام هو اتف خضراء بعديد الوزارات:

نذكر من بينها رقم أخضر برئاسة الحكومة على ذمة المقيمين من مختلف الدول الإفريقية للإبلاغ عن أي تجاوز في حقهم وللإستفسار حول مسائل مختلفة تهّمهم وهو الرقم الأخضر 80 10 77 85 الذي دخل حيز الإستغلال الفعلي يوم 8 مارس 2023. وقد وردت العديد من المكالمات الموزعة على مواضيع مختلفة تهّم ما هو متّصل بطلب مساعدات اجتماعية أو قانونية وتمّ توجيهها إلى مصالح الهلال الأحمر التونسي، ومنها ما يتعلّق بمسائل الإقامة في تونس أو مسائل تتعلّق بالتعرض لمضايقات أو عملية سرقة تمّ توجيهها إلى مصالح وزارة الداخلية، ومنها ما يتعلّق بمسألة

الخطايا المستوجبة على الأشخاص المتواجدين بصفة غير قانونية بالبلاد التونسية تمّ توجيهها إلى مصالح وزارة المالية، ومنها ما يتعلّق بالمسائل المتعلقة بالتّشغيل تم توجيهها إلى وزارة التّشغيل أو شبهة استغلال اقتصادي وتم توجيه المتضرّر فيها إلى الهيئة الوطنية لمكافحة الاتّجار بالأشخاص.

كما تمّ وضع رقم أخضر خاص بالأجانب لدى وزارة العدل في إطار الحرص على مزيد الإحاطة بالوضعيات الخاصة بالأجانب المقيمين بالبلاد التونسية وتيسير النفاذ إلى الإجراءات القانونية الخاصة بهم، وهو الرقم 80101861 حيث يسمح الخط الأخضر بتقديم المشورة القانونية والمساعدة اللازمة للأجانب المقيمين في تونس، وتقديم النصح والإرشاد حول حقوقهم وواجباتهم والإجراءات المطلوبة منهم، كما يعمل هذا الإجراء على تحسين الوصول إلى العدالة والحقوق للأجانب المقيمين في تونس ويساعد على تعزيز الشفافية والثقة في النظام القضائي.

هذا إضافة إلى الأرقام الخضراء بوزارات الداخلية والشؤون الخارجية والتونسيين بالخارج للإجابة على تساؤلات المقيمين من مختلف الدول الإفريقية ومشاكلهم وللإبلاغ عن أيّ تجاوز في حقّهم.

ويتم تقييم جودة خدمات الأرقام الخضراء بصفة متواصلة حيث أفرز أن نسبة الاتصالات الهاتفية الناجحة 58 % من جملة الاتصالات الهاتفية. وكانت نوعية الخدمة إجمالاً طيّبة (80 %) وبلغت درجة الرضا (80,40 %) وهو ما يترجم المجهودات المبذولة في هذا المجال.

ويتم نشر الأرقام الخضراء في بلاغات صادرة بصفحات التواصل الاجتماعي للوزارات المعنية. كما توجد أرقام خضراء تعمل خلال التوقيت الإداري وخارجه بوزارتي الداخلية والشؤون الخارجية والهجرة والتونسيين بالخارج.

2- تكييف حملات الرقابة من أجل ردع كل أنواع الاتّجار بالأشخاص والحدّ من ظاهرة استغلال المهاجرين غير النظاميين: تم إقرار هذا الإجراء أيضاً خلال جلسات العمل الوزارية، حيث جدّدت السيّدة رئيسة الحكومة الالتزام بمحاربة كل أشكال الاتّجار بالأشخاص واستغلال المهاجرين اقتصادياً، ولقد تم للغرض الاطلاع على واقع وخصائص حالات الاتّجار بالأشخاص المسجلة بتونس، لا سيما بالتزامن مع تطور تدفقات المهاجرين غير الشرعيين بين سنتي 2010 و2022، وتم التأكيد على أنّ الدولة التونسية تقدّم الدعم غير المشروط لضحايا الاتّجار بالأشخاص، مهما كانت أصولهم ووضعتهم، في ظل احترام سلامتهم الجسدية والنفسية وضمان سرية وحماية بياناتهم الشخصية.

3- مكافحة الاتّجار بالأشخاص:

3-1- تعزيز التدابير عبر الهيئة الوطنية لمكافحة الاتّجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين:

تم وضع استراتيجية وطنية لمنع الاتّجار بالأشخاص ومكافحته تمتدّ من 2018 إلى 2023، وحالياً يتم الإعداد للاستراتيجية الوطنية للفترة الممتدة من 2023 إلى 2027. كما تمّ جمع المعطيات والبيانات والإحصائيات المتعلقة بالاتّجار بالأشخاص وإحداث قاعدة بيانات بهدف استغلالها من قبل كافة المتدخلين وتيسير الاتصال بين مختلف المصالح والجهات المعنية بهذا المجال وتنسيق جهودها وتمثيلها على الصعيدين الوطني والدولي، إلى جانب تعزيز التعاون مع منظمات المجتمع المدني وسائر المنظمات ذات الصلة بمكافحة الاتّجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين ومساعدتها على تنفيذ برامجها في هذا المجال. وبقرار من السيّدة وزيرة العدل، تم إرساء لجنة مختصة بمتابعة مخرجات التقرير الوطني للهيئة، الأمر الذي مكّن من تقليص منسوب ظاهرة الاتّجار بالأشخاص بصفة ملحوظة.

2-3- إصدار الآلية الوطنية لتوجيه وإحالة ضحايا الاتجار بالأشخاص:

تم إصدار الآلية الوطنية لتوجيه وإحالة ضحايا الاتجار بالأشخاص بهدف مزيد تنظيم طرق التنسيق والتعاون فيما بين جميع المتدخلين مع الهيئة، وتوفير أكثر ضمانات لضحايا الاتجار والاعتراف بوضعهم القانوني وتمكينهم من المساعدة والحماية الضرورية وتعزيز قدرات مختلف المتدخلين في هذا المجال وذلك بإصدار المبادئ التوجيهية الكفيلة بتمكين جميع الجهات المعنية وبصفة خاصة الناقلين التجاريين ومتفقي الشغل ومندوبي حماية الطفولة والأخصائيين الاجتماعيين والنفسانيين والمصالح المكلفة بمراقبة الحدود والأجانب ووثائق الهوية والسفر والتأشيرات والإقامة من ترصد عمليات الاتجار بالأشخاص والإبلاغ عنها، واقتراح الآليات والإجراءات الكفيلة بالحد من الطلب الذي يُحفّز جميع أشكال استغلال الأشخاص ونشر الوعي الاجتماعي بمخاطر الاتجار بالأشخاص عن طريق الحملات التحسيسية والبرامج الثقافية والتربوية وإقامة المؤتمرات والندوات وإصدار النشرات والأدلة وتنظيم الدورات التدريبية في المجالات ذات العلاقة بمكافحة الاتجار بالأشخاص ومنعه.

3-3- مجال الوقاية من جرائم الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين:

- إصدار حقبة بيداغوجية حول "جرائم الاتجار بالأطفال" بالتعاون مع مرصد الإعلام والتوثيق والدراسات حول حماية حقوق الطفل والمنظمة الدولية للهجرة.
- إصدار دليل إجرائي لفائدة أعوان الضابطة العدلية ودليل التدخلات الأولية لفائدة ضحايا الاتجار بالأشخاص.
- إعداد وحدة تدريبية حول جرائم الاتجار بالأشخاص.
- إعداد وثيقة "جواز الحقوق" لضحايا الاتجار بالأشخاص ووثيقة "بطاقات الحقوق" لضحايا الاتجار بالأشخاص.
- إصدار قائمة المؤشرات العامة وقائمة المؤشرات الخاصة بأعوان الضابطة العدلية المتعلقة برصد الجرائم والتعرف على الضحايا.
- إعداد وحدة تكوينية حول الهجرة وإدراجها ضمن كل الدورات التكوينية التي تنظمها وتشرف على تنظيمها الهيئة اعتباراً للعلاقة بين جرائم الاتجار بالأشخاص وتهريب المهاجرين والهجرة.

3-4- في مجال حماية ومساعدة ضحايا الاتجار بالأشخاص:

- تعمل الهيئة، في إطار التنسيق بين كل المتدخلين وبدعم من وزارة العدل، على تأمين كل أوجه الحماية والمساعدة لضحايا الاتجار بالأشخاص بما في ذلك المهاجرين الأجانب:
- المساعدة الطبية لضمان التعافي الجسدي والنفساني للضحايا، من خلال إقرار المشرع حق العلاج للضحايا والتداوي المجاني بالهياكل الصحية العمومية، وتشمل الخدمات الطبية تقديم الرعاية النفسية المتخصصة كما تشمل الخدمات الطبية إجراء الفحوصات والتحليل المخبرية لتشخيص الآثار الناتجة عن الجريمة.
- المساعدة الاجتماعية، من خلال توفير الإيواء الآمن وتوفير خدمات الإدماج والتأهيل المهني، مع الأخذ بعين الاعتبار سنّ الضحايا وجنسهم وحاجياتهم الخصوصية، وتتعلق الحاجيات الخصوصية عموماً بالنساء وخاصة منهن الحوامل وحاملات الإعاقة العضوية والذهنية وحالات استضعاف ووضعيات الضحايا الأجانب.

- المساعدة القضائية، من خلال مساعدة ضحايا الاتجار للحصول على الإعانة العدلية، حيث أقرّ المشرع ضمن الفصل 62 من قانون 2016/61 منح الإعانة العدلية لضحايا الاتجار لمباشرة الإجراءات القضائية والإدارية الكفيلة بمساعدتهم على تسوية وضعيتهم إلى جانب المرافقة القانونية ومتابعة الملفات الخاصة بالضحايا لدى السلط العمومية ومدّ يد المساعدة لهم لرفع العراقيل التي قد تُعيق التوصل بحقوقهم.

- المساعدة والحماية الإضافية التي أقرها القانون والخاصة بالضحايا الأجانب، من خلال توفير الترجمة حيث تسعى الهيئة إلى تأمين تمتع الضحية الأجنبية بحق سماعها بحضور مترجم محلف لضمان التخاطب معها بلغة تفهمها وحتى يتسنى لها الاطلاع على جميع مراحل البحث والتحقيق وممارسة حقوقها القانونية التي خولها لها القانون. كما تعمل الهيئة على ضمان تمتع الضحايا الأجانب بفترة التعافي والتفكير التي أقرها القانون عدد 61 لسنة 2016 لفائدتهم حتى يتسنى لهم اتخاذ القرار المناسب في مباشرة الإجراءات القضائية والإدارية، كما تسعى لضمان عدم ترحيل الضحايا خلال تلك المدة باعتبار أن القانون يحجّر الترحيل.

- سعت الهيئة إلى مساعدة الضحايا الأجانب الراغبين في العودة الطوعية إلى أوطانهم وذلك مع مراعاة سلامتهم، علما وإن الفصل 8 من الأمر الحكومي المتعلق بضبط تعريفات المعاليم القنصلية نصّ على منح الإعفاء من معلوم تسوية الوضعية لفائدة "ضحايا الاتجار بالأشخاص الراغبين في مغادرة التراب التونسي في إطار العودة الطوعية وذلك بعد أخذ رأي الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص" عملا بالأمر الحكومي عدد 1061 لسنة 2017 المؤرخ في 26 سبتمبر 2017 يتعلق بضبط تعريفات المعاليم القنصلية.

3-5- في مجال مرافقة الضحايا في عملية الإدماج أو إعادة الإدماج:

يمثل الإدماج الهدف الأساسي للمرافقة ويستجيب لانتظارات واحتياجات الضحايا ويعتبر الوسيلة المثلى للحماية من حالات الاستغلال والعود إليها، وهو من أكثر الوسائل فعالية واستدامة لمكافحة الجرائم ويساهم في حماية حقوق الانسان وتحقيق أهداف اجتماعية واقتصادية.

✓ كيفية الإدماج: الأسس الأولية لمرافقة الضحايا في عملية الإدماج:

* تدابير الحماية العاجلة والأمنية (توفير المتطلبات المعيشية، والإسعافات الأولية والخدمات الطبية المتكافئة، والمتابعة النفسية، والإيواء العاجل والأمن).

* بلورة مشروع الإدماج (الخصائص الشخصية المميزة للضحية (المستوى التعليمي والتجارب المهنية)، المساعدة الأولية لبلورة مشروع الحياة (الانتظارات والتصورات)، تقييم أوجه القوة ونقاط الضعف في عملية مشروع الإدماج، المرافقات الضرورية، تقييم المشروع).

* تنفيذ مشروع الإدماج (الإيواء الأمن، الإدماج الأسري، الإدماج بالمحيط البديل، الإدماج المدرسي، الإدماج المهني، التكوين المهني العمومي، التكوين المهني بالقطاع الخاص، التدريب والتكوين المهني لدى جمعيات).

* المساعدة على بعث مشروع اقتصادي:

- تحقق المساعدة على بعث مشروع اقتصادي الاستقلالية والتمكين الذاتي للضحية يجعلها قادرة على مجابهة مصاريفها ومصاريف عائلتها إن كانت عاتلة لأطفال أو تعيش وضعية هشاشة مادية نتيجة غياب أو محدودية الدخل.

- تقييم المهارات الفردية للضحية ليتم التدخل لمساعدتها على بعث مشروع خاص بها حسب المؤهلات المهنية أو

العلمية المطلوبة، حيث تتدخل الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وتندسق مع/ وبين الأطراف الداعمة (هياكل حكومية ومكونات مجتمع مدني ومنظمات دولية) لمرافقة الضحية في بعث مشروعها من خلال تيسير الإجراءات الإدارية في هذا المجال ومتابعتها وتذليل الصعوبات المالية إلى حين ضمان انطلاق المشروع وتحقيق اندماجها الاقتصادي.

- تمويل مشروع (توفر تكلفته الجهات الداعمة وخاصة المنظمات الدولية وفق إجراءات مضبوطة) أو بمساعدتها أو في إطار البرامج الاجتماعية المتوفرة.

* إعادة إدماج الأجانب والعودة الطوعية:

خوّل القانون الأساسي عدد 61 لسنة 2016 المؤرخ في 03 أوت 2016 والمتعلق بمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته جملة من الحقوق الاجتماعية للضحايا الأجانب ومنها إدماجهم اجتماعيا وضمان تعافهم الجسدي والنفسي، إضافة إلى حقهم في العودة الطوعية لبلدانهم الأصلية أو لبلد ثالث وتمكينهم من الإقامة المؤقتة متى اختاروا مسار التقاضي ضد المتاجرين بهم ومنع ترحيلهم. وتتخذ إعادة إدماج الضحايا الأجانب شكلين رئيسيين:

✓ إعادة الإدماج ببلد الاستقبال:

تختلف خدمات الإدماج باختلاف الطلبات والرغبات والمؤهلات المتوفرة لدى الضحايا، إضافة إلى مراعاة عامل السن وخاصة بالنسبة للأطفال.

- الإدماج النفسي: التمتع بخدمات المتابعة النفسية من قبل الجهات المختصة كلما احتاجت الضحية إلى ذلك بناءً على وضعيتها ونوعية الاستغلال الذي تعرضت إليه وأثره على استقرارها النفسي.

- التأهيل المهني: ينتفع الضحايا الأجانب بخدمات التأهيل المهني التي توفرها مكونات المجتمع المدني في إطار اتفاقيات شراكة بين الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وعدد من الجمعيات، وبدعم من المنظمات الدولية المعنية التي تتكفل بمصاريف التكوين و/أو التدريب المهني في إحدى المجالات المتوفرة وتمكينهم من شهادات في الغرض تساعدهم لاحقاً على الاندماج بالدورة الاقتصادية سواء بتونس أو ببلدانهم الأصلية إذا ما قرروا العودة مستقبلاً.

- الإدماج المهني أو الاقتصادي: يقترن الإدماج المهني أو الاقتصادي بالحصول على بطاقة إقامة وقتية من الجهات المختصة ووفقاً للتشريعات الجاري بها العمل فيما يتعلق بتشغيل الأجانب مع مراعاة وضعياتهم الخاصة.

✓ إعادة الإدماج بالبلد الأصلي أو ببلد ثالث إثر العودة الطوعية:

إثر قرار العودة الطوعية، تكون عملية إعادة إدماج الأجانب ببلدانهم الأصلية، متعددة الأبعاد ذات نهج شامل يقوم على الاحتياجات ويراعي مختلف العوامل، بما في ذلك الأبعاد الاقتصادية والاجتماعية والنفسية.

* التقييم على المستوى الشخصي:

- تشريك الضحية في اختيار آلية الإدماج التي تتلاءم وتطلعها بالنظر إلى محيط انتمائها.

- جاهزية الضحية بالنظر إلى قدراتها الجسدية والذهنية والنفسية.

- استعداد الضحية وتحمسها لآلية الإدماج المقترحة.

* التقييم على المستوى المحلي:

- العلاقات داخل أسرة المعفي(ة) ومدى استعدادهم لاستقباله/ها مجدداً.
- أسباب أو سبب مغادرة الوطن، والتنسيق لتأمين وساطة عائلية.
- مراعاة القيم والمبادئ والعادات والتقاليد السائدة في المجتمع الذي ينتهي إليه الضحايا ضماناً لحسن الاندماج واحترام الخصوصية.
- تعزيز شبكات الدعم النفسي للضحايا (الأصدقاء، الجيران، الأقارب) ومختلف مكونات المجتمع المدني الناشطة في المجال.

* التقييم على المستوى الوطني:

- وجود اتفاقيات تعاون وتنسيق بين تونس وموطن الضحية، وهو ما يسمح بتيسير عملية الإدماج والاستفادة من الموارد المتوفرة وضمان استدامة الاستقرار بالنسبة للضحية.
 - توفر خدمات الصحة والتعليم والسكن والعدالة والحماية ببلدانهم الأصلية قصد الاستفادة منها.
 - توفر تشجيعات على الاستثمار وبعث المشاريع الصغرى.
 - مراحل إعادة إدماج الضحايا الأجانب ببلدانهم الأصلية:
 - عملية تتولى الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص التنسيق مع الجمعيات (جمعية أمل للعائلة والطفل...) والمنظمة الدولية للهجرة ويتم الانطلاق في إعداد خطة إعادة إدماج الضحايا منذ تواجدهم بالتراب التونسي من خلال التأهيل النفسي والمشاركة معهم حول الآفاق والفرص المتاحة أمامهم لنجاح المشاريع المزمع بعثها ببلدانهم الأصلية.
 - تنظيم ورشات تنمية بشرية (مهارات حياتية وتطوير الذات).
 - تنظيم دورات تكوينية في كيفية بعث مشاريع صغرى.
 - تمويل مشاريع صغرى، إذ تختار كل مترشحة حسب رغبتها نوع المشروع مع تحديد سقف مالي لذلك.
 - كما يقع متابعتهم ومرافقة الضحايا من قبل فريق متعدد الاختصاصات بالمنظمة الدولية للهجرة ببلد المنشأ لمساعدتهم وتذليل الصعوبات المتعلقة ببعث المشروع.
- ✓ إعادة إدماج الأطفال الأجانب ضحايا الاتجار:

- يتم التنسيق مباشرة بين الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص ومندوب حماية الطفولة وقاضي الأسرة للنظر في وضعيات الأطفال الأجانب غير المصحوبين الذين يتبين عند التعهد بهم أنهم حلّوا بالتراب التونسي بصفة قانونية أو غير قانونية عبر قنوات الهجرة غير النظامية.
- يتمتع الأطفال المذكورين بجميع الخدمات المتوفرة في المجال الصحي (تعهد نفسي وطبي) ويتم إيواؤهم بمراكز الرعاية الاجتماعية المتوفرة إلى حين تسوية وضعياتهم القانونية (خاصة أمام الصعوبات المعترضة عند عدم تحوّلهم على وثائق هوية).

- يتم التنسيق مع منظمة دولية قصد تيسير ربط الصلة بعائلة الطفل ببلده الأصلي ومدى جاهزيتها أو جاهزية العائلة الموسعة لاستقباله (اقتفاء أثر الأسرة وتقييم الأسرة).

* الضحايا الأجانب (التنسيق بين الهيئة والمنظمة الدولية للهجرة في تونس):

- 2017-2020: بعث مشاريع إعادة إدماج لفائدة 123 ضحية أجنبية من ضحايا الاتجار بالأشخاص العائدين إلى بلدانهم (114 امرأة و8 رجال وعدد 1 فتاة قاصرة).
- 2021-2023: المساعدة على بعث 86 مشروع إعادة إدماج لضحايا الاتجار الأجانب العائدين لأوطانهم (68 امرأة و17 رجلاً وفتاة واحدة) بالتنسيق بين المنظمة الدولية للهجرة في تونس وبعثات المنظمة الدولية للهجرة في بلدان المنشأ.
- 2021-2022:

- إعفاء 240 ضحية أجنبية من دفع خطايا المعاليم القنصلية وتمكينهم من العودة طوعاً إلى بلد المنشأ.

- إعادة إدماج الضحايا الأجانب (التنسيق بين الهيئة والمنظمة الدولية للهجرة في تونس).

- المشاريع التي أقيمت لصالح ضحايا الاتجار الأجانب العائدين إلى بلدانهم الأصلية: بيع الملابس التقليدية، تصفيف الشعر والأظافر، محلات بيع متطلبات نسائية متنوعة، التجارة في المنتجات والمواد الغذائية، تربية الدواجن، تجارة السمك، المطاعم، ورش الخياطة، محلات للمعدات الكهربائية، تدريب للحصول على رخص سياقة الشاحنات.

* متابعة مشاريع إعادة الإدماج وتقييمها:

تعتبر المتابعة عملية منظمة ومخططة ومستمرة وفقاً لخطة موضوعية توضح بها الأهداف المراد تحقيقها مع مراجعتها بشكل دوري للتأكد من أن التنفيذ يتم في الإطار الصحيح. ويتم وفقاً لإجراءات محددة تم ضبطها في المجال.

6.3. الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص وتدعيم التعاون الدولي:

تعمل الهيئة على تنشيط التعاون مع نظيراتها بالبلاد الأجنبية في مجال مكافحة الاتجار بالأشخاص والاستفادة من التجارب الدولية، وبطلب من عديد الدول، خاصة من إفريقيا جنوب الصحراء وعدد من البلدان العربية، للاطلاع والاستفادة من التجربة التونسية في مجال مكافحة الاتجار بالأشخاص وتهرب المهاجرين، اقترحت هيئة مكافحة الاتجار بالأشخاص بدولة الكويت ديفوار وبجمهورية بوروندي إمضاء اتفاقيات مع الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص بتونس، والمقترحات بصدد الدرس.

وبإقتراح من الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص حول أهمية إرساء آلية إقليمية لمكافحة الاتجار بالأشخاص بهدف التعرف على ضحايا الاتجار ومساعدتهم وإعادة إدماجهم ببلد المنشأ، وبدعم من وزارة العدل ومن العديد من المنظمات الدولية، تعقد حالياً سلسلة من اللقاءات الإقليمية لوضع الآليات الكفيلة بتحقيق المقترح وتبادل أنجع السبل لذلك.

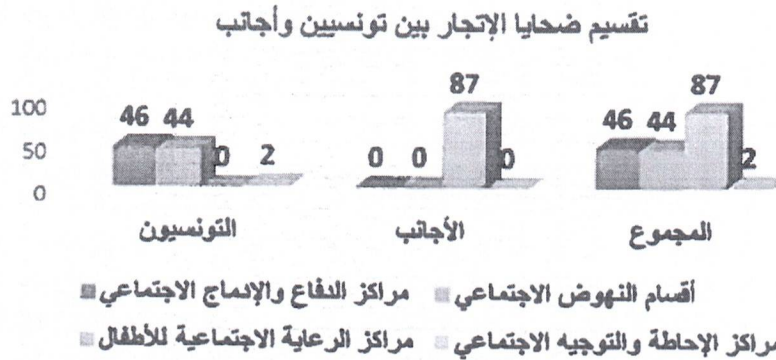
7.3. تدخلات أخرى لمكافحة الاتجار بالأشخاص:

في إطار تفعيل دور وزارة الشؤون الاجتماعية في المساعدة والإحاطة بالفئات الهشة المعرضة للاستغلال الاقتصادي، وتطبيقاً لما ورد في القانون عدد 61 لسنة 2016 المؤرخ في 03 أوت 2016 المتعلق بمنع الاتجار بالأشخاص ومكافحته، تقوم هيئات النهوض الاجتماعي بتوفير المساعدة الاجتماعية للضحايا الذين يتم توجيههم من الهيئة

الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص، من خلال خدمات الإحاطة الاجتماعية والتعهد النفسي والمساعدات الظرفية والإيواء الظرفي في الوضعيات التي تستوجب ذلك.

وقد تعهدت هيكل النهوض الاجتماعي (مراكز الرعاية الاجتماعية ومراكز الدفاع والإدماج الاجتماعي وأقسام النهوض الاجتماعي) في هذا المجال خلال سنة 2022 بـ 179 ضحية اتجار بالأشخاص من بينها 63 من جنس الإناث و116 من جنس الذكور. ويتضمن الرسم البياني التالي توزيع ضحايا الاتجار بالأشخاص المتعهد بهم حسب المراكز. وتم تسجيل من بين ضحايا الاتجار 87 أجنبي أي بنسبة تقدر بـ 48.6% من مجموع الحالات، أما عدد الأطفال المتعهد بهم فقد بلغ 139 طفل يمثلون نسبة 77.6% من العدد الجملي.

يتركز أغلب ضحايا الاتجار الأجانب الذين تم إيوائهم بمركز الرعاية الاجتماعية للأطفال بتونس العاصمة ويقع التنسيق في شأنهم مع بعض المنظمات الدولية على غرار المنظمة الدولية للهجرة أو مكتب الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين بتونس مع الإشارة أنه يتم توجيه أغلبهم من قبل القضاء.



بالنسبة لمصادر توجيه الوضعيات فهي تتوزع كما يلي: الهيئة الوطنية لمكافحة الاتجار بالأشخاص، ومصالح وزارة الداخلية، والقضاء، وجهات أخرى (مندوب حماية الطفولة، المنظمة الدولية للهجرة، ومكتب منظمة الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين بتونس).

4- الحملات التوعوية والبرامج المختلفة في إطار مكافحة التمييز العنصري:

يتم تنظيم العديد من البرامج والأنشطة على غرار استكمال برنامج الشراكة مع المنظمة الدولية للهجرة حول "الرياضة من أجل الإدماج - كرة القدم ضد العنصرية" الذي امتد على فترتين من 6 نوفمبر 2020 إلى 31 جانفي 2023 ثم من غرة فيفري 2023 إلى شهر جانفي 2025، وذلك من خلال تنظيم تظاهرات رياضية وأنشطة لفائدة المهاجرين بهدف إدماجهم وذلك بكل من تونس العاصمة وسوسة وصفاقس ومدنين وجرجيس.

كما تمت برمجة دورة رياضية ثقافية نسائية ستشارك فيها عدد من النساء من دول افريقية جنوب الصحراء بالإضافة إلى أنه من المبرمج تنظيم الألعاب الإفريقية الشاطئية من 23 إلى 30 جوان 2023 بالحمامات. بالإضافة إلى تنظيم دورات تحسيسية لفائدة الشباب صلب المؤسسات الشبابية يتمثل فيما يلي:

- تنظيم نشاط مشترك بين المجلس التونسي للاجئين والمركب الشبابي بمدنين يتمثل في بعث نوادي لغة (فرنسية

(إنجليزية) تحت إشراف متطوعين من اللاجئين وشباب الجهة.

- إعداد برنامج وطني لفائدة الشباب بالشراكة مع جمعية التربية على المواطنة حول قبول الآخر والتصدي لكل الممارسات السلبية والتجاوزات إزاء المهاجرين، وذلك في إطار نوادي التربية على المواطنة صلب دور الشباب.

كما يتم تنظيم مجموعة من الأنشطة المنظمة بالمكتبات العمومية والهادفة الى التحسيس بضرورة مكافحة خطاب الكراهية والعنصرية، وذلك في إطار تظاهرة الأيام الوطنية للمطالعة التي ستنظم هذه السنة في الفترة بين 24 افريل الى 24 ماي.

5-محاسبة مرتكبي انتهاكات حقوق الإنسان بدافع الكراهية العرقية: تعمل وزارة الداخلية على الوفاء بالالتزامات المحمولة عليها في مجال التصدي لانتهاكات حقوق الإنسان بما في ذلك الانتهاكات المبنية على الكراهية والعنصرية. وقد تولت مؤخرا بلورة سياسة وزارية جديدة في مجال الرقابة والتفقد تضمن الارتقاء بالمنظومة وملاءمتها للمعايير الدولية، علما وأن التفقدية المركزية والتفقديات العامة للأسلاك الأمنية إضافة إلى الإدارة العامة لحقوق الإنسان تتولى التعهد بجميع الشكايات والعرائض المتعلقة بشبهات انتهاكات حقوق الإنسان المنسوبة لأعوان قوات الأمن الداخلي، وفي صورة ثبوتها تتم مساءلة مرتكبها إداريا وفقا لمبادئ الحياد والشفافية والموضوعية والالتزام بسيادة القانون، وذلك بالتوازي مع التتبعات الجزائية المستوجبة في الغرض.

VI و VII-التدابير المتخذة لمنع انتشار الخطابات الصادرة عن الموظفين الداعية إلى الكراهية والتمييز العنصري وكره الأجانب، بما في ذلك الخطابات الموجهة ضد المهاجرين، والتي تشكل تحريضا على التمييز،

وكيفية اعتزام الحكومة مناهضة التصنيف العرقي وخطابات الكراهية التي تشكل تحريضا على التمييز ضد المهاجرين، وذلك بغاية الامتثال لالتزامها باحترام وضمان الحق في الحياة والسلامة الجسدية المكفولين للجميع دون تمييز.

1-مناهضة التمييز العرقي:

في إطار مواصلة جهود الحكومة لمناهضة التمييز العرقي، تم مؤخرا إصدار الأمر عدد 240 لسنة 2023 المؤرخ في 16 مارس 2023 المتعلق بالمصادقة على مدونة سلوك قوات الأمن الداخلي التابعة لوزارة الداخلية. ولقد تضمنت مدونة السلوك المذكورة عدة أحكام تتعلق بمناهضة التصنيف العرقي وهي كالتالي:

- التنصيص على ضرورة أن تتولى قوات الأمن الداخلي القيام بمهامها في إطار الحياد التام ودون تمييز في معاملة الأشخاص مهما كان جنسهم، أو لونهم، أو جنسيتهم، أو أصلهم، أو وضعيتهم الاجتماعية، أو انتماؤهم السياسي، أو معتقداتهم الدينية.

- التنصيص على ضرورة التزام قوات الأمن الداخلي أثناء إجراء المراقبات الترتيبية وتقديم الخدمات الإدارية بالحياد وعدم التمييز.

- التنصيص على ضرورة تعامل الأمنيين مع الأجانب وموظفي البعثات الدبلوماسية والفئات المتمتعة بالحصانة بما يتماشى مع خصوصياتهم وبما تقتضيه الاتفاقات الدولية والقانون والتراتيب النافذة.

- فيما يخص آليات التطبيق، فلقد تم التنصيب على أن تتخذ وزارة الداخلية الآليات العملية الكفيلة بضمان حسن تطبيق أحكام المدونة ومراقبة تطبيقها وتقييم أداء الأمنيين في الالتزام بأحكامها وتجاوز النقائص المسجلة، وذلك من خلال:

* التعميم والتحسيس: طباعة نسخ من المدونة في شكل كتيبات وتعميمها على الأمنيين والقيام بالحملات التحسيسية اللازمة للتعريف بأحكام المدونة وأهمية تطبيقها.

* التفسير: إصدار مدونات تطبيقية تتضمن أمثلة عملية وملحوظات عمل ومناشير توضيحية.

* التكوين: إدراج أحكام المدونة ضمن مراحل التكوين وإعداد دليل تكوين خاص بها وتنظيم حلقات تكوينية خصوصية حسب الاختصاصات مع تكوين شبكة مؤطرين مختصين لضمان ديمومة حسن تطبيق أحكام المدونة على المستويين الجهوي والمحلي.

* التحفيز: تحفيز الأمنيين المتميزين في التقيد بأحكام مدونة السلوك من خلال إسنادهم إحدى مكافآت الامتياز المنصوص عليها ضمن الانظمة الأساسية الخاصة بكل سلك.

* الحماية: توفير الحماية الكافية للأعوان وتمكينهم من المعدات والآليات الكفيلة بتطوير أداء العمل وحسن تطبيق المدونة.

* التبليغ: وضع منظومة فعالة للتبليغ وتلقي الشكايات.

ومن حيث آليات التطبيق، تم التنصيب أيضا على أن تتولى المصالح المكلفة بالحوكمة متابعة الاطلاع على المدونة وتطبيقها من قبل الأمنيين وتحيينها عند الاقتضاء بالتنسيق مع الهياكل المتداخلة.

2- مناهضة خطابات الكراهية:

في إطار حرص مصالح الدولة على مكافحة مختلف الجرائم المتصلة بالمجال السيبرني الوطني بما في ذلك جرائم التحريض على الكراهية بمواقع التواصل الاجتماعي عموما، يتم حاليا الاعتماد على جملة من الآليات القانونية والإجرائية والفنية التالية:

- في المجال القضائي:

تم إصدار المرسوم عدد 54 لسنة 2022 المؤرخ في 13 سبتمبر 2022 والمتعلق بمكافحة الجرائم المتصلة بأنظمة المعلومات والاتصال الذي نظم الإجراءات المتعلقة بالبحث والتحقيق وجمع الأدلة الإلكترونية، من خلال تعهد الوكالة الفنية للاتصالات والمصالح المختصة بوزارة الداخلية كل حسب الخدمة التي يسديها بإنجاز اختبارات البحث الصادرة عن السلطة القضائية و/أو مأموري الضابطة العدلية المأذون لهم في ذلك.

- إثارة الدعوى العمومية تكون ممن له الصفة والمصلحة في القيام، كما تعود للنياابة العمومية:

عند ورود طلبات قضائية للتعريف بأصحاب ومستقلي صفحات وحسابات على شبكات التواصل الاجتماعي وغيرها من المواقع المروجة لخطاب التحريض على الكراهية، تتم إحالة طلب رسعي إلى شركة "Meta" مرفق بالإذن القضائي عن طريق نقاط الاتصال الوطنية الرسمية، علما أن الشركة المذكورة لا تستجيب عموما للطلبات الموجهة إليها إلا

إذا توافق محتواها مع سياسة الشركة "Meta" وفي حالات نادرة على غرار الطلبات المتصلة بالتوقي من أحداث إرهابية وشبكة أو الطلبات المتصلة بالاستغلال الجنسي للأطفال.

- في عملية الحجب:

ترد على الهياكل المختصة التابعة لوزارة تكنولوجيايات الاتصال طلبات من الجهات القضائية لحجب الصفحات والحسابات والمجموعات والمواقع المروجة لمحتوى تحريضي أو عنصري. وباعتبار اعتماد كل مواقع التواصل الاجتماعي (Facebook, Twitter, Instagram...) على موزعات متعددة وعلى تقنيات تشفير تعيق عملية التعرف على المحتوى المراد حجبه، وبالنظر لتوفر عديد التطبيقات المجانية والمتاحة للعموم والتي تمكن من التخفي وتخطي الحجب، فإنه وإن بقيت عملية الحجب ممكنة فنيا، فهي غير مجدية ويمكن تخطيها باستعمال تطبيقات التخفي على غرار البركسي (Proxy) وغيرها من الوسائل.

VIII- التدابير المتخذة من قبل الحكومة والهادفة إلى ضمان المساواة أمام القانون والمساواة الفعلية في التمتع بالحقوق المدنية والسياسية والاقتصادية والاجتماعية والثقافية، وبصورة خاصة الحق في السكن والحق في الصحة والحق في الحرية والحق في ضمان سلامة الشخص، وذلك دون تمييز على أساس العرق أو اللون أو الأصل القومي أو الاثني أو وضعيه المهاجر:

إضافة إلى مختلف التدابير والإجراءات التي تمّ ذكرها سابقاً والتي تكفل المساواة أمام القانون والمساواة الفعلية في التمتع بجميع الحقوق دون تمييز على أساس العرق أو اللون أو الأصل القومي أو الإثني أو وضعيه المهاجر:

1- حماية الحق في الحياة والحقوق المدنية والسياسية:

على مستوى حماية الحق في الحياة، تسعى الوحدات العسكرية ووحدات حرس السواحل أثناء المهام التي تقوم بها في مجالي البحث والإنقاذ إلى تلبية نداءات الاستغاثة بالسرعة والنجاعة المطلوبتين للحفاظ على الأرواح البشرية من المخاطر التي تهدد حياتهم أثناء عبور الفضاءات البرية أو البحرية التونسية بصفة غير شرعية وذلك طبقاً للمواثيق والمعاهدات الدولية ذات العلاقة والمصادق عليها من قبل الجمهورية التونسية. كما تسعى الوحدات العسكرية إلى توفير الرعاية الصحية اللازمة للأفراد الذين يتم إنقاذهم وخاصة من الأطفال بالنظر إلى ما تتطلبه وضعيتهم من رعاية خاصة طبياً ونفسياً. وهو ما يجعل الوحدات العسكرية في تنسيق دائم ومشارك مع الوزارات والهياكل العمومية المختصة على المستوى الوطني لتسليم المهاجرين الذين يتم العثور عليهم وإنقاذهم بأسرع وقت ممكن لضمان التأطير والتدخل الطبي والنفسي الملانم لهم في كنف احترام حقوقهم الإنسانية أو انتشار جثث الضحايا بالبحر وتسليمها قصد العمل على تعريف الهالكين.

وجدير بالذكر في هذا الخصوص أنّه تمّ خلال الفترة الممتدة من سنة 2021 إلى حدود فيفري 2023 إنقاذ ما يقارب 6780 شخصا من المهاجرين عبر البحر مع الإشارة إلى أن أغلب المجتازين للحدود بصفة غير نظامية وكذلك المكروبيين الذين يتم إنقاذهم بالبحر وفي بعض الحالات الهالكين مّن يتمّ انتشار جثثهم بالبحر ينحدرون من الجنسيات الإفريقية بالأساس وتتعاظم وزارة الدفاع الوطني في مختلف هذه الحالات طبقاً لما يقتضيه القانون والاتفاقيات والمعاهدات المعمول بها في المجال.

فيما يخص الحقوق السياسية، يكفل القانون التونسي الحق في المشاركة السياسية للمواطنين التونسيين دون غيرهم (قانون الانتخاب) ويكون ذلك دون تمييز على أساس اللون أو العرق أو الاصل الاثني.

وفيما يتعلق بحرية التجمع وتكوين الجمعيات، فيتمتع المهاجرين واللاجئين بحقوقهم في تأسيس الجمعيات وفي النشاط الجمعياتي وفق التشريع الجاري به العمل.

ولا تتوفر معطيات دقيقة عن عدد الجمعيات اعتبارا وانه قد تم الغاء نظام التصنيف والتأشيرة واعتماد نظام التصريح والنشاط وفقا للأهداف المصرح بها بمقتضى المرسوم عدد 88 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم الجمعيات مما يجعل نشاط حقوق الإنسان والطلبة الافارقة والمهاجرين يندرج لا بجمعيات مصنفة فحسب بل يتداخل في عديد مجالات نشاطات الجمعيات الأخرى دون اعتبار قيد التصنيف.

2- مرفق العدالة:

* مخطط التنمية القطاعي للمنظومة القضائية والسجنية 2023-2025:

رصد مخطط التنمية القطاعي لوزارة العدل 2023-2025 برمجة تكوين لفائدة القضاة في مجال الهجرة على غرار دعم الحقوق والحريات ومكافحة التمييز العنصري وذلك بهدف تلقي المهارات والقدرات اللازمة للتعامل مع قضايا الهجرة واللاجئين بما في ذلك المعايير القانونية لمعالجة مختلف الحالات والتعامل مع الأطراف المعنية بالإضافة إلى تلقي التدريب اللازم لحقوق الإنسان الأساسية وكيفية تطبيقها في قضايا الهجرة.

* تعزيز الحوكمة ودعم الشفافية:

تدعم وزارة العدل الحوكمة والشفافية وفهم النصوص القانونية وهو ما يعكس التزام الوزارة بتعزيز الحوكمة وشفافية العمل القضائي وتمكين الأجانب من فهم المراجع القانونية المتعلقة بوضعيتهم والكافلة لحقوقهم، حيث تم وضع النصوص القانونية على الموقع الإلكتروني للوزارة يسمح للأشخاص المعنيين بالتعرف على حقوقهم وواجباتهم وفهم الإجراءات القانونية المتعلقة بوضعهم. كما يساعد هذا التدبير على توفير وقت وجهد الأجانب والمحامين والقضاة في الوصول إلى المعلومات اللازمة، وهذا يعزز الشفافية والعدالة في العمل القضائي ويساعد على تحسين الثقة في النظام القضائي بشكل عام.

3- الحق في التعليم والتكوين المهني:

تقوم المنظومة التربوية التونسية على تكريس الحق في تعليم إجباري ومجاني لكل من هم في سن الدراسة من السادسة إلى السادسة عشر، وهو حق أساسي مضمون لكل التونسيين وحق للأجانب المقيمين على التراب التونسي دون استثناء أو تقييد أو تفضيل. وعلى هذا الأساس، فإن التحاق كل من هم في سن الدراسة سواء من التونسيين أو الأجانب حق مكفول بنصوص تشريعية منظمة، وهو مكسب ميز المنظومة التربوية التي تدعم المبادئ والقيم التي تعزز كرامة الفرد وتضمن حقوقه.

✓ بالنسبة للتعليم الجامعي، فيتم إسناد المقاعد والمنح للطلبة الأجانب بالجامعات العمومية التونسية اعتمادا على الاتفاقيات والعقود المبرمة بين وزارة التعليم العالي والبحث العلمي والبلد الأصلي للطلّاب أو عن طريق الترشيح

الفردى. وفي هذا الإطار يتمتع الطلبة الأجانب المسجلون بالجامعات العمومية بمنحة جامعية وبالخدمات الجامعية، كما يستفيدون من تخفيضات في تعريفات النقل العمومي والتمتع بالعناية الطبية والنفسية اللازمة عن طريق الضمان الاجتماعي والصحي، وينتفع الطلبة الذين لم يحصلوا على منحة جامعية بتعريفات منخفضة بجميع الخدمات الصحية بالمؤسسات العمومية. أضف إلى ذلك فإن الطالب الأجنبي يحصل على تعليم شبه مجاني وبحق له - تماما كالتألب التونسي - استكمال المرحلة الجامعية الموالية إذا استوفى الشروط القانونية والبيداغوجية للقبول والتسجيل بالشهادة المطلوبة، كما يمكنه الاشتراك في النوادي الثقافية والرياضية والجمعيات في جميع المؤسسات الجامعية.

ومن ناحية أخرى، وفي مجال التعليم الفلاحي، فتتولى مؤسسات التعليم العالي الفلاحي الراجعة بالنظر لوزارة الفلاحة والموارد المائية تدرس الطلبة الوافدين من مختلف الدول الإفريقية في إطار التعاون الدولي (15 طالب خلال السنة الجامعية 2022-2023).

وفي إطار مزيد الإحاطة بالطلبة الدوليين، بمن فيهم الطلبة الوافدين من دول إفريقية، المزاويل لدراساتهم بالمؤسسات الجامعية التونسية تولت وزارة التعليم العالي والبحث العلمي بداية من شهر مارس 2023 اتخاذ جملة الإجراءات التالية:

- إحداث خلية للإحاطة بمشاغل الطلبة مع إنشاء خط أخضر للتواصل مع الوزارة 80101875 دخل حيز التنفيذ في 10 مارس 2023.

- دعوة كل المؤسسات الجامعية التي تستقبل الطلبة الدوليين إلى تحديد نقطة اتصال للإنصات والإحاطة ومتابعة وضعيات الطلبة ورفع تقارير إلى الوزارة حول نشاطها مع الإعلام الفوري للوزارة بالوضعيات التي تتطلب التدخل العاجل.

- عقد اجتماع يوم 8 مارس 2023 مع رؤساء الجامعات وممثلي المؤسسات الخاصة للتعليم العالي وممثلي جمعية الطلبة الأفارقة بتونس لحضور للاستماع لمشاكلهم ووضع خطة عمل للإحاطة بالطلبة المعنيين وتوفير السكن الجامعي بالمباني التابعة للوزارة لعدد 10 طلبة تعرضوا لإشكالات في السكن.

- سحب إجراءات القرار الرئاسي المتعلق ببطاقات الإقامة ودفع خطايا التأخير المستوجبة على الوافدين الذين تجاوزوا مدة الإقامة المسموح بها على كل الطلبة الدوليين المزاويل لدراسهم بالمؤسسات الجامعية التونسية العمومية والخاصة مهما كانت جنسيتهم.

- تكليف الأخصائيين النفسانيين على مستوى كل جامعة ودواوين الخدمات الجامعية بالتنسيق مع نقاط الاتصال قصد التدخل عند الاقتضاء لمعالجة الوضعيات التي تستدعي ذلك.

- التعجيل بإصدار عرض الوزارة من المقاعد بالجامعة والمنح الجامعية حيث تسند الوزارة سنويا لفائدة 36 دولة إفريقية جنوب الصحراء 517 مقعدا دراسيا و291 منحة جامعية مع النظر في الترفيع في عدد المقاعد بـ150 والمنح المسندة للطلبة.

- الإسراع في إجراءات إحداث الوكالة الوطنية للتوجيه وإعلام الطلبة الدوليين التي من مهامها الأساسية استقبال وتوجيه الطلبة والإحاطة بهم.

- إرسال قوائم الطلبة بالقطاع العمومي والخاص إلى وزارة الداخلية لتسهيل عملية الحصول على بطاقة الإقامة.

- تم تنظيم تظاهرات ثقافية ورياضية لإدماج الطلبة الدوليين في كل جامعة وكل ديوان للخدمات الجامعية وحث المؤسسات الجامعية الخاصة على النسج على نفس المنوال.

✓ بالنسبة للتكوين المهني

تخصّص وزارة التشغيل والتكوين المهني سنويا قرابة 295 منحة لفائدة المتكويين والمتدربين من دول إفريقيا جنوب الصحراء لتسجيلهم بمختلف مراكز التكوين المهني التونسية الراجعة بالنظر للوكالة التونسية للتكوين المهني وذلك من خلال حصص سنوية قارة من مقاعد التكوين المهني الأساسي في إطار التعاون الدولي الثنائي تتراوح بين 10 مقاعد و50 مقعدا بحسب ما تنصّ عليه اتفاقيات التعاون المبرمة بين الجمهورية التونسية وهذه الدول الإفريقية في مجال التكوين المهني والتدريب التقني التي تنظّم هذه المسألة على غرار اتفاقيات التعاون مع دول جنوب الصحراء التالية: موريتانيا، النيجر، مالي، السينغال، بوركينا فاسو، الكامرون، الكوت دي فوار، الكونغو الديمقراطية، الكونغو برازافيل، جيبوتي، الغابون، غينيا الاستوائية، غينيا كوناكري، غينيا بيساو، التشاد، جزر القمر. وبمقتضى هذه المنح والمقاعد التي تمنحها الجمهورية التونسية لفائدة هؤلاء المتكويين في مختلف الاختصاصات التي تطلبها هذه الدول الإفريقية وفي مختلف المراحل من التكوين الأساسي التي تؤمّنهم لهم مراكز التكوين المهني للحصول على شهادات في التكوين من شهادة مؤهل تقني مهني إلى شهادة مؤهل تقني سامي، يتمتّع المتكويون من دول جنوب الصحراء المرسمين بمختلف مراكز التكوين المهني بمجانية التكوين إضافة إلى مجانية المبيت ومجانية الإعاشة دون تفرقة أو تمييز مع زملائهم المتكويين التونسيين.

كما يتم العمل على توفير الإحاطة الاجتماعية والصحية لهؤلاء المتكويين طيلة مدة تكوينهم وإقامتهم بالبلاد التونسية بالنجاعة والجودة المطلوبة وتشريكهم في مختلف الأنشطة الثقافية والرياضية والترفيهية وخاصة تشريكهم ضمن أنشطة الحياة الجماعية التي يتمّ برمجتها خلال السنة التكوينية وكذلك خلال تجميعهم في فترات العطل البيداغوجية والعطل السنوية بالنسبة للمتكويين الأجانب الذين لا يتسوّى لهم قضاء العطلة السنوية في أوطانهم الأصلية ويحبّذون البقاء بتونس.

ويتمّ في افتتاح كل سنة تكوينية، برمجة يوم لاستقبال المتكويين الجدد تتمّ خلاله القيام بأنشطة ثقافية واعداد وجبات الأكل من قبل المتكويين الأجانب بأنفسهم وذلك في إطار الاطلاع على المخزون الحضاري لبلدان المنشأ ومن بينها بلدان إفريقيا جنوب الصحراء بهدف تلاقح الحضارات وتقاسم القيم الكونية من أجل توحيد القيم الإنسانية واحترام ثقافة وتراث الآخر والاستفادة من الأفكار الجديدة ونبذ مظاهر التمييز.

كما تتمّ خلال السنة الجارية تنظيم ملتقيات رياضية وثقافية بين شباب التكوين المهني من تونس والبلدان الصديقة وخاصة منهم بلدان جنوب الصحراء عبر تشريكهم في دورات تكوينية في ثقافة المبادرة وبعث المؤسسات وفي مسابقات وطنية ودولية في الروبوتيك وفي السينما وفي كرة القدم وفي الفنون التشكيلية والألعاب التراثية.

وتنظم بصفة دورية خاليا إنصات من قبل المؤطرين والمستشارين النفسيين بمختلف مراكز التكوين المهني التابعة للوكالة التونسية للتكوين المهني للتعرف على المشاغل والصعوبات التي يمكن أن يتعرض لها المتكويون وخاصة منهم المقيمين بالمبيلات.

وبلغ العدد الجملي للمتريصين الأجانب بما فيهم المتكويين من دول إفريقيا جنوب الصحراء المرسمين بمختلف مراكز التكوين المهني في مختلف الاختصاصات والمتمتعين بخدمات المبيت والإعاشة بوحدات المبيت والمطاعم الموزعين على

كامل تراب الجمهورية والتابعة للوكالة التونسية للتكوين المهني خلال دورة سبتمبر 2022، وإلى حدود شهر فيفري 2023 عدد 300 متكونا.

وفي نفس السياق، وفي مجال التكوين المهني في الفلاحة والصيد البحري، تتولى وكالة الإرشاد والتكوين الفلاحي على مستوى مراكز التكوين المهني الفلاحي الراجعة إليها بالنظر تكوين المتكونين الوافدين في إطار التعاون الدولي ووفقا لاتفاقية مشتركة في الغرض مع بلدان إفريقيا جنوب الصحراء وقد تم ترسيم 51 متكونا بعنوان سنة 2019-2020 لتلقي دورات تكوين مهني في الفلاحة والصيد البحري.

ويواصل المتكونون من الجنسيات الاجنبية خريجي مراكز التكوين المهني التابعة للوكالة التونسية للتكوين المهني التمتع بالإقامة والإعاشة على إثر انتهاء التكوين لمدة شهرين (02) إضافيين وهي الفترة المخصصة للقيام بالإجراءات اللازمة لاستكمال ملف العودة إلى أوطانهم الأصلية.

وبلغ عدد المتكونين بمختلف مراكز التكوين المهني من سنة 2015-2021 / 896 متكونا من الأفارقة جنوب الصحراء.

4- الحق في الصحة:

تكريسا لأحكام الدستور التي تضمن الحق في الصحة لكل إنسان، تسعى وزارة الصحة من خلال هياكلها المختصة إلى تكثيف الجهود واتخاذ التدابير اللازمة لتمكين جميع الأجانب المقيمين في تونس من الاستفادة بالخدمات الصحية الملزمة لحالتهم.

وفي هذا الإطار وتبعا لمعايينة بعض الصعوبات التي يتعرض لها الأجانب طالبي الخدمات الصحية، أصدرت وزارة الصحة بتاريخ 19 مارس 2019 منشورا يتعلق بتنظيم عملية الاستقبال والإحاطة الصحية بالمهاجرين بالهياكل الصحية العمومية، تم بمقتضاه إقرار جملة من الإجراءات المتعلقة بالرعاية الصحية المقدمة لتلك الفئة وذلك من خلال حث الهياكل الصحية العمومية على:

- تأمين حسن استقبال المهاجرين والتكفل بهم في كنف الاحترام لحقوقهم الأساسية وكرامتهم البشرية ودون أي تمييز إزاءهم مع إيلاء عناية خاصة بالفئات الهشة منهم على غرار النساء الحوامل والأطفال والمسنين والمعوقين وضحايا الإتجار بالبشر.

- الإسراع بتقديم الخدمات الصحية للمهاجرين الوافدين على أقسام الاستعجالي وعدم تعطيل التكفل بهم ولو في غياب أي وثيقة تتعلق بالحالة المدنية أو بطاقة العلاج الخاصة بهم عند قبولهم على أن تتم تسوية الإجراءات الإدارية الخاصة بمصاريف العلاج لاحقا بعد تقديم الخدمات الصحية الضرورية.

وتجدر الإشارة إلى أنّ المهاجرين ينتفعون بصفة مجانية بالخدمات الصحية الوقائية كالتلقيح وخدمات الصحة الإنجابية ومكافحة السيدا والأمراض المنقولة جنسيا وغيرها من الخدمات الأخرى. وفيما يلي بيان لأهم الخدمات التي ينتفع بها المهاجرون:

4-1- التلقيح ضد كوفيد 19:

تم التكفل بجميع المهاجرين من خلال تسجيلهم على منظومة "إفاكس" وفقاً للوضعية النظامية التي يوجدون بها وتم تبعا لذلك تلقيحهم دون إقصاء مهما كانت وضعيته بما في ذلك الأشخاص الذين لا يملكون وثائق إثبات. كما تم في

إطار الأيام المفتوحة للتلقيح كل المهاجرين الذين تقدّموا لمراكز التلقيح دون أي اشتراطات حيث تم تلقيح أكثر من 16500 شخص من المهاجرين الأفارقة.

2-4- خدمات الصحة الجنسية والإنجابية:

في إطار تكريس نفاذ المهاجرين لخدمات الصحة الجنسية والإنجابية تعمل وزارة الصحة بالشراكة خاصة مع المنظمة الدولية للهجرة على بناء قدرات مقدمي الخدمات الصحية في مجال "الصحة والهجرة" من خلال تقديم التكوين اللازم لهم في إطار دورات تكوينية حول عدد من المواضيع التي تتعلق سواء بحقوق المهاجرين أو بنفادهم إلى الخدمات الصحية أو غيرها من المواضيع ذات العلاقة. وللغرض فقد تمّ خلال الفترة الممتدة من ماي 2018 إلى غاية ماي 2020 القيام بالأنشطة التالية:

- تنظيم أيام إعلامية وتوعوية لصالح مهنيي 24 مندوبية جهوية.

- في إطار منع ومكافحة الاتجار بالبشر وحماية الضحايا، تمّ تنظيم دورات توعوية وتحسيسية لمقدمي الخدمات الصحية بـ 24 مندوبية جهوية.

- عملت المنظمة الدولية للهجرة على المساهمة في توطيد جهود الديوان في ميدان التوعية والوقاية من خلال تقديم الدعم الفني والمالي لتحسين معرفة المهاجرين ومراجعة وترجمة الملاحظات والملصقات وغيرها من وسائل الاتصال الموجهة لهم وملاءمتها مع خصوصياتهم.

أضف إلى ذلك، فلقد تمّ إعداد سجل خاص بالمهاجرين واختباره على مستوى بعض الجهات بهدف تحسين نظام جمع البيانات وتأطير عملية استقبال المهاجرين والتكفل بهم وتوجيههم. وفي إطار العمل على تركيز السجل، تمّ تنظيم دورات تدريبية لمقدمي الخدمات الصحية حول كيفية استخدام السجل وتطوير دليل المستخدم وكيفية إدخال ومعالجة البيانات الإحصائية.

وتجدر الملاحظة أن خدمات الصحة الجنسية والإنجابية المقدمة للمهاجرين بلغت في الفترة الممتدة بين سبتمبر 2018 وديسمبر 2022، 11561 خدمة موزعة كالتالي: خدمات إعلام وتوعية وتثقيف (5.622)، خدمات طبية (5.553)، استشارات نفسية (386).

3-4- علاج مرض نقص المناعة المكتسب:

ارتفع خلال السنوات الأخيرة عدد الأجانب المتمتعين بالعلاج الثلاثي لمرض نقص المناعة المكتسب وفقا لما يبينه الجدول التالي الذي يحدد بصفة دقيقة العدد الفعلي للإصابات في صفوف الأجانب.

الإصابات بمرض نقص المناعة المكتسب في صفوف الأجانب

2021	2020	2019	
70	52	53	ذكور
108	72	61	إناث
178	124	114	المجموع

ويتلقى قرابة 150 شخص سنويا من المهاجرين الأفارقة علاجا من مرض نقص المناعة المكتسب.

4-4- تفعيل نشاط خلية الإحاطة النفسية:

في إطار الإجراءات التي أقرتها الدولة التونسية مؤخرًا لفائدة الجاليات الأجنبية بتونس، قامت وزارة الصحة بتفعيل نشاط خلية الإحاطة النفسية وقت الأزمات من خلال وضع رقم أخضر خلال الفترة من 9 مارس حتى 8 أبريل 2020 من الاثنين إلى السبت من الساعة 9:00 صباحًا حتى الساعة 2:00 ظهرًا، تم عبره تأمين الإنصات من قبل أخصائيين نفسانيين لتقديم الدعم النفسي أو المساعدة الطبية الطارئة للمهاجرين الذين يحتاجون ذلك. وتجدر الإشارة في هذا السياق إلى أنّ الخلية قد تلقت خلال الفترة المذكورة 27 مكالمة غير جدية و9 طلبات توجيه نفسي من قبل مواطنين تونسيين و11 طلب مساعدة طبية من قبل مهاجرين تمّ، بمساعدة من مركز العمليات الاستراتيجية بالوزارة، توجيههم إلى أقسام الاستعجالي للتعهد.

وفي نفس الإطار استجابت وزارة الصحة لطلب مكتب المنظمة العالمية للهجرة بتونس من خلال إرسال طاقم طبي لتقديم المساعدة الطبية للمهاجرين المتواجدين أمام مقرها (حوالي 30 مهاجرًا من جنسيات مختلفة ينتظرون إجراءات إعادتهم إلى بلدانهم الأصلية).

5- الحق في السكن:

لا وجود لشروط على أساس الأصل العرقي أو القومي أو لون المنتفع أو نسبه تتعلق بامتلاك مسكن أو الحصول على تمويل لبنائه. وعلى هذا الأساس، فإنه يمكن للأجانب تملك العقارات السكنية بعد الحصول على ترخيص مسبق.

6- الحق في التشغيل:

ينص الفصل 263 من مجلة الشغل على أن العامل الأجنبي "ينتفع بنفس الحقوق ويخضع لنفس الواجبات الناجمة عن العلاقة الشغلية والمنطبقة على العامل التونسي". كما تنص الفصول 258 إلى 268 من نفس المجلة على كيفية تشغيل الأجانب بتونس والإجراءات المتبعة لحماية حقوقهم. أضف إلى ذلك، يتم تطبيق عدة قوانين خصوصية تتعلق بتشغيل الأجانب بتونس على غرار قانون الاستثمار لسنة 2016 ومجلة المحروقات ومجلة المناجم وهي قوانين تحمي وتوفير العمل اللائق للمهاجر.

وفي إطار الإجراءات وخطط العمل المعتمدة من قبل وزارة التشغيل والتكوين المهني لتيسير حصول المهاجرين على فرص عمل مؤجر أو مستقل أو الانتفاع بالتكوين المهني، فتجدر الملاحظة أن الوزارة وبالإضافة إلى التكوين المهني لفائدة المهاجرين فإنها تقدم خدمتين هما: الانتفاع بترخيص للعمل المؤجر أو المستقل، والمرافقة في العمل المستقل (أحداث المؤسسات للحساب الخاص).

6-1- فيما يخص الحصول على ترخيص للعمل:

تقوم الإدارة العامة للتوظيف بالخارج واليد العاملة الأجنبية بدراسة الملفات المقدمة مباشرة أو عن بعد، من طرف صاحب الخدمة إذا كان المهاجر باعث مشروع أو من طرف المؤجر إذا كان المهاجر أجيرًا.

6-2- فيما يخص المرافقة في العمل المستقل: إحداث مشروع للحساب الخاص:

يتم توجيه المهاجر الذي يتقدم بطلب للعمل المستقل إلى شريك ببرنامج الإدماج الاقتصادي على غرار المنظمة الدولية للهجرة أو الجمعيات المختصة على غرار الجمعية الإيطالية CEFA وحسب وضعية المهاجر تتم مرافقته من خلال

التكوين في بعث المشاريع وتوفير التمويل الضروري له من طرف المنظمات والجمعيات الناشطة في مجال الإحاطة وإدماج المهاجرين.

3-6- الإجراءات المتخذة من قبل تفقدية الشغل لحماية حقوق العمال الأجانب وتحسين ظروف العمل والحماية الاجتماعية للعمال المهاجرين.

تحدد المادة 3 من الاتفاقية الدولية رقم 81 والفصل 4 من قانون العمل، مهام خدمات تفقد الشغل بوضوح، ويستند نشاط تفقدية الشغل في تونس على الرقابة والمعلومات والمشورة وصنع القرار.

ويضطلع متفقدو الشغل بدور ضمان تطبيق الأحكام القانونية المتعلقة بظروف العمل وحماية العمال في ممارستهم لمهنتهم وتوفير المعلومات والمشورة التقنية للمشغلين والعمال بشأن الامتثال للأحكام القانونية وإعلام السلطات المختصة على أوجه القصور أو التجاوزات غير المشمولة تحديدا بالأحكام القانونية القائمة.

في ضوء الأحكام ذات الصلة بالصكوك القانونية الوطنية (قانون العمل ونصوصه التنفيذية) والصكوك القانونية الدولية (اتفاقيات وتوصيات منظمة العمل الدولية) تتمثل إحدى الوظائف الأساسية لتفقدية الشغل في ضمان تطبيق القوانين والأنظمة والاتفاقيات المتعلقة بظروف العمل وحماية العمال في ممارستهم لمهنتهم، بما فيهم العمال الأجانب.

ويواجه متفقدو الشغل في ممارستهم لواجباتهم المعتادة حالات من الاتجار/ والتجاوزات في أماكن العمل أو حالات تشير إلى خطر استغلال العمال الأجانب، ويمكن لمتفقد الشغل، في نطاق مهامهم، المشاركة في أنشطة مكافحة الاتجار بما في ذلك الوقاية، وتحديد الأشخاص المتجر بهم، والتحقيق في الحالات المشتبه فيها.

ويتدخل تفقد الشغل في كامل مجالات علاقة العمل: انتظام العمال وتنظيم العمل ومدته والسلامة المهنية والبيئية والصحية وتوظيف النساء والأطفال والمعوقين والحوار الاجتماعي وظروف العمل والمعدات.

خلال 2022، قامت تفقدية الشغل بما مجموعه 31.817 زيارة تفقدية شملت 410.960 موظفا، بما فيهم 378.829 امرأة.

وخلال سنة 2023، تم تنظيم حملة رصد وتوعية في جميع المؤسسات التي تخضع لقانون الشغل تعتمد على مقارنة تدريبية تستند في مرحلة أولى على التوعية والتحسيس (توضيح مفهوم حقوق العمال المهاجرين واحترام استحقاقاتهم) وفي المراحل اللاحقة، وفي صورة عدم الامتثال للأحكام القانونية يتم توجيه تنبيهات رسمية إلى أصحاب العمل، وإذا لم يتم تسوية محاضر المخالفات الضارة التي تعرض العمال لظروف غير لائقة تقدم المحاضر إلى النيابة العمومية من أجل البت في أوضاع العمال الأجانب تطبيقا للمواد 258-2 من مجلة الشغل.

أثناء هذه الحملة، أجريت 391 زيارة التقى خلالها متفقدو الشغل بـ 139 عاملاً أجنبياً من بينهم 118 من بلدان جنوب الصحراء الكبرى تمت صياغة 122 توصية لتسوية الوضع التعاقدى للعمال مع خدمات وزارة التشغيل والتكوين المهني، وتم إرسال 59 إشعاراً و 31 محضر ضد أصحاب العمل المخالفين.

وتجدر الإشارة إلى أن تفقدية الشغل لم تجد أي شكل من أشكال الاتجار أو جرائم التمييز في الأجور.

7-الخدمات الاجتماعية لفائدة المهاجرين:

تقدم مراكز الإحاطة والتوجيه الاجتماعي خدماتها لعدد من الفئات الهشة من بينهم الأشخاص الذين لا عائل ولا مأوى لهم، فاقدي السند المادي والمعنوي، الأمهات العازبات، الأطفال المهددون، المهاجرون غير الشرعيين، اللاجئين، ضحايا الإتجار بالبشر.

وتقوم المؤسسة بدراسة الأوضاع الاجتماعية والنفسية للمقيمين واتخاذ الاجراءات الميسرة لمساعدتهم بالتنسيق والتعاون مع الهياكل القضائية والإدارية والجمعيات المعنية.

وقد تعهدت هذه المراكز خلال سنة 2022 بـ 574 حالة موزعة حسب الجنس من بينهم 61 مهاجر غير شرعي (50 ذكور و 11 إناث) بمركزي الإحاطة والتوجيه الاجتماعي بكل من سوسة و صفاقس باعتبار أن مركز الإحاطة والتوجيه الاجتماعي بتونس سيستأنف نشاطه في بداية سنة 2023 بعد استكمال عملية إعادة التهيئة. كما تعهدت مراكز الرعاية الاجتماعية للأطفال بـ 139 طفل مهاجر.

وتعهدت مراكز الرعاية سنة 2023 بـ 251 طفل مهاجر من بينهم: مركز الرعاية الاجتماعية للأطفال بتونس (60)، المركز الاجتماعي لمراقبة الأحداث بمنوبة (47)، مركز الإحاطة والتوجيه الاجتماعي بصفاقس (103)، مركز الإحاطة والتوجيه الاجتماعي بسوسة (34)، المعهد الوطني لرعاية الطفولة (7).

وتواصل وزارة الشؤون الاجتماعية الالتزام بشكل متزايد من خلال مؤسساتها وهيكلها الاجتماعية المختلفة برعاية المهاجرين الذين يعانون من صعوبات الاندماج بالتعاون مع مختلف الوزارات العاملة في نفس المجال (العدل والداخلية) ومع المنظمات الدولية (المنظمة الدولية للهجرة، مفوضية الأمم المتحدة لشؤون اللاجئين، واليونسيف) وكذلك المجتمع المدني.

مع العلم وأن المهاجرين الذين يتم إيوائهم في المراكز يعتبرون مستضعفين ويعانون من صعوبات ويعاملون بنفس الطريقة التي يعامل بها المقيمون التونسيون، ويتمتعون بنفس الحقوق، سواء في الحصول على الرعاية أو الدعم النفسي والاجتماعي، وذلك على الرغم من صعوبات التواصل معهم بسبب تحديثهم بلهجتهم المحلية.

لذلك يتم تنفيذ برامج بناء القدرات وأعمال الإشراف بشكل مستمر لصالح العاملين المعنيين بحماية حقوق المهاجرين (الوصول إلى العدالة والرعاية الخاصة) بدعم من المنظمات الدولية، فضلا عن التعاون مع المنظمات من حيث دعم المؤسسات التي تأوي المهاجرين.

كما تم إمضاء اتفاقية تعاون بين الهيئة العامة للهوض الاجتماعي ومنظمة محامون بلا حدود في شهر سبتمبر 2022 في إطار الشروع في تنفيذ مشروع PROMITAD الذي يهدف إلى تمكين الفئات الهشة من المهاجرين والتونسيين من الإحاطة الاجتماعية ومن النفاذ إلى العدالة من خلال تقديم استشارات قانونية مجانية، وقد تم تنفيذ عديد الحلقات التكوينية لفائدة 62 متدخلا اجتماعيا وتنظيم حلقات حوار حول وضعية المهاجرين خاصة بولاية صفاقس وعقد جلسات تنسيقية مع منظمة محامون بدون حدود وجمعية إنقاذ الطفولة الدولية.

8-تدخلات الهلال الأحمر التونسي في إطار الشراكة ومعاضدة مجهودات الحكومة في المجال الإنساني:

يعاضد الهلال الأحمر التونسي منذ نشأته جهود الدولة في المجال الإنساني، ويشارك في وضع الاستراتيجيات الوطنية في ملف الهجرة.

* أهم التدخلات التي يقوم بها الهلال الأحمر التونسي:

- الاستقبال: يستقبل الهلال الأحمر التونسي المهاجرين حال وصولهم للحدود البحرية والبرية حيث يتم إشعار مكاتبه المحلية حال إنقاذ مركب أو دخول اللاجئين عبر البر.

- التغطية الصحية: حال الإشعار ينطلق فريق المتطوعين مرفوقين بالمسعفين والطبيب والممرضين ويتم إسعاف المهاجرين وتفقد حالتهم الصحية والتدخل العاجل إذا وجدت إصابات وأمراض تستدعي مزيد الفحص والتحري.

- الاعاشة: يتولى فريق المتطوعين تقديم الإعاشة للمهاجرين حال وصولهم عبر تقديم وجبات أكل صحية ومتوازنة لأنه في أغلب الحالات يكون الجوع قد أنهكهم، كما يتولى توزيع الملابس والأغطية في الشتاء والملابس في الصيف.

- تقرب الروابط العائلية: يقدم متطوعون مختصون خدمة تقرب الروابط العائلية، حيث يسهل هؤلاء للمهاجرين خدمة الاتصال بعائلاتهم وطمأنتهم عليهم.

- مرافقة المهاجرين إلى مبيئات الإيواء.

- الإيواء: يتم إيواء المهاجرين غير الشرعيين في مبيئات يديرها الهلال الأحمر التونسي بالشراكة مع المنظمة الدولية للهجرة والمفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين.

* تدخلات الهلال الأحمر التونسي في الخمس سنوات الأخيرة: استقبل 5980 مهاجر غير شرعي من الذين تم إنقاذهم في البحر، توزيع 20 ألف وجبة، القيام بـ 12460 فحص طبي، تقديم 7500 غطاء، إيواء المهاجرين في المبيئات، توزيع 176 ألف كمادة لفائدة المهاجرين، توزيع 196 لتر جال مطهر لفائدة المهاجرين، نقل المهاجرين للقيام بالتلقيح، القيام بـ 15 قافلة صحية لفائدة المهاجرين، القيام بـ 321 خدمة قانونية لفائدة المهاجرين، القيام بعملية توجيه وتقديم معلومة، توزيع 15 ألف مساعدة غذائية، توزيع 500 علبة حليب أطفال.

* الأطفال غير مرفوقين بأوليائهم: بلغ عددهم في الخمس سنوات الأخيرة قرابة 500 طفل، تم إيواء بعضهم في المبيئات وتمت مرافقتهم للمدارس وتقديم دروس دعم ورعاية صحية لهم وغيرها من الخدمات الخاصة بالأطفال.

* المهاجرات: يتم التكفل بالنساء وإيوائهن بالمبيئات بالشراكة مع المنظمة الدولية للهجرة والمفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين لحفظ كرامتهن وخاصة منهن الحوامل، حيث يتابع الهلال أغلب الحالات ويرافقهن للمستشفيات لمراقبة الحمل والولادة ويقوم بتوزيع الأدوية ويؤمن أطباء متطوعين للعناية بالحالات التي تستحق المتابعة.

* برنامج تقرب خدمات الروابط العائلية: قام الهلال الأحمر التونسي بالشراكة مع المنظمة الدولية للصليب الأحمر بإطلاق مشروع تقرب الروابط العائلية وتم تدريب المتطوعين لهذه المهمة وتحديد نقاط اتصال في كل الهيئات وتوزيع إكسكليتات مادية ولوجستية مثل الهواتف واللوحات الإلكترونية على المتطوعين الذين يقومون بالاتصال بعائلات المهاجرين وإعادة ربط الصلة بينهم.

* مناطق تواجد مكثف للمهاجرين: يتركز المهاجرون بالأساس بالمناطق التالية: مدنين، جرجيس، تطاوين، سوسة، القصرين، صفاقس، تونس، رواد، سكرة، المرسى، العوينة، المهدية، الشابة، جربة ميدون وغيرها.

* أهم شركاء الهلال الأحمر التونسي: يتعاون الهلال الأحمر التونسي مع كل مؤسسات الدولة وخاصة وزارتي الشؤون الخارجية والهجرة والتونسيين بالخارج والداخلية على المستوى الوطني والجهوي والمحلي ويتعاون كذلك مع وزارة الصحة الشريك الأساسي للهلال الأحمر التونسي في المجال الصحي وتسهيل الخدمات الصحية للمهاجرين خاصة منهم غير الشرعيين الذين مكثهم المشرع التونسي من الحق في الصحة، وعليه يتم التنسيق بين الهلال الأحمر التونسي والادارات الجهوية والمؤسسات الصحية لتقديم الخدمات خاصة بالنسبة للمصابين والنساء الحوامل والأطفال وللمنظمة عدة شراكات دولية واهمها مع المنظمة الدولية للهجرة والمفوضية السامية للأمم المتحدة لشؤون اللاجئين واللجنة الدولية للصليب الأحمر. ويعمل الهلال الأحمر التونسي مع اللجنة الدولية للصليب الأحمر والاتحاد الدولي لجمعيات الصليب الأحمر والهلال الأحمر.

IX-الشكايات المودعة من قبل المهاجرين ضحايا العنف القائم على كره الأجانب أو المودعة من قبل أقربائهم / بيانات حول طبيعة الأفعال المرتكبة ومآل المحاضر والشكايات:

1-عدد المحاكم الابتدائية التي صرحت بمعطيات حول المهاجرين المتضررين:

بلغ عدد المحاكم الابتدائية التي صرحت بمعطيات إحصائية حول المحاضر والشكايات المتعلقة بالمهاجرين المتضررين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء 28 محكمة من بينها 13 محكمة صرحت بمعطيات إيجابية بنسبة 46% و 15 محكمة صرحت بمعطيات سلبية أي لم تتلق محاضر أو شكايات في الغرض وذلك بنسبة 54%.

2-عدد المهاجرين المتضررين:

تلقت المحاكم الابتدائية ما عدده 66 بين محاضر وشكايات بخصوص الاعتداء على المهاجرين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء، وتعلق الضرر بـ 109 مهاجرا (91 من الذكور و 18 من الإناث).

3-عدد المتهمين حسب الجنس:

وصل عدد المتهمين بالاعتداء على المهاجرين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء إلى 113 متهما (82 ذكور و 2 إناث)، إضافة إلى 29 متهما مجهول الهوية.

4-مآل المحاضر والشكايات:

توزع مآل المحاضر والشكايات المتعلقة بالاعتداء على المهاجرين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء (66 محضرا وشكاية) بين 12 ملفا محالا على التحقيق و 6 ملفات محالة على المجلس كما أحيل ملف واحد (1) على الدائرة الجنائية وملفين (2) على الناحية و 35 ملفا لدى النيابة بينما 10 ملفات قد تمّت بالحفظ.

5-عدد المحاضر والشكايات والمتضررين والمتهمين حسب المحكمة:

تلقت النيابة العمومية لدى ستة (6) محاكم ابتدائية مجتمعة وهي كل من سوسة وتونس وصفاقس وسيدي بوزيد والقصرين وسليانة ما عدده 47 محضرا وشكاية بنسبة 71% من مجموع 66 محضرا وشكاية، وتعلقت بـ 90 مهاجرا

بنسبة 83% من مجموع 109 مهاجرا متضررا كما شملت 88 متهما بنسبة 78% من مجموع 113 متهما بالاعتداء على المهاجرين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء.

أما بقية المحاكم وهي بعدد ثمانية (8) والمتعلقة بكل من نابل والكاف وصفاقس 2 وبن عروس وجندوبة والمنستير وقرمبالية، فلقد تلقت مجتمعة ما عدده 19 محضرا وشكاية بنسبة 29% من مجموع 66 محضرا وشكاية، وتضمنت 19 مهاجرا بنسبة 17% من مجموع 109 مهاجرا متضررا وشملت 25 متهما بنسبة 22% من مجموع 113 متهما بالاعتداء على المهاجرين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء.

6- قائمة في التهم المدونة بالمحاضر والشكايات:

التهم التي تضيقها المحاضر والشكايات المحالة على النيابة العمومية والمتعلقة بالاعتداء على المهاجرين أصيلي إفريقيا جنوب الصحراء، وقع جردها كالآتي: الاعتداء بالعنف الشديد، الاتجار بالأشخاص، الاغتصاب، القتل العمد مع سابقه القصد، الولادة خارج إطار الزواج، إخفاء نفر، التحيل، احتجاز شخص باستعمال العنف والتهديد، الخيانة المجردة، السرقة، السلب تحت طائلة التهديد، الاستغلال الاقتصادي.

وختاماً، تُجدّد الدولة التونسية دعوتها إلى عدم التّغاضي عن جهودها المتواصلة في مجال مكافحة التّمييز العنصري، وإلى التّعامل مع مسألة الهجرة وفق مقاربة شاملة، حتى يتسوّى حلّ مشاكل الهجرة وجعلها هجرة آمنة وكرّمة ونظاميّة في كنف احترام سيادة الدّول ومصالح شعوبها.